

9 avril 2010 /

9 April 2010

GROUPE EUROTUNNEL SA

TNU PLC

PROJET DE TRAITÉ DE FUSION

DRAFT TERMS OF MERGER

**PROJET DE TRAITÉ DE
FUSION TRANSFRONTALIERE**

ENTRE LES SOUSSIGNÉES

- (1) **GROUPE EUROTUNNEL SA**, société anonyme au capital de 190.831.598,40 euros, dont le siège social est situé 19, boulevard Malesherbes, 75008 Paris, France, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 483 385 142, représentée à l'effet des présentes par Monsieur Claude Liénard, son Directeur financier, dûment habilité aux fins des présentes (la *Société Absorbante*),

ET

- (2) **TNU PLC**, *public limited company* de droit anglais au capital de 260.105.596,87 livres sterling, dont le siège social est situé au UK Terminal, Ashford Road, Folkestone, Kent CT18 8XX, Royaume-Uni, immatriculée sous le numéro 01960271, représentée à l'effet des présentes par Monsieur Claude Liénard, dûment habilité aux fins des présentes (la *Société Absorbée*),

(la Société Absorbante et la Société Absorbée sont ci-après désignées ensemble les *Parties* et séparément une *Partie*).

**DRAFT TERMS OF
CROSS-BORDER MERGER**

BETWEEN

- (1) **GROUPE EUROTUNNEL SA**, a *société anonyme* incorporated under the laws of France with a share capital of 190,831,598.40 Euros, having its registered office located at 19, boulevard Malesherbes, 75008 Paris, France, registered with the Trade and Companies Register of Paris under number 483 385 142, represented for the purposes hereof by Mr. Claude Liénard, Chief Financial Officer, duly authorised for the purposes hereof (the *Transferee Company*),

AND

- (2) **TNU PLC**, a public limited company with a share capital of 260,105,596.87 Pounds Sterling, having its registered office located at UK Terminal, Ashford Road, Folkestone, Kent CT18 8XX, United-Kingdom, registered under number 01960271, represented for the purposes hereof by Mr. Claude Liénard, duly authorised for the purposes hereof (the *Transferor Company*),

(the Transferee Company and the Transferor Company are hereinafter together referred to as the *Parties* and each as a *Party*).

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Le présent projet de traité de fusion a été établi dans le respect des lois applicables à chacune des Parties.

(A) Présentation de la Société Absorbée

a. Objet :

Constituée en 1985, la Société Absorbée est une *public limited company* de droit anglais dont l'objet principal est de détenir des participations dans toutes sociétés ou groupements concourant au financement, à la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche.

Histoire de la Société Absorbée

Préalablement à la restructuration financière du groupe Eurotunnel (le *Groupe*) de 2007, la Société Absorbée, TNU PLC (anciennement Eurotunnel PLC) était, aux côtés de TNU SA (anciennement Eurotunnel SA, société absorbée le 6 mai 2009 par Groupe Eurotunnel SA), la société faîtière du Groupe.

La Société Absorbée détenait notamment The Channel Tunnel Group Limited, la société britannique concessionnaire du Tunnel sous la Manche entre la France et le Royaume Uni, aux côtés de France Manche SA en France (ensemble les *Concessionnaires*).

Afin de bénéficier de l'application de la convention fiscale entre la France et le Royaume-Uni en date du 22 mai 1968 (la *Convention Fiscale de 1968*), les titres de TNU SA et de la Société Absorbée étaient jumelés sous forme d'unités (les *Unités*).

Dans le cadre des plans de sauvegarde arrêtés par le Tribunal de commerce de Paris par jugements en date du 15 janvier 2007 (le *Plan de Sauvegarde*), une réorganisation du Groupe a été opérée au cours du premier semestre 2007 (la *Restructuration de 2007*).

WHEREAS:

These draft terms of merger have been prepared in compliance with the laws governing each of the Parties.

(A) Presentation of the Transferor Company

a. Purposes:

Incorporated in 1985, the Transferor Company is a public limited company incorporated under the laws of England and Wales, which has as its principal purpose the holding of shares in companies participating in the financing, construction and operation of a fixed link across the Channel.

History of the Transferor Company

Prior to the 2007 financial restructuring of the Eurotunnel group (the *Group*), the Transferor Company, TNU PLC (formerly Eurotunnel PLC), was, alongside TNU SA (formerly Eurotunnel SA, a company merged into Groupe Eurotunnel SA on 6 May 2009), the holding company of the Group.

The Transferor Company held, in particular, The Channel Tunnel Group Limited, the English concessionaire of the Channel Tunnel, alongside France Manche SA in France (together the *Concessionnaires*).

In order to benefit from the double tax treaty between France and the United Kingdom dated 22 May 1968 (the *1968 Double Tax Treaty*), the shares in TNU SA and the Transferor Company were stapled into units (the *Units*).

In the context of the implementation of the safeguard plans approved by judgments of the Paris commercial court on 15 January 2007 (the *Safeguard Plan*), a reorganisation of the Group was completed during the first six months of 2007 (the *2007 Restructuring*).

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde, une offre publique d'échange (*l'Offre Publique*) a été lancée par la Société Absorbante à l'attention des détenteurs d'Unités. 2.368.864,450 Unités représentant 93,04 % du capital de TNU SA et de la Société Absorbée ont été apportées à l'Offre Publique

Par ailleurs, conformément aux dispositions du Plan de Sauvegarde, il a été procédé, le 21 décembre 2007, à (i) une réduction du capital de la Société Absorbée, suivie (ii) d'une augmentation de capital de la Société Absorbée réservée à Eurotunnel Group UK PLC (*EGP*), filiale de la société Absorbante.

Au résultat de ces opérations, la Société Absorbante et EGP détenaient respectivement 9,11 % et 90,21 % du capital de la Société Absorbée.

Dans le cadre d'une réorganisation ultérieure du Groupe entreprise en 2009 (la *Réorganisation de 2009*) :

- les Unités détenues par EGP représentant 90,21 % du capital de TNU SA et de la Société Absorbée ont été cédées le 31 mars 2009 à la Société Absorbante (par conséquent, la Société Absorbante détient directement 99,32 % du capital de la Société Absorbée) ;
- les actions de TNU SA et de la Société Absorbée ont été dé-jumelées, les titres des Concessionnaires étant quant à eux jumelés de manière équivalente pour préserver l'application de la Convention Fiscale de 1968 ; et
- TNU SA a été fusionnée par voie d'absorption par la Société Absorbante.

Il est également projeté à la date des présentes de procéder à la fusion de EGP par voie d'absorption par la Société Absorbante.

La Fusion et la fusion de EGP par la Société Absorbante s'inscrivent dans le prolongement de la Réorganisation de 2009, à travers la simplification de la partie anglaise du Groupe.

In the context of the implementation of the Safeguard Plan, the Transferee Company launched an exchange tender offer (the *ETO*) to acquire Units. 2,368,864,450 Units, representing a 93.04% stake in the share capital of TNU SA and the Transferor Company were tendered to the ETO.

In addition, in accordance with the provisions of the Safeguard Plan, there occurred on 21 December 2007 (i) a decrease of the share capital of the Transferor Company, followed by (ii) an issue of shares in the Transferor Company to Eurotunnel Group UK PLC (*EGP*), a subsidiary of the Transferee Company, were completed on 21 December 2007.

At the result of these transactions, the Transferee Company and EGP held respectively 9.11% and 90.21% of the share capital of the Transferor Company.

In the context of a further Group reorganisation launched in 2009 (the *2009 Reorganisation*):

- the Units held by EGP representing 90.21% of the share capital of TNU SA and the Transferor Company were transferred to the Transferee Company on 31 March 2009 (therefore, the Transferee Company directly holds 99.32% of the share capital of the Transferor Company);
- the shares in TNU SA and the Transferor Company were de-stapled, with the shares in the Concessionaires being stapled in a similar way in order to preserve the application of the 1968 Double Tax Treaty; and
- TNU SA was merged by way of absorption into the Transferee Company.

The merger of EGP by way of absorption by the Transferee Company is also planned at the date hereof.

The Merger and the merger of EGP into the Transferee Company are a continuation of the 2009 Reorganisation, as part of the simplification of the English part of the Group.

b. Date d'immatriculation :

La Société Absorbée a été immatriculée le 18 novembre 1985.

c. Capital social et valeurs mobilières :

Le capital social émis de la Société Absorbée s'élève à 260.105.596,87 livres sterling, divisé en 26.010.559,687 actions de 0,01 livre sterling de valeur nominale chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie.

Aucune autre valeur mobilière donnant le droit de recevoir directement ou indirectement, des actions de la Société Absorbée n'est en circulation à la date des présentes.

Après avoir été cotées sous forme d'Unités (avec les actions TNU SA) sur le *London Stock Exchange* et le marché NYSE-Euronext Paris, puis inscrites, toujours sous forme d'Unités, sur le compartiment des valeurs radiées des marchés réglementées (le **CVRMR**) de NYSE-Euronext Paris depuis 2007, les actions de la Société Absorbée sont, depuis le 19 mai 2009, inscrites directement sur CVRMR de NYSE-Euronext Paris.

d. Avantages tarifaires :

Les actionnaires historiques du Groupe, détenant des Unités remplissant les conditions fixées par les plans d'avantages tarifaires du 9 novembre 1987, du 31 octobre 1990 et de 1996, tels qu'amendés, s'étaient vus accorder des avantages tarifaires (les **ATs**), c'est-à-dire des droits à voyager en empruntant le *shuttle* gratuitement ou à tarifs réduits. Le bénéfice des ATs était conditionné à la conservation d'un certain nombre d'Unités.

Ceux des actionnaires actuels de la Société Absorbée qui ont droit à des ATs se verront offrir, avant la Date de Réalisation de la Fusion, la possibilité d'échanger leurs droits actuels à des ATs contre des ATs gérés par The Channel Tunnel Group Limited (**CTG**, une filiale de la Société Absorbante).

b. Registration date:

The Transferor Company was incorporated on 18 November 1985.

c. Share capital and securities:

The Transferor Company has an issued share capital of £260,105,596.87, divided into 26,010,559,687 shares with a par value of £0.01 each, fully paid-up and all of the same class.

At the date hereof, there are no outstanding securities giving the right, directly or indirectly, to acquire or subscribe for shares of the Transferor Company.

After having been listed as Units (together with the shares in TNU SA) on the London Stock Exchange and NYSE-Euronext Paris, and then listed from 2007, still as Units, on the Compartiment for Securities Delisted from regulated markets (*compartiment des valeurs radiées des marchés réglementés*, the **CVRMR**) of NYSE-Euronext Paris, the shares in the Transferor Company have been directly listed on the CVRMR of NYSE-Euronext Paris since 19 May 2009.

d. Travel Privileges:

The Group's historical shareholders, holding Units that comply with the requirements of the 9 November 1987, the 31 October 1990 and the 1996 travel privileges plans, as amended, were granted travel privileges (the **TPs**) being rights to travel via the shuttle for free or at least at reduced prices. The benefit of TPs was subject to the holding of a certain number of Units.

Current shareholders of the Transferor Company that are entitled to TPs will be offered, prior to the Completion Date of the Merger, the opportunity to exchange their current TP entitlements for TPs managed by The Channel Tunnel Group Limited (**CTG**, a subsidiary of the Transferee Company).

Les actionnaires acceptant cette offre continueront à bénéficier, après la Date de Réalisation de la Fusion, des mêmes droits aux ATs que ceux dont ils bénéficient à l'heure actuelle, mais sans condition de détention d'actions.

Ceux des actionnaires de la Société Absorbée ayant droit, actuellement, à des ATs qui n'auront pas accepté l'offre à la Date de Réalisation de la Fusion conserveront la possibilité de l'accepter postérieurement à ladite Date de Réalisation de la Fusion, afin de bénéficier des ATs dans le cadre du plan géré par CTG (à condition que lesdits actionnaires, non seulement soient en mesure de prouver qu'ils avaient droit aux ATs préalablement à la Date de Réalisation de la Fusion, mais aussi continuent à remplir les conditions pour bénéficier des ATs).

e. Actionnariat :

A la date des présentes, la Société Absorbante détient directement 25.833.259.924 actions de la Société Absorbée, représentant 99,32 % du capital de la Société Absorbée.

Les 0,68 % restants du capital de la Société Absorbée sont détenus par des actionnaires minoritaires (les *Actionnaires Minoritaires*).

f. Direction :

La Société Absorbée est dirigée par un Conseil d'Administration. Les membres du Conseil d'Administration ne se sont vus consentir aucun avantage particulier et ne percevront aucun paiement ou avantage au titre de la Fusion.

g. Exercice social :

L'exercice social de la Société Absorbée commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

h. Impôts :

Shareholders that accept this offer will continue, after the Completion Date of the Merger, to enjoy the same TP entitlements as they currently do, but without the requirement to hold shares.

Shareholders of TNU that are currently entitled to TPs but that do not accept this offer prior to the Completion Date of the Merger will continue to be able to do so after the Completion Date of the Merger in order to benefit from the TPs under the scheme managed by CTG (subject to being able to demonstrate that they were previously entitled to TPs prior to the Completion Date of the Merger and otherwise continuing to meet the qualification criteria for TPs).

e. Shareholding:

On the date hereof, the Transferee Company holds directly 25,833,259,924 shares in the Transferor Company, representing 99.32% of the share capital of the Transferor Company.

The outstanding 0.68% of the share capital of the Transferor Company is held by minority shareholders (the *Minority Shareholders*).

f. Management:

The Transferor Company is managed by a Board of Directors. No special benefit has been granted to the members of the Board of Directors and the members of the Board of Directors shall not receive any compensation or benefit as part of the Merger.

g. Financial year:

The Transferor Company's financial year begins on 1 January and ends on 31 December of each year.

h. Tax :

La Société Absorbée est résidente fiscale au Royaume-Uni et est soumise à l'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni.

i. Salariés :

A la date des présentes, la Société Absorbée n'a aucun employé.

Les statuts de la Société Absorbée en vigueur à la date des présentes figurent en Annexe A.

(B) Présentation de la Société Absorbante

a. Objet :

La Société Absorbante est une société anonyme de droit français ayant pour objet :

- la prise de participation par voie d'achat, de souscription, d'apports ou d'échanges de droits sociaux, actions, parts d'intérêts ou autre, avec tout cocontractant français ou étranger, dans toute société ayant directement ou indirectement pour objet l'exploitation du tunnel sous la Manche entre la France et la Grande Bretagne ainsi que de toutes les autres liaisons fixes ;
- la participation, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;
- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, parmi lesquels notamment toute activité de transport.

The Transferor Company is tax resident in the United Kingdom and subject to corporation tax in the United Kingdom.

i. Employees:

As of the date hereof, the Transferor Company does not have any employees.

The articles of association and memorandum of association of the Transferor Company in force on the date hereof are attached in Schedule A.

(B) Presentation of the Transferee Company

a. Purposes:

The Transferee Company is a *société anonyme* incorporated under the laws of France whose objects are to:

- acquire equity interests by way of the purchase, subscription, transfer or exchange of corporate rights, shares, partnership interests or otherwise, with any co-contracting party, French or foreign, in any company whose purpose is directly or indirectly related to the operation of the Channel Tunnel between France and the United Kingdom or any other fixed links;
- participate in any manner whatsoever, directly or indirectly, in any transactions connected with its objects via the creation of new companies, the contribution, subscription or purchase of securities or corporate rights, merger or otherwise, creation, acquisition, leasing, lease management of all businesses or establishments; taking, acquiring, operating or selling any processes or patents relating to its activities; and
- generally, all industrial, commercial, financial, civil, personal or real property transactions, directly or indirectly related to any of the objects referred to above or any similar or connected objects, including in particular, any transport business.

Histoire de la Société Absorbante

La Société Absorbante a été créée dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde, afin de devenir la nouvelle société mère du Groupe et de détenir notamment la Société Absorbée et, préalablement à sa fusion par la Société Absorbante, TNU SA.

b. Date d'immatriculation :

La Société Absorbante a été immatriculée le 3 août 2005.

c. Capital social et valeurs mobilières :

Le capital de la Société Absorbante est composé d'actions ordinaires. Des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société Absorbante ont également été émises.

- Le capital social émis de la Société Absorbante s'élève à 190.831.598,40 euros, divisé en 477.078.996 actions de 40 centimes d'euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie (les *Actions Ordinaires GET SA*).
- Par ailleurs, la Société Absorbante a émis en 2007 des bons de souscription d'actions (les *BSA*) exercables en 2011 et qui permettent à leurs titulaires de recevoir une Action Ordinaire GET SA sur exercice de 29,41 BSA moyennant le paiement d'un prix d'exercice égal à la valeur nominale d'une Action Ordinaire GET SA, soit 40 centimes d'euro.

Au 31 mars 2010, 1.046.710.613 BSA restaient en circulation, donnant droit à leurs titulaires de recevoir un maximum de 35.588.160 Actions Ordinaires GET SA.

- Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde, en 2007, EGP a émis des obligations remboursables en Actions Ordinaires GET SA (les *ORA*). Les ORA I tranche 3 (les *ORA I T3*), les seules ORA restant en circulation aux côtés de 9 ORA I tranche 2 (les *ORA I T2*) en attente de remboursement, seront remboursables en Actions Ordinaires GET SA le 28 juillet 2010.

History of the Transferee Company

The Transferee Company was created in the context of the implementation of the Safeguard Plan in order to become the Group's new holding company and to hold, in particular, the Transferor Company and (before its merger into the Transferee Company) TNU SA.

b. Registration date:

The Transferee Company was incorporated on 3 August 2005.

c. Share capital and securities:

The share capital of the Transferee Company is divided into ordinary shares. Equity-linked securities of the Transferee Company have also been issued.

- The Transferee Company has a share capital of 190,831,598.40 Euros, divided into 477,078,996 shares with a par value of 40 cents each, fully paid-up and all of the same class (the *GET SA Ordinary Shares*).
- In addition, the Transferee Company has issued in 2007 share warrants (the *Warrants*) that can be exercised in 2011 and which entitle their holders to receive one GET SA Ordinary Share upon exercise of 29.41 Warrants and subject to the payment of an exercise price equal to the nominal value of a GET SA Ordinary Share, i.e. 40 cents.

On 31 March 2010, 1,046,710,613 Warrants were outstanding, giving rights to their holders to receive a maximum of 35,588,160 GET SA Ordinary Shares.

- In the context of the implementation of the Safeguard Plan, in 2007, EGP issued notes redeemable in GET SA Ordinary Shares (the *NRS*). The NRS I tranche 3 (the *NRS I T3*), the only NRS that remain outstanding along with 9 NRS I tranche 2 (the *NRS I T2*) in the process of being redeemed, will be redeemed on 28 July 2010 in GET SA Ordinary Shares.

Au 31 mars 2010, 9 ORA I T2 étaient en attente de remboursement et 2.035.938 ORA I T3 restaient en circulation, donnant droit à leurs titulaires de recevoir un maximum de 52.975.341 Actions Ordinaires GET SA.

- La Société Absorbante a également émis en 2008 des titres subordonnés remboursables en actions (les **TSRA**). Les TSRA, remboursables jusqu'au 6 septembre 2010, donnent droit à leurs titulaires de recevoir des Actions Ordinaires GET SA.

Au 28 février 2010, 31.262 TSRA restaient en circulation, donnant droit à leurs titulaires de recevoir en remboursement un maximum de 3.707.985 Actions Ordinaires GET SA à émettre et de 4.089.176 Actions Ordinaires au titre de la rémunération complémentaire conditionnelle (la **RCC TSRA**), étant précisé que la Société Absorbante a pour intention de verser cette RCC TSRA en Actions Ordinaires GET SA existantes et auto-détenues.

- Par ailleurs, un maximum de 2.639.602 Actions Ordinaires GET SA supplémentaires pourrait être créé d'ici 2011 à la suite de l'augmentation de capital réalisée par la Société Absorbante en juin 2008.

Dilution potentielle

Au total, le remboursement du solde des ORA et des TSRA, et l'exercice du solde des BSA pourraient conduire à la création d'un maximum de 94.911.088 Actions Ordinaires GET SA, portant ainsi le capital social de la Société Absorbante à 228.796.033,60 euros, divisé en 571.990.084 Actions Ordinaires GET SA, dont 9.923.432 Actions Ordinaires GET SA auto-détenues hors Actions Ordinaires GET SA devant être utilisées aux fins du versement de la RCC TSRA.

Cotation

Les Actions Ordinaires GET SA et les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société Absorbante sont admises aux négociations sur un ou plusieurs marché(s) réglementé(s).

On 31 March 2010, 9 NRS I T2 were in the process of being redeemed and 2,035,938 NRS I T3 remained outstanding, entitling their holders to a maximum of 52,975,341 GET SA Ordinary Shares.

- In 2008, the Transferee Company also issued subordinated deferred equity securities (the **SDES**). The SDES, which can be redeemed until, on or prior to 6 September 2010, entitle their holders to receive GET SA Ordinary Shares.

On 28 February 2010, 31,262 SDES remained outstanding, giving rights to their holders to receive, upon redemption, a maximum of 3,707,985 newly issued GET SA Ordinary Shares and 4,089,176 GET SA Ordinary Shares in respect of the conditional additional return (the **CAR SDES**). It is noted that the Transferee Company intends to pay this CAR SDES in existing and self-held GET SA Ordinary Shares.

- In addition, a maximum of 2,639,602 additional GET SA Ordinary Shares could be issued until 2011 following the capital increase completed by the Transferee Company in June 2008.

Potential dilution

Altogether, the redemption of the outstanding NRS and SDES, and the exercise of the outstanding Warrants could result in the creation of a maximum of 94,911,088 GET SA Ordinary Shares, the Transferee Company's share capital being increased to 228,796,033.60 Euros, divided into 571,990,084 GET SA Ordinary Shares of which 9,923,432 are treasury shares not held for the purposes of the payment of the CAR SDES.

Listing

The GET SA Ordinary Shares and securities giving right to shares of the Transferee Company are admitted to trading on one or several regulated market(s).

- Les Actions Ordinaires GET SA sont admises (i) aux négociations sur le marché NYSE-Euronext Paris et (ii) à la *Official List* de la *United Kingdom Listing Authority*, et aux négociations sur le *London Stock Exchange*. Leur code ISIN est le FR0010533075.
- Les BSA sont admis aux négociations sur le marché NYSE-Euronext Paris, sous le code ISIN FR0010452441.
- Les TSRA sont admis aux négociations à la bourse de Luxembourg, sous le code ISIN FR0010585497.
- Les ORA I T3 sont admises (i) aux négociations sur le marché NYSE-Euronext Paris et (ii) à la *Official List* de la *United Kingdom Listing Authority* et aux négociations sur le *London Stock Exchange*, sous les codes ISIN FR0010457010 s'agissant des ORA I T3 € et FR0010457044 s'agissant des ORA I T3 £.

d. Direction :

La Société Absorbante est dirigée par un Président-Directeur général et par un Conseil d'administration.

Le Président-Directeur général et les membres du Conseil d'administration ne se sont vu consentir aucun avantage particulier et ne percevront aucun paiement ou avantage au titre de la Fusion envisagée.

e. Exercice social :

L'exercice social de la Société Absorbante commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

f. Impôts :

La Société Absorbante est résidente fiscale de France et est soumise à l'impôt sur les sociétés en France.

- The GET SA Ordinary Shares are (i) admitted to trading on NYSE-Euronext Paris and (ii) listed on the Official List of the United Kingdom Listing Authority and admitted to trading on the London Stock Exchange. Their ISIN code is FR0010533075.
- The Warrants are admitted to trading on NYSE-Euronext Paris under ISIN code FR0010452441.
- The SDES are admitted to trading on the Luxembourg stock exchange under ISIN code FR0010585497.
- The NRS I T3 are (i) admitted to trading on NYSE-Euronext Paris and (ii) listed on the Official List of the United Kingdom Listing Authority and admitted to trading on the London Stock Exchange, under ISIN codes FR0010457010 (NRS I T3 €) and FR0010457044 (NRS I T3 £).

d. Management:

The Transferee Company is managed by a Chairman and Chief Executive Officer and a Board of directors.

No special benefit has been granted to the Chairman and Chief Executive Officer or to the directors, and the Chairman and Chief Executive Officer and the directors shall not receive any compensation or benefit as part of the Merger.

e. Financial year:

The Transferee Company's financial year begins on 1 January and ends on 31 December of each year.

f. Tax:

The Transferee Company is French tax resident and subject to corporation tax in France.

g. Salariés :

A la date des présentes, la Société Absorbante n'a aucun employé.

Les statuts de la Société Absorbante en vigueur à la date des présentes figurent en Annexe B.

(C) Liens entre la Société Absorbée et la Société Absorbante

a. **Liens en capital**

La Société Absorbante détient directement 25.833.259.924 actions de la Société Absorbée, représentant 99,32 % du capital de la Société Absorbée.

b. **Dirigeants communs**

Tous les membres du conseil d'administration de la Société Absorbée sont également administrateurs de la Société Absorbante.

	<u>Société Absorbante</u>	<u>Société Absorbée</u>
M. Jacques Gounon	Président – Directeur général	Administrateur
Mme. Colette Neuville	Administrateur	Administrateur
M. Tim Yeo	Administrateur	Administrateur
M. Robert Rochefort	Administrateur	
M. Henri Rouanet	Administrateur	
M. Pierre Bilger	Administrateur	
M. Philippe Vasseur	Administrateur	
M. Bernard Attali	Administrateur	
M. Jean-Pierre Mattéi	Administrateur	
M. Marin Skaanild	Administrateur	
M. Gérard Van Kemmel	Administrateur	

g. Employees:

As of the date hereof, the Transferee Company does not have any employees.

The articles of association of the Transferee Company in force on the date hereof are attached in Schedule B.

(C) Relationships between the Transferor Company and the Transferee Company

a. **Capital links**

The Transferee Company holds directly 25,833,259,924 shares in the Transferor Company, representing 99.32% of the share capital of the Transferor Company.

b. **Common directors**

All the directors of the Transferor Company are also directors of the Transferee Company.

	<u>Transferee Company</u>	<u>Transferor Company</u>
Mr. Jacques Gounon	Chairman – Chief Executive Officer	Director
Ms. Colette Neuville	Director	Director
Mr. Tim Yeo	Director	Director
Mr. Robert Rochefort	Director	
Mr. Henri Rouanet	Director	
Mr. Pierre Bilger	Director	
Mr. Philippe Vasseur	Director	
Mr. Bernard Attali	Director	
Mr. Jean-Pierre Mattéi	Director	
Mr. Marin Skaanild	Director	
Mr. Gérard Van Kemmel	Director	

(D) Procédure

Le Conseil d'Administration de la Société Absorbée a approuvé le projet de traité de fusion le 9 avril 2010.

Le Conseil d'Administration de la Société Absorbante a approuvé le projet de traité de fusion le 9 avril 2010.

Il est envisagé que les actionnaires de la Société Absorbante se réunissent en assemblée générale afin d'approuver le projet de traité de fusion le 26 mai 2010.

Il est également envisagé que les actionnaires de la Société Absorbée approuvent le projet de traité de fusion, dans le cadre d'une assemblée générale de la Société Absorbée, en septembre 2010.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

1. PRÉSENTATION DU GROUPE - MOTIFS DE LA FUSION

a. Motifs de la Fusion

La Société Absorbée, TNU PLC, est une filiale à 99,32 % de la Société Absorbante, Groupe Eurotunnel SA.

La fusion par voie d'absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante (la *Fusion*) s'inscrit dans le contexte de la simplification du Groupe et fait suite à la Réorganisation de 2009 avec, notamment, la fusion par voie d'absorption de TNU SA par la Société Absorbante.

b. But de la Fusion

La Réorganisation de 2009 se poursuit en 2010 avec la simplification de la partie britannique du Groupe.

(D) Procedure

The Board of Directors of the Transferee Company approved the draft terms of the merger on 9 April 2010.

The Board of Directors of the Transferor Company approved the draft terms of the merger on 9 April 2010.

It is expected that a general meeting of the shareholders of the Transferee Company be held in order to approve the draft terms of the merger on 26 May 2010.

It is also expected that the shareholders of the Transferor Company will approve the draft terms of the merger at a general meeting of shareholders of the Transferor Company to be held in September 2010.

IT IS AGREED AS FOLLOWS

1. PRESENTATION OF THE GROUP - RATIONALE FOR THE MERGER

a. Rationale for the Merger

The Transferor Company, TNU PLC, is a 99.32% subsidiary of the Transferee Company, Groupe Eurotunnel SA.

The merger by way of absorption of the Transferor Company into the Transferee Company (the *Merger*) is part of the Group's simplification and follows the 2009 Reorganisation with, in particular, the merger by way of absorption of TNU SA into the Transferee Company.

b. Purpose of the Merger

The 2009 Reorganisation continues in 2010 with the simplification of the English part of the Group.

La poursuite de la Réorganisation de 2009, avec la Fusion et la fusion de EGP par la Société Absorbante, doit permettre :

- (i) d'accroître l'efficacité du Groupe,
- (ii) de rendre plus lisible la structure du Groupe pour les investisseurs, et
- (iii) de réduire significativement les coûts globaux de gestion administrative et fonctionnelle du Groupe.

La Fusion permettra au Groupe d'économiser des coûts de gestion importants liés (i) à l'existence et au fonctionnement d'une *public limited company* en Angleterre, en ce inclus l'établissement de comptes annuels et (ii) à l'existence et à la gestion de certaines créances intra-groupes entre la Société Absorbante et la Société Absorbée, résultant (x) de la Restructuration de 2007 et (y) des opérations de réorganisation et de simplification intra-groupe menées depuis, notamment lors de la Réorganisation de 2009.

Parallèlement à la Fusion, il est également envisagé de procéder à la fusion par voie d'absorption de EGP, ancienne holding intermédiaire et société « financière » du Groupe ayant émis les ORA dans le cadre de la Restructuration de 2007, par la Société Absorbante.

Conformément aux dispositions de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux (*la Directive*), transposée en droit français aux articles L. 236-25 et suivants et R. 236-13 et suivants du Code de commerce, et en droit anglais par le *Companies (Cross-Border Mergers) Regulations 2007* (SI 2007/2974) (*le Règlement*), les Parties sont donc convenues de conclure le présent projet de traité de Fusion (*le Traité de Fusion*).

Continuing the 2009 Reorganisation with the Merger and the merger of EGP into the Transferee Company is necessary to:

- (i) enable the Group to increase its efficiency,
- (ii) make the Group's structure clearer for investors, and
- (iii) significantly reduce the Group's central administrative costs.

The Merger will allow the Group to make significant administrative cost savings linked to (i) the existence and the management of a public limited company in England and (ii) the existence and the management of certain intra-group debts between the Transferor Company and the Transferee Company, which result from (x) the 2007 Restructuring and (y) intra-group transactions carried out since such date for the purposes of reorganisation and simplification of the group, notably during the 2009 Reorganisation.

In parallel to the Merger, it is also contemplated that a merger by way of absorption of EGP, former intermediary holding and “financing” company of the Group, having issued the NRS in the context of the 2007 Restructuring, by the Transferee Company, will take place.

Pursuant to the provisions of Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of 26 October 2005 on cross-border mergers of limited liability companies (*the Directive*), transposed into French law under articles L. 236-25 *seq.* and R. 236-13 *seq.* of the French Commercial Code and into English law by the Companies (Cross-Border Mergers) Regulations 2007 (SI 2007/2974) (*the Regulations*), the Parties have therefore agreed to enter into these draft terms of merger (*the Merger Agreement*).

c. Opérations précédent la Fusion

La Fusion sera précédée de l'opération suivante :

- la cession par la Société Absorbée à CTG de sa participation dans Eurotunnel Services GIE (**ESGIE**), correspondant à 5 % des parts de ESGIE ;
(l'*Opération Préalable*).

2. COMPTES UTILISES POUR DETERMINER LES MODALITES DE LA FUSION

Les modalités de la Fusion, s'agissant notamment de la détermination du Ratio d'Echange (tel que défini ci-après) mais à l'exception de la détermination de la valeur des actifs et passifs transmis par la Société Absorbée dans le cadre de la Fusion, ont été établies comme suit :

- pour la Société Absorbante, sur la base des comptes pro-forma estimés au 31 mars 2010 préparés pour les besoins de la Fusion sur la base des comptes sociaux de la Société Absorbante pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 tels qu'arrêtés par le Conseil d'Administration de la Société Absorbante le 8 mars 2010 (les *Comptes Pro-Forma de la Société Absorbante au 31 mars 2010*) ;
- pour la Société Absorbée, sur la base des comptes pro-forma estimés au 31 mars 2010 préparés pour les besoins de la Fusion sur la base des comptes sociaux de la Société Absorbée pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 tels qu'arrêtés par le Conseil d'Administration de la Société Absorbée le 8 mars 2010 (les *Comptes Pro-Forma de la Société Absorbée au 31 mars 2010*).

Ces comptes figurent respectivement en Annexe C et en Annexe D aux présentes.

c. Transactions preceding the Merger

The Merger will be preceded by:

- the sale by the Transferor Company to CTG of all of the Transferor Company's shareholding in Eurotunnel Services GIE (**ESGIE**), corresponding to 5% of the shares in ESGIE;

(the *Prior Transaction*).

2. ACCOUNTS USED TO DETERMINE THE TERMS OF THE MERGER

The terms of the Merger, with respect, in particular, to the determination of the Exchange Ratio (as defined hereinafter) but excepted for the determination of the value of the assets and liabilities transferred by the Transferor Company in the context of the Merger, were determined as follows:

- for the Transferee Company, on the basis of the pro forma accounts estimated as at 31 March 2010 prepared for the purposes of the Merger on the basis of the company accounts of the Transferee Company for the financial year ended 31 December 2009, as drawn up by the Board of Directors of the Transferee Company on 8 March 2010 (the *Pro-Forma Accounts of the Transferee Company on 31 March 2010*);
- for the Transferor Company, on the basis of the pro forma accounts estimated as at 31 March 2010 prepared for the purposes of the Merger on the basis of the company accounts of the Transferor Company for the financial year ended 31 December 2009, as drawn up by the Board of Directors of the Transferor Company on 8 March 2010 (the *Pro-Forma Accounts of the Transferor Company on 31 March 2010*).

These accounts are set out in Schedule C and Schedule D hereof, respectively.

3. DESIGNATION ET EVALUATION DE L'ACTIF APPORTE ET DU PASSIF PRIS EN CHARGE

3.1. Évaluation et désignation des éléments d'actif et de passif transmis

En application de l'avis CU CNC n° 2005-C, question n° 9, le règlement n° 2004-01 du Comité de la réglementation comptable est applicable à la Fusion, la Société Absorbante étant domiciliée en France.

La Société Absorbante contrôlant la Société Absorbée, le règlement n° 2004-01 du Comité de la réglementation comptable prévoit que les apports réalisés par la Société Absorbée au profit de la Société Absorbante soient enregistrés dans les comptes de la Société Absorbante pour leur valeur nette comptable à la Date de Réalisation (telle que définie à l'article 9 ci-dessous).

Dans le cadre de la Fusion objet des présentes, la Société Absorbée transmet à la Société Absorbante, sous les conditions ordinaires de fait et de droit et sous les conditions stipulées dans le présent Traité de Fusion, l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant son patrimoine, étant entendu que l'énumération ci-dessous n'a qu'un caractère indicatif et non exhaustif, le patrimoine tant actif que passif de la Société Absorbée devant être dévolu à la Société Absorbante dans l'état où il se trouvera à la Date de Réalisation. C'est ainsi qu'il sera établi une situation comptable définitive de la Société Absorbée à la Date de Réalisation (telle que définie à l'article 9 ci-dessous).

Pour les besoins du présent Traité de Fusion, à titre purement informatif et sans préjudice des stipulations du paragraphe qui précède, la valeur de l'actif net apporté a été déterminée sur la base de la valeur nette comptable des éléments d'actif et de passif de la Société Absorbée telle qu'elle ressort des comptes pro-forma estimés au 31 octobre 2010 préparés pour les besoins de la Fusion sur la base des comptes sociaux de la Société Absorbée pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 tels qu'arrêtés par le Conseil d'Administration de la Société Absorbée le 8 mars 2010 (les *Comptes Pro Forma de la Société Absorbée au 31 octobre 2010*, figurant en Annexe E aux présentes).

3. DESIGNATION AND EVALUATION OF THE CONTRIBUTED ASSETS AND ASSUMED LIABILITIES

3.1. Evaluation and designation of the transferred assets and liabilities

In application of opinion CU CNC n° 2005-C, question n°9, regulation n°2004-01 of the French Accounting Regulation Committee is applicable to the Merger as the Transferee Company has its registered office in France.

As the Transferee Company controls the Transferor Company, regulation no. 2004-01 of the French Accounting Regulation Committee provides that the Transferor Company's contributions to the Transferee Company must be recorded at their net accounting value at the Completion Date (as defined in article 9 below) in the Transferee Company's accounts.

In the context of this Merger, the Transferor Company transfers to the Transferee Company, subject to applicable law and on the terms set out in this Merger Agreement, all of its assets and liabilities. The list below is provided for information purposes only and is not exhaustive; the assets and liabilities of the Transferor Company shall be transferred to the Transferee Company as they exist on the Completion Date. Therefore, definitive accounts shall be drawn up on the Completion Date (as defined in article 9 below).

For the purpose of this Merger Agreement, for information purposes only and without prejudice to the provisions of the preceding paragraph, the value of the net assets being contributed was determined on the basis of the net accounting value of the assets and liabilities of the Transferor Company as appearing in the pro forma accounts estimated as at 31 October 2010 prepared for the purposes of the Merger on the basis of the company accounts of the Transferor Company for the financial year ended 31 December 2009, as drawn up by the Board of Directors of the Transferor Company on 8 March 2010 (the *Pro Forma Accounts of the Transferor Company on 31 October 2010*, set out in Schedule E hereof).

Le taux de change retenu est 1 £ = 1,2 €.

La Société Absorbée est détenue à hauteur de 99,32 % par la Société Absorbante.

En conséquence, il sera procédé à l'échange d'Actions Ordinaires GET SA contre des Actions de la Société Absorbée, conformément aux dispositions de l'article L. 236-3 I du Code de commerce, à celles du Règlement, et aux modalités décrites aux Sections 6 « Détermination du Rapport d'Echange » et 7 « Rémunération » ci-dessous. Toutefois, conformément aux dispositions de l'article L. 236-3 II du Code de commerce, à celles du Règlement et aux modalités décrites aux Sections 6 « Détermination du Rapport d'Echange » et 7 « Rémunération » ci-dessous, il ne sera pas procédé à l'échange d'Actions Ordinaires GET SA contre les actions de la Société Absorbée détenues par la Société Absorbée.

Par ailleurs, et

- conformément aux dispositions de l'article 9 (1) (b) du Règlement, il n'a pas été procédé à la désignation d'un expert indépendant ; et
- conformément aux dispositions combinées des articles L. 236-25 et L. 236-11 du Code de commerce, il a été procédé à la désignation de Messieurs Jean-Pierre Colle et Thierry Bellot en qualité de commissaires à la fusion.

The exchange rate considered is £1 = €1.2.

The Transferor Company is 99.32% held by the Transferee Company.

Consequently, GET SA Ordinary Shares will be issued in exchange for shares in the Transferor Company, in accordance with the provisions of article L. 236-3 of the French Commercial Code, the provisions of the Regulations, and the conditions set out in Sections 6 “Determination of the Exchange Ratio” and 7 “Remuneration” below. However, in accordance with the provisions of article L. 236-3 II of the French Commercial Code, the provisions of the Regulations, and the conditions set out in Sections 6 “Determination of the Exchange Ratio” and 7 “Remuneration” below, shares in the Transferor Company held by the Transferee Company shall not be exchanged for GET SA Ordinary Shares.

In addition, and

- in accordance with the provisions of article 9 (1) (b) of the Regulations, there has been no recourse to an independent expert; and
- in accordance with the combined provisions of articles L. 236-25 and L. 236-11 of the French Commercial Code, Mr. Jean-Pierre Colle and Mr. Thierry Bellot were appointed as merger appraisers.

Les commissaires à la Fusion ont notamment pour mission :

- d'examiner les modalités de la Fusion,
- d'apprécier la valeur des différents apports en nature et, le cas échéant, des avantages particuliers qui seraient consentis, et de vérifier, le cas échéant, que les valeurs relatives attribuées aux actions de la Société Absorbée et aux Actions Ordinaires GET SA sont pertinentes et que le rapport d'échange pris en compte dans la Fusion est équitable ; et
- d'établir les rapports, contenant les mentions prévues par les textes législatifs et réglementaires, qui seront mis à la disposition des actionnaires de la Société Absorbée et de la Société Absorbante dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

The missions of the merger appraisers are, in particular :

- to examine the conditions of the Merger ;
- to assess the value of the contributions in kind and, as the case may be, the special benefits which would be granted, and to check that the values of the shares in the Transferor Company and the GET SA Ordinary Shares are relevant and the exchange ratio taken into account in the context of the Merger is fair ; and
- to draft the reports, including mentions provided for by law and regulations, that will be made available to the shareholders of the Transferor Company and the Transferee Company in accordance with applicable law and regulations.

3.2. Éléments d'actif apportés au 31 octobre 2010 (valeur comptable)

3.2. Contributed assets on 31 October 2010 (accounting value)

Valeur dans les Comptes Pro Forma de la Société Absorbée au 31 octobre 2010 / Value in the Pro Forma Accounts of the Transferor Company on 31 October 2010	Valeur brute (€) / Gross value (€)	Amortissement & provision (€) / Depreciation & provision (€)	Valeur nette (€) / Net value (€)
Actifs immobilisés / <i>Fixed assets</i>			
- Immobilisations financières / - <i>Financial fixed assets</i>	473.968,801 473,968,801	0 0	473.968,801 473,968,801
Montant total de l'actif immobilisé / Total amount of fixed assets	473.968,801	0	473.968,801
Actif circulant / <i>Current assets</i>			
- Créances clients et comptes rattachés, autres créances d'exploitation / - <i>Client receivables and related accounts, other receivables</i>	0 0	0 0	0 0
- Autres actifs financiers / - <i>Other financial assets</i>	11.204,008 11,204,008	0 0	11.204,008 11,204,008
- Disponibilités / - <i>Cash and cash equivalents</i>	1.198 1,198	0 0	1.198 1,198
Montant total de l'actif circulant / Total amount of current assets	11.205,206	0	11.205,206
MONTANT TOTAL DES ELEMENTS D'ACTIFS APPORTÉS / TOTAL AMOUNT OF CONTRIBUTED ASSETS	485.174,007	0	485.174,007

Il est précisé, en tant que de besoin, que dans l'hypothèse où, par suite d'erreur ou d'omissions, certains éléments d'actifs n'auraient pas été mentionnés au présent Traité de Fusion, ces éléments seront réputés être la propriété de la Société Absorbante, à laquelle ils seront transmis de plein droit sans que cette transmission puisse donner lieu à une rémunération.

For the avoidance of doubt, should any assets not be mentioned in this Merger Agreement as a result of any error or omission, such assets shall be deemed to be the property of the Transferee Company and shall be automatically transferred to the Transferee Company and no compensation shall be payable as a result.

3.3. Éléments de passif transmis au 31 octobre 2010 (valeur comptable)

3.3. Transferred liabilities on 31 October 2010 (accounting value)

Valeur dans les Comptes Pro Forma de la Société Absorbée au 31 octobre 2010 / Value in the Pro Forma Accounts of the Transferor Company on 31 October 2010	Valeur nette (€) / Net value (€)
Passif circulant / <i>Current liabilities</i> - Autres dettes / - Other debts	189.019 189,019 <hr/> 189.019
Montant total du passif circulant / Total amount of current liabilities	189.019
TOTAL DES ELEMENTS DE PASSIF PRIS EN CHARGE / TOTAL AMOUNT OF ASSUMED LIABILITIES	189.019

Il est précisé, en tant que de besoin, que la prise en charge par la Société Absorbante des passifs mentionnés ci-dessus ne constitue en aucune manière une reconnaissance de dette au profit des créanciers, lesquels resteront toujours tenus d'établir leurs droits et de justifier de leur titre et des montants réclamés.

Dans l'hypothèse où, par suite d'erreurs ou d'omissions, un passif complémentaire à celui mentionné ci-dessus viendrait à se révéler, la Société Absorbante en fera son affaire personnelle sans recours contre la Société Absorbée.

For the avoidance of doubt, the assumption of the above-mentioned liabilities by the Transferee Company shall in no event be deemed to be an acknowledgment of any debt in favour of any creditors who shall continue to be required to establish their rights and to justify their claims and the amounts claimed.

Should any liability appear over and above the liabilities mentioned above as a result of any error or omission, the Transferee Company shall assume any such liability without any right of recourse against the Transferor Company.

3.4. Valeur nette apportée au 31 octobre 2010

La valeur de l'actif net apporté par la Société Absorbée à la Société Absorbante du fait de la Fusion ressort ainsi :

3.4. Net contributed value on 31 October 2010

The value of the net assets contributed by the Transferor Company to the Transferee Company pursuant to the Merger is therefore:

	Valeur nette (€) / Net value (€)
Total de l'actif apporté (valeur ressortant des Comptes Pro Forma de la Société Absorbée au 31 octobre 2010) / <i>Total contributed assets (value from the Pro Forma Accounts of the Transferor Company on 31 October 2010)</i>	485.174.007 485,174,007
Total du passif pris en charge (valeur ressortant des Comptes Pro Forma de la Société Absorbée au 31 octobre 2010) / <i>Total assumed liabilities (value from the Pro Forma Accounts of the Transferor Company on 31 October 2010)</i>	189.019 189,019
VALEUR NETTE APPORTEE / NET CONTRIBUTED VALUE	484.984.988 484,984,988

La Société Absorbante inscrira les éléments d'actifs apportés à son bilan en respectant la ventilation figurant dans les comptes de la Société Absorbée à la Date de Réalisation de la Fusion (telle que définie à l'article 9 ci-dessous). En outre, s'agissant des immobilisations amortissables, la Société Absorbante calculera les dotations aux amortissements y afférents à partir de la valeur d'origine des biens dans les écritures de la Société Absorbée en poursuivant le plan d'amortissement initié par cette dernière.

3.5. Engagements hors bilan

Les détails des engagements hors bilan de la Société Absorbée et qui font partie intégrante des éléments transférés, tels qu'établis à la date du présent Traité de Fusion, sont reproduits en Annexe E au présent Traité de Fusion.

D'une manière générale, la présente Fusion emporte transfert à la Société Absorbante de tous les engagements de la Société Absorbée qui existeraient à la Date de Réalisation.

The Transferee Company shall record the assets contributed in its balance sheet in compliance with the allocation set out in the Transferor Company's accounts as at the Completion Date of the Merger (as defined in article 9 below). In addition, as regards depreciable fixed assets, the Transferee Company shall calculate the depreciation provisions relating to such depreciable fixed assets by reference to the original value of the assets appearing in the accounts of the Transferor Company and by following the depreciation schedule of the Transferor Company.

3.5. Off-balance sheet commitments

Details of the off-balance sheet commitments of the Transferor Company that are included in the transferred items as at the date of this Merger Agreement are set out in Schedule E to this Merger Agreement.

Generally, all existing commitments of the Transferor Company as at the Completion Date are transferred to the Transferee Company as a result of this Merger.

4. PRIME DE FUSION

La prime de fusion résultant de la Fusion (la *Prime de Fusion*) est égale à la différence entre :

le montant de la quote-part correspondant aux actions de la Société Absorbée non détenues par la Société Absorbante, de l'actif net apporté par la Société Absorbée tel qu'il ressort des Comptes Pro Forma de la Société Absorbée au 31 octobre 2010, s'élevant à	3.305.877,48
et	
le montant nominal de l'augmentation de capital destinée à être attribuée aux Actionnaires Minoritaires en échange de leurs actions de la Société Absorbée, s'élevant à	180.000
Prime de Fusion	3.125.877,48

La Prime de Fusion pourra recevoir toute affectation conforme aux principes en vigueur décidée par l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante. De convention expresse, il est précisé qu'il sera proposé à l'assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante appelée à approuver le projet de Fusion, d'autoriser le Conseil d'Administration de la Société Absorbante à procéder à tout prélevement sur la Prime de Fusion en vue (i) de reconstituer, au passif de la société, les réserves et provisions réglementées existant au bilan de la Société Absorbée, (ii) d'imputer sur la Prime de Fusion tous les frais, droits et impôts engagés ou dus dans le cadre de l'opération de Fusion et (iii) de prélever sur ladite Prime de Fusion les sommes nécessaires pour la dotation à plein de la réserve légale.

4. MERGER PREMIUM

The merger premium arising on the Merger (the *Merger Premium*) is equal to the difference between :

the part, corresponding to the shares in the Transferor Company that are not held by the Transferee Company, of the net assets transferred by the Transferor Company as shown in the Pro Forma Accounts of the Transferor Company on 31 October 2010, equal to	3,305,877.48
and	
The nominal amount of the share capital increase that the Minority Shareholders are entitled to in exchange for their shares in the Transferor Company, equal to	180,000
Merger Premium	3,125,877.48

The Merger Premium can be allocated in accordance with the principles in force, as set by the general meeting of shareholders of the Transferee Company. It is expressly specified that the Transferee Company's extraordinary general meeting convened to approve the Merger project will be asked to authorise the Board of Directors of the Transferee Company to (i) deduct from the Merger Premium amounts necessary to recreate, as the company's liabilities, the reserves and regulated provisions as existing in the Transferor Company's balance sheet, (ii) deduct from the Merger Premium all expenses, rights and taxes paid or due in the context of the Merger transaction and (iii) deduct from the said Merger Premium all amounts necessary to fulfil the legal reserve requirements.

5. MALI DE FUSION

Le mali de Fusion résultant de la Fusion (le *Mali de Fusion*) est égal à la différence entre :

la valeur nette comptable des actions de la Société Absorbée détenues par la Société Absorbante, s'élevant à	561.917.493
et	
le montant de la quote-part correspondant aux actions de la Société Absorbée détenues par la Société Absorbante, de l'actif net apporté par la Société Absorbée tel qu'il ressort des Comptes Pro Forma de la Société Absorbée au 31 octobre 2010, s'élevant à	481.679.111
Mali de Fusion	80.238.382

Ce Mali de Fusion sera, compte tenu de sa nature, comptabilisé en charges dans le compte de résultat de la Société Absorbante.

6. DETERMINATION DU RAPPORT D'ECHANGE

Le rapport d'échange proposé aux actionnaires de la Société Absorbante et de la Société Absorbée dans le cadre de la Fusion est fixé à 0,002537 Action Ordinaire GET SA pour 1 action de la Société Absorbée (le *Rapport d'Echange*). Les modalités de la détermination du Rapport d'Echange sont détaillées en Annexe G au présent Traité de Fusion.

5. MERGER DEFICIT

The merger deficit arising on the Merger (the *Merger Deficit*) is equal to the difference between :

the net accounting value of the shares of the Transferor Company held by the Transferee Company, equal to	561,917,493
and	
the part, corresponding to the shares in the Transferor Company held by the Transferee Company, of the net assets transferred by the Transferor Company as shown in the Pro Forma Accounts of the Transferor Company on 31 October 2010, equal to	481,679,111
Merger Deficit	80,238,382

In accordance with its nature, this Merger Deficit shall be accounted for as a charge in the Transferee Company's income statement.

6. DETERMINATION OF THE EXCHANGE RATIO

The exchange ratio proposed to the shareholders of the Transferee Company and the shareholders of the Transferor Company shareholders under the terms of the Merger is 0.002537 GET SA Ordinary Share for every 1 share in the Transferor Company (the *Exchange Ratio*). The method for the determination of this Exchange Ratio is detailed in Schedule G to this Merger Agreement.

7. REMUNERATION

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-3 II du Code de commerce, il ne sera pas procédé à l'échange des actions de la Société Absorbée détenues par la Société Absorbante. Préalablement à la Fusion, la Société Absorbante détient 25.833.259,924 actions de la Société Absorbée, représentant 99,32 % de son capital.

La Société Absorbée ne possède aucune Action Ordinaire GET SA.

Pour les besoins de l'application du Rapport d'Echange, à savoir 0,002537 Action Ordinaire GET SA pour 1 action de la Société Absorbée, les Actionnaires Minoritaires de la Société Absorbée recevront 1 Action Ordinaire GET SA pour 394 actions de la Société Absorbée (la *Parité d'Echange*).

L'application de la Parité d'Echange conduira à la création de 450.000 Actions Ordinaires GET SA nouvelles, entièrement libérées, par voie d'augmentation du capital social de la Société Absorbante de 180.000 euros, en rémunération de l'apport des 177.299,763 actions de la Société Absorbée, représentant 0,68 % du capital de la Société Absorbée, détenues par des Actionnaires Minoritaires.

Le capital de la Société Absorbante serait alors porté de 190.831.598,40 euros à 191.011.598,40 euros (ces montants étant calculés sur la base du capital de la Société Absorbante à la date des présentes et ne prenant en compte que l'augmentation de capital liée à la Fusion).

Il est en outre précisé que toute différence entre l'actif net de la Société Absorbée figurant dans les Comptes Pro Forma de la Société Absorbée au 31 octobre 2010 et celui déterminé à la Date de Réalisation de la Fusion (telle que définie à l'article 9 ci-dessous) entraînera à due concurrence une variation du montant de la Prime de Fusion (telle que définie à l'article 4 ci-dessous). Le montant de l'augmentation de capital visée ci-dessus ne sera en aucun cas modifié.

7. REMUNERATION

In accordance with the provisions of article L. 236-3 II of the Commercial code (*Code de commerce*) the shares in the Transferor Company held by the Transferee Company shall not be exchanged. Prior to the Merger, the Transferee Company holds 25,833,259,924 shares in the Transferor Company, representing 99.32% of its capital.

The Transferor Company does not hold any GET SA Ordinary Shares.

For the purposes of applying the Exchange Ratio, i.e. 0.002537 GET SA Ordinary Share for every 1 share in the Transferor Company, the Minority Shareholders of the Transferor Company shall receive 1 GET SA Ordinary Share for every 394 shares in the Transferor Company (the *Exchange Parity*).

The application of the Exchange Parity will result in the creation of 450,000 new GET SA Ordinary Shares, fully paid-up, by way of an increase in the share capital of the Transferee Company, in an amount of 180,000 Euros, as consideration for the tendering of the 177,299,763 shares in the Transferor Company, representing 0.68% of the share capital of the Transferor Company, held by Minority Shareholders.

The Transferee Company's share capital would be increased from 190,831,598.40 Euros to 191,011,598.40 Euros (such amounts being calculated on the basis of the Transferee Company's share capital on the date hereof and taking only into account the capital increase resulting from the Merger).

In addition, it is specified that any difference between the net assets of the Transferor Company as shown in the Pro Forma Accounts of the Transferor Company on 31 October 2010 and the net assets of the Transferor Company as calculated on the Completion Date of the Merger (as defined in article 9 below) will result in a proportional variation of the amount of the Merger Premium (as defined in article 4 below). The amount of the capital increase mentioned above shall not be varied, in any way.

Etant rappelé que l'application directe du Rapport d'Echange de 0,002537 Action Ordinaire GET SA pour 1 action de la Société Absorbée aurait conduit à la création de 449.810 Actions Ordinaires GET SA, il est précisé que les 190 Actions Ordinaires GET SA supplémentaires créées pour les besoins de l'application de la Parité d'Echange seront émises par imputation sur la Prime de Fusion (telle que définie à l'article 4 ci-dessous).

Il ne sera pas remis de fraction d'Action Ordinaire GET SA. Par conséquent, les Actionnaires Minoritaires possédant un nombre insuffisant d'actions de la Société Absorbée pour obtenir un nombre entier d'Actions Ordinaires GET SA devront faire leur affaire personnelle de la vente ou de l'achat du nombre d'actions de la Société Absorbée nécessaires à cet effet sur le CVRMR.

Conformément à l'article L. 228-6-1 du Code de commerce, sur décision du Conseil d'administration de la Société Absorbante avec faculté de subdélégation au directeur-général, la Société Absorbante pourra vendre selon les modalités réglementaires applicables les Actions Ordinaires GET SA nouvelles émises en rémunération de la Fusion dont les ayants droit n'auront pas demandé la délivrance.

A compter de cette vente, les Actionnaires Minoritaires de la Société Absorbée ne pourront plus prétendre qu'à la répartition en espèces du produit net de la vente des Actions Ordinaires GET SA non réclamées complété, le cas échéant, du montant des dividendes, acomptes et distributions de réserves (ou assimilé), qui auraient été mis en paiement sur ces actions avant leur cession dans les conditions décrites à l'alinéa précédent.

Given that the direct application of the Exchange Ratio of 0.002537 GET SA Ordinary Share for every 1 share in the Transferor Company would have resulted in the creation of 449,810 GET SA Ordinary Shares, it is further explained that the 190 additional GET SA Ordinary Shares that were created for the purposes of applying the Exchange Parity shall be issued by deduction from the Merger Premium (as defined in article 4 below).

No fractional entitlements to GET SA Ordinary Shares will be issued. Accordingly, the Minority Shareholders who do not hold a sufficient number of shares in the Transferor Company to entitle them to receive a whole number of GET SA Ordinary Shares will have to purchase or sell, by themselves, on the CVRMR, the number of shares in the Transferor Company that is required for these purposes.

In accordance with the provisions of article L. 228-6-1 of the Commercial code (*Code de commerce*), upon decision of the Transferor Company's board of directors, the Transferee Company will be authorised to sell the new issued GET SA Ordinary Shares, issued in consideration for the Merger, provided delivery of which has not been requested by the persons entitled thereto.

As from this sale, the Minority Shareholders of the Transferor Company will only be entitled to receive the net proceeds of the sale of the GET SA Ordinary Shares which were not requested, plus, as the case may be, the amount of dividends, payments in advance and distributions of reserve (or similar) that these shares would have been entitled to, prior to their sale on the conditions described in the section above.

Les Actionnaires Minoritaires de la Société Absorbée seront informés que la Société Absorbante tiendra le produit net de la vente des Actions Ordinaires GET SA ainsi complété, à leur disposition pendant dix ans sur un compte bloqué dans un établissement de crédit (les sommes correspondant aux dividendes, acomptes, et distributions de réserves (ou assimilé) éventuellement versées ne peuvent être réclamées que pendant un délai de 5 ans à compter de leur date de mise en paiement). Une fois le délai de 10 ans expiré, les sommes seront versées à la Caisse des dépôts et consignations où elles seront encore susceptibles d'être réclamées par les ayants droit durant une période de 20 ans. Passé ce délai, les sommes seront définitivement acquises à l'État.

8. DISSOLUTION DE LA SOCIETE ABSORBEE NON SUIVIE DE LIQUIDATION

La Société Absorbée sera dissoute de plein droit, sans liquidation, à la Date de Réalisation du fait de la réalisation définitive de la Fusion.

The Minority Shareholders of the Transferor Company will be informed that the Transferee Company will make available to them the net proceeds of the sale of the GET SA Ordinary Shares, so completed, for 10 years, in a frozen account in a financial institution (amounts corresponding to dividends, payments in advance and distributions of reserves (or similar) that may be distributed can only be claimed during a period of 5 years from their payment date). Once the 10 year period has expired, the sums will be transferred to the *Caisse des dépôts et consignations* where they can be claimed by the persons entitled thereto for up to 20 years. Once this period has expired, the sums will be definitively transferred to the State.

8. DISSOLUTION OF THE TRANSFEROR COMPANY WITHOUT LIQUIDATION

As a result of the final completion of the Merger, the Transferor Company shall, on the Completion Date, be dissolved by effect of law without going into liquidation.

9. DATE DE REALISATION ET DATE D'EFFET DE LA FUSION – JOUSSANCE

9.1. Date de réalisation et date d'effet de la Fusion

En vertu des dispositions de l'article L. 236-31 du Code de commerce et de l'article 17 (2) (b) du Règlement et sous réserve de la réalisation des Conditions Suspensives visées à l'article 13 du présent Traité de Fusion, la Fusion sera réalisée et produira ses effets à la date fixée dans le présent Traité de Fusion (la *Date de Réalisation*).

Les Parties conviennent que la Date de Réalisation ne saurait être antérieure à la réalisation de l'Opération Préalable.

En conséquence, les Parties conviennent de fixer la Date de Réalisation au 31 octobre 2010.

Dans l'hypothèse où l'attestation de légalité visée à l'article 13 du présent Traité de Fusion n'aurait pas été obtenue à cette date, les Parties conviennent que la Date de Réalisation sera fixée au dernier jour du mois au cours duquel ledit certificat aura été obtenu.

Du point de vue comptable et fiscal français, la Fusion produira ses effets à la Date de Réalisation.

Du point de vue comptable anglais, la Fusion produira ses effets à la Date de Réalisation.

9. COMPLETION DATE AND EFFECTIVE DATE OF THE MERGER – POSSESSION

9.1. Completion date and effective date of the Merger

Pursuant to the provisions of article L. 236-31 of the French Commercial Code and of article 17 (2) (b) of the Regulations and subject to the Conditions Precedent set forth in article 13 of this Merger Agreement being satisfied, the Merger shall be completed and become effective on the date fixed in this Merger Agreement (the *Completion Date*).

The Parties agree that the Completion Date cannot be earlier than the completion of the Prior Transaction.

Therefore, the Parties agree that the Completion Date be fixed at 31 October 2010.

In the event that the legality certificate referred to in article 13 of this Merger Agreement is not obtained by this date, the Parties agree that the Completion Date be fixed as the last day of the month during which this certificate is obtained.

From a French accounting and tax standpoint, the Merger shall become effective on the Completion Date.

From an English accounting standpoint, the Merger shall become effective on the Completion Date.

9.2. Jouissance

La Société Absorbante sera propriétaire de l'intégralité des éléments d'actif apportés par la Société Absorbée et débitrice de l'intégralité des éléments de passif pris en charge par la Société Absorbée à compter de la Date de Réalisation.

Les 450.000 Actions Ordinaires GET SA nouvelles émises en rémunération de l'apport-fusion auront jouissance à compter du 1^{er} janvier 2010 et donneront donc droit à toute distribution de dividendes, d'acompte sur dividende ou de réserve (ou assimilé) décidée postérieurement à leur émission.

Les nouvelles Actions Ordinaires GET SA seront créditées aux Actionnaires Minoritaires dans les meilleurs délais à compter de la Date de Réalisation.

Sous réserve de ce qui est mentionné aux paragraphes ci-avant, elles seront, à compter de leur création, entièrement assimilées aux Actions Ordinaires GET SA existantes, jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges, notamment toute retenue d'impôts. Elles donneront donc droit, sans distinction, au paiement de la même somme lors de toute répartition ou de tout remboursement effectué pendant la durée de la Société Absorbante ou lors de sa liquidation, sous réserve des prélèvements et retenues à la source de toute nature devant être effectuées en application de la loi et de la réglementation en vigueur.

Aucun droit de vote double ne sera attaché aux Actions Ordinaires GET SA nouvelles remises dans le cadre de la Fusion. Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres Actions Ordinaires GET SA eu égard à la quotité du capital de la Société Absorbante qu'elles représentent sera attribué, dans les conditions législatives et réglementaires applicables, à toutes les Actions Ordinaires GET SA entièrement libérées, pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, d'une durée minimum de deux ans, au nom du même actionnaire (étant précisé que ce délai de deux ans court à compter de l'émission des Actions Ordinaires GET SA nouvelles remises dans le cadre de la Fusion).

9.2. Possession

As from the Completion Date, the Transferee Company will be the owner of all of the assets of the Transferor Company and liable for all of the liabilities of the Transferee Company existing as at the Completion Date.

The 450,000 new GET SA Ordinary Shares issued in consideration for the Merger will carry dividend rights from 1 January 2010 and, will therefore give the right to any distribution of dividends, payments in advance or distribution of reserves (or similar) decided after they are issued.

The new GET SA Ordinary Shares will be issued to the Minority Shareholders as soon as possible after the Completion Date.

Subject to the provisions of the paragraphs below, the new GET SA Ordinary Shares will rank, as from their issue, *pari passu* with the existing GET SA Ordinary Shares and will have the same rights and liabilities (in particular in relation to tax deductions). They will carry equal rights to the payment of amounts on any distribution or redemption completed during the Transferee Company's existence or on its liquidation, subject to any deductions and withholding tax that needs to be made in accordance with applicable law and regulations.

The new GET SA Ordinary Shares issued under the Merger will not have any double voting rights. However, all fully paid-up GET SA Ordinary Shares which have been registered for more than two years in the name of the same shareholder (it being specified that such two year period starts with the issue of the GET SA Ordinary Shares allocated in the context of the Merger) will be given double voting rights compared to the one attached to the other GET SA Ordinary Shares with respect to the part of the share capital of the Transferee Company they represent, in accordance with applicable law and regulations.

En outre, les Actions Ordinaires GET SA nouvelles seront toutes négociables dès la réalisation définitive de l'augmentation de capital de la Société Absorbante rémunérant l'apport-fusion de la Société Absorbée, conformément à l'article L. 228-10 du Code de commerce, et feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché NYSE-Euronext Paris.

Les Actions Ordinaires GET SA nouvelles feront également l'objet d'une demande d'admission à la *Official List* de la *United Kingdom Listing Authority* et d'une demande d'admission sur le *London Stock Exchange*.

10. CHARGES ET CONDITIONS DE LA FUSION

10.1. Transmission universelle des droits et obligations de la Société Absorbée

A compter de la Date de Réalisation, la Société Absorbante :

- sera subrogée dans tous les droits et obligations résultant de tout contrat ou engagement, quel qu'il soit, obligeant la Société Absorbée ou lui bénéficiant (en ce compris toutes assurances) ;
- sera tenue de toutes les obligations et bénéficiera de tous les droits de la Société Absorbée ou relatifs à son exploitation ou en résultant, et notamment de tous les droits et obligations résultant de tous permis, agréments ou autorisations ; et
- sera subrogée à la Société Absorbée en qualité de demandeur ou de défendeur, selon le cas, dans toutes les procédures judiciaires, administratives ou autres.

In addition, in accordance with article L. 228-10 of the French commercial code, all of the new GET SA Ordinary Shares will be tradable from the completion of the capital increase of the Transferee Company in consideration for the Merger of the Transferor Company, and an application will be made for their admission to trading on NYSE-Euronext Paris.

Applications will also be made for the new GET SA Ordinary Shares to be admitted to the Official List of the United Kingdom Listing Authority and to trading on the London Stock Exchange.

10. CHARGES AND CONDITIONS OF THE MERGER

10.1. Transfer of all rights and obligations of the Transferor Company

As from the Completion Date, the Transferee Company:

- shall be subrogated in all the rights and obligations resulting from any agreement or commitment whatsoever imposing obligations on the Transferor Company, or benefiting to it (including any insurance contracts);
- shall be subject to all of the obligations and shall benefit from all the rights of the Transferor Company or relating to, or resulting from, the Transferor Company's operations, in particular any and all rights and obligations resulting from any permits, approvals or authorizations; and
- shall be subrogated in the rights of the Transferor Company acting as plaintiff or defendant, as the case may be, in all legal, administrative or other proceedings.

10.2. Dispositions particulières relatives aux contrats conclus entre la Société Absorbée et la Société Absorbante

Les contrats conclus entre la Société Absorbante et la Société Absorbée deviendront caducs de plein droit à la Date de Réalisation par l'effet de la présente Fusion, à l'exception des contrats auxquels un tiers serait également partie, lesquels se poursuivront avec la Société Absorbante.

10.3. Droit d'opposition des créanciers non obligataires

Il est rappelé, en tant que de besoin, que les créanciers non obligataires de la Société Absorbée et de la Société Absorbante pourront faire opposition dans les conditions prévues à l'article L. 236-14 du Code de commerce.

Conformément aux dispositions légales françaises, l'opposition formée par un créancier n'aura pas pour effet d'interdire la poursuite des opérations de Fusion.

10.4. Droit des créanciers en Angleterre

Il est rappelé, en tant que de besoin, que le tribunal compétent en Angleterre peut, notamment sur requête de créanciers, convoquer une assemblée des créanciers de la Société Absorbée, appelée à approuver la Fusion. Conformément aux dispositions de la Section 14 du Règlement, dans l'hypothèse où le tribunal convoquerait une assemblée des créanciers, la Fusion devrait être approuvée par une majorité en nombre, représentant 75 % en valeur de créances, des créanciers de la Société Absorbée votant à l'assemblée.

10.2. Specific provisions relating to the agreements entered into between the Transferor Company and the Transferee Company

Any agreements entered into between the Transferee Company and the Transferor Company shall, as a result of this Merger, be automatically void as from the Completion Date; however any agreements to which any third party is also a party shall continue to apply with regards the Transferee Company.

10.3. Right of opposition of creditors other than bondholders

For the avoidance of doubt, the creditors (other than noteholders) of the Transferee Company and the Transferor Company may oppose the Merger subject to the conditions set out in article L. 236-14 of the French Commercial Code.

In accordance with applicable French laws, any opposition by any creditor shall not prevent the implementation of the Merger.

10.4. Right of the creditors in England

For the avoidance of doubt, a Court in England may, in particular on an application made by creditors, order a meeting of creditors of the Transferor Company, summoned to approve the Merger. In accordance with the provisions of Section 14 of the Regulations, in the event of the Court ordering a meeting of creditors, the Merger must be approved by a majority in number, representing 75% in value, of the creditors or class of creditors, present and voting either in person or by proxy at the meeting.

10.5. Formalités de régularisation

La Société Absorbante accomplira, en tant que de besoin, toutes les formalités qui seraient éventuellement nécessaires à l'effet de régulariser la transmission à son profit des biens, droits et valeurs apportés par la Société Absorbée et de rendre cette transmission opposable aux tiers.

10.6. Etats des éléments d'actif et de passif

La Société Absorbante recevra les éléments d'actif et de passif apportés dans l'état dans lequel ils se trouvent à la Date de Réalisation.

10.7. Conventions réglementées

La Société Absorbante est une société anonyme, détenant 99,32 % du capital de la Société Absorbée.

Tous les administrateurs de la Société Absorbée étant également administrateurs de la Société Absorbante, les conventions entrant dans le champ d'application des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce (les *Conventions Réglementées*) n'ont pu être autorisées par le conseil d'administration de la Société Absorbante en application de l'article L. 225-40 du Code de commerce.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-42 du Code de commerce, la signature des Conventions Réglementées sera donc soumise à la ratification de l'assemblée générale ordinaire annuelle de la Société Absorbante devant approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010 statuant sur rapport spécial des commissaires aux comptes exposant les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation préalable n'a pu être respectée.

11. SALARIES

A la date des présentes, ni la Société Absorbée, ni la Société Absorbante n'a d'employé.

10.5. Formalities

The Transferee Company shall carry out any formalities as may be necessary from time to time for the purpose of perfecting the transfer of the assets, rights and obligations contributed by the Transferor Company to its benefit and to ensure that such transfer is effective against third parties.

10.6. Condition of the assets and liabilities

The Transferee Company shall receive the contributed assets and liabilities in the conditions in which they are held on the Completion Date.

10.7. Related-party transactions

The Transferee Company is a *société anonyme*, holding 99.32% of the share capital of the Transferor Company.

Given that all of the directors of the Transferor Company are also directors of the Transferee Company, the agreements falling within the scope of articles L. 225-38 et seq. of the French commercial code (the *Related-party Transactions*) could not be approved by the board of directors of the Transferee Company pursuant to the provisions of article L. 225-40 of the French commercial code.

In accordance with the provisions of article L. 225-42 of the French commercial code, the execution of the Related-party Transactions shall be subject to ratification at the annual general meeting of the Transferee Company approving the annual accounts for the financial year closed on 31 December 2010, voting on the basis of a special report of the auditors describing the reasons why the prior authorisation of the Board of Directors could not be obtained.

11. EMPLOYEES

On the date hereof, neither the Transferor Company nor the Transferee Company have any employees.

12. DISPOSITIONS FISCALES

12.1. Dispositions générales

12.1.1. Date d'Effet de la Fusion pour l'application des règles fiscales

Pour l'application des règles fiscales, la Fusion prendra effet à la Date de Réalisation.

12.1.2. Transcription comptable

Conformément au règlement n° 2004-01 du Comité de la réglementation comptable et à l'avis CU CNC n° 2005-C du 4 mai 2005, les apports seront enregistrés dans les comptes de la Société Absorbante à leur valeur nette comptable, telle qu'elle figurera dans les comptes de la Société Absorbée à la Date de Réalisation.

12.1.3. Engagement déclaratif général

La Société Absorbante et la Société Absorbée s'obligent respectivement à se conformer à toutes les dispositions légales en vigueur, en ce qui concerne les déclarations à établir pour le paiement de l'impôt sur les sociétés comme de toutes impositions et taxes résultant de la réalisation définitive de la présente opération, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

Il est rappelé que la Société Absorbante est soumise à l'impôt sur les sociétés en France en application des dispositions de l'article 206 du Code général des impôts. La Société Absorbée n'est quant à elle pas soumise à l'impôt sur les sociétés en France, étant résidente fiscale au Royaume-Uni.

12. TAX PROVISIONS

12.1. General provisions

12.1.1. Effective Date of the Merger for the purpose of the application of the tax rules

For the purpose of the application of the tax rules, the Merger shall be effective on the Completion Date.

12.1.2. Account recording

In accordance with regulation n° 2004-01 of the French Accounting Regulation Committee and the advice n° 2005-C dated 4 May 2005 of the CU CNC, the assets contributed by the Transferor Company shall be recorded in the Transferee Company's accounts at their net accounting value, as it stands in the books of the Transferor Company on the Completion Date.

12.1.3. General representation undertaking

The Transferee Company and the Transferor Company undertake to ensure that they respectively comply with all of the legal provisions in force with regard to the declarations to be made for the payment of corporation tax and of all levies and taxes resulting from the definitive completion of this transaction, within the framework of that which is stipulated below.

It is recalled that the Transferee Company is subject to corporation tax in France in application of article 206 of the French Tax Code, whereas the Transferor Company is tax resident in the United Kingdom and is not subject to corporation tax in France.

12.2. Droits d'enregistrement

Les Parties déclarent qu'elles entendent placer la présente Fusion sous le bénéfice du régime spécial prévu à l'article 816-I du Code général des impôts, la Société Absorbante et la Société Absorbée étant des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés.

En conséquence, la présente Fusion sera enregistrée moyennant le paiement du seul droit fixe de 500 euros.

12.3. Taxe sur la valeur ajoutée

Conformément à l'article 257 bis du Code général des impôts, la présente fusion emportant transmission d'une universalité de biens, les livraisons de biens, les prestations de services et les opérations mentionnées aux 6° et 7° de l'article 257 du Code général des impôts, réalisées entre redevables de la TVA sont dispensées de cette taxe.

Conformément à l'article 287-5.c) du Code général des impôts, la Société Absorbante devra faire figurer sur sa prochaine déclaration de chiffre d'affaires le montant total hors taxe de l'apport.

12.2. Registration duties

The Parties declare that this Merger shall benefit from the special regime envisaged in article 816-I of the French Tax Code as the Transferee Company and the Transferor Company are companies subject to corporation tax.

Consequently, this Merger shall be registered in return for the payment of the single fixed fee of 500 Euros.

12.3. Value added tax

Pursuant to article 257 bis of the French Tax Code, to the extent that the merger triggers the transmission of a universality of assets, the delivery of goods, supply of services and other transactions set out under items 6° and 7° of article 257 of the French Tax Code effected between persons subject to VAT are deemed exempt from such tax.

Pursuant to article 287-5.c) of the French tax Code, the Transferee Company will include the total amount net of tax of the transmission on its next VAT return.

13. REALISATION DEFINITIVE DE LA FUSION - CONDITIONS SUSPENSIVES

Le présent Traité de Fusion est conclu sous réserve des conditions suspensives suivantes :

- (i) la délivrance par la *High Court of Justice, Chancery Division*, d'une attestation de conformité préalable à la Fusion ;
- (ii) la délivrance par le greffe du Tribunal de Commerce de Paris (a) d'une attestation de conformité préalable à la Fusion et (b) d'une attestation de légalité relative à la réalisation de la Fusion ;
- (iii) l'approbation des termes du présent Traité de Fusion entre la Société Absorbante et la Société Absorbée aux fins de réaliser la Fusion, par l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante devant se réunir le 26 mai 2010 ; et
- (iv) l'approbation des termes du présent Traité de Fusion par les actionnaires de la Société Absorbée devant se réunir en assemblée générale en septembre 2010,

(les *Conditions Suspensives*).

A défaut de réalisation desdites Conditions Suspensives le 31 décembre 2010 au plus tard, le Traité de Fusion sera résolu de plein droit, sans qu'aucune indemnité ne soit due de part et d'autre.

14. LIVRES COMPTABLES ET DOCUMENTS

Les livres comptables, documents, contrats, archives, titres de propriété, valeurs mobilières, originaux des actes constitutifs et modificatifs et autres dossiers de la Société Absorbée seront remis à la Société Absorbante à la Date de Réalisation.

13. FINAL COMPLETION OF THE MERGER - CONDITIONS PRECEDENT

This Merger Agreement is entered into subject to the following conditions precedent:

- (i) delivery by the High Court of Justice, Chancery Division of a pre-merger compliance certificate;
- (ii) delivery by the clerk of the Commercial Court of Paris (a) of a pre-Merger compliance certificate and (b) of a legality certificate upon completion of the Merger;
- (iii) approval of the terms of this Merger Agreement between the Transferee Company and the Transferor Company to implement the Merger by the general meeting of the shareholders of the Transferee Company to be held on 26 May 2010; and
- (iv) approval of the terms of this Merger Agreement by the shareholders of the Transferor Company in general meeting to be held in September 2010,

(the *Conditions Precedent*).

If such Conditions Precedent are not satisfied by 31 December 2010 at the latest, the Merger Agreement shall be automatically terminated, and no indemnity shall be due by either Party.

14. ACCOUNTING BOOKS AND DOCUMENTS

The accounting books, documents, contracts, archives, titles to property, securities, originals of the incorporation acts and amendments and other files of the Transferor Company shall be delivered to the Transferee Company on the Completion Date.

15. FORMALITES DE DEPOT ET DE PUBLICITE - DELEGATION DE POUVOIRS A DES MANDATAIRES

15.1. FORMALITES DE DEPOT ET DE PUBLICITE

Les Parties aux présentes accompliront dans les délais légaux toutes les formalités de dépôt et de publicité nécessaires ou consécutives à la réalisation des présentes et, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre la Fusion opposable aux tiers.

15.2. DELEGATION DE POUVOIRS A DES MANDATAIRES

La Société Absorbée et la Société Absorbante confèrent les pouvoirs les plus étendus au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes, à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations de Fusion et, en conséquence, d'établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui s'avéreraient nécessaires, d'accomplir tous actes et toutes formalités utiles pour faciliter la transmission du patrimoine de la Société Absorbée et, enfin, de remplir toutes formalités et faire toutes déclarations utiles et nécessaires.

16. MODIFICATION

La Société Absorbante et la Société Absorbée peuvent ensemble consentir à (i) toute modification ou (ii) tout complément à ce Traité de Fusion, ou à (iii) toute condition, que le Tribunal de commerce de Paris ou la *High Court of Justice, Chancery Division*, pourraient approuver ou requérir.

17. FRAIS ET DROITS

Tous les frais, droits et honoraires de la Fusion seront supportés par la Société Absorbante qui s'y oblige.

15. FILING AND PUBLICITY FORMALITIES - POWERS OF ATTORNEY

15.1. FILING AND PUBLICITY FORMALITIES

The Parties hereto shall carry out all filing and publicity formalities as are required or subsequent to the consummation hereof within the statutory time limits and, generally, any and all necessary formalities for the purpose of rendering the Merger effective against third parties.

15.2. POWERS OF ATTORNEY

The Transferee Company and the Transferor Company grant the widest powers to the holder of an original or a certified copy of this agreement for the purpose of or in relation to the final completion of the Merger and, consequently, preparing all confirmations, additions or alterations as may prove necessary, carrying out all acts and formalities as may be useful to facilitate the transfer of the Transferor Company's assets and liabilities and, finally, fulfilling any and all formalities and making any useful and necessary declarations.

16. MODIFICATION

The Transferee Company and the Transferor Company may jointly consent to any modification of, or addition to, this Merger Agreement or to any condition which the Commercial Court of Paris or the High Court of Justice, Chancery Division may approve or impose.

17. COSTS AND DUTIES

All costs, duties and fees relating to the Merger shall be borne by the Transferee Company who undertakes to pay such costs, duties and fees.

18. ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence, les Parties font élection de domicile en leur siège social respectif.

19. AFFIRMATION DE SINCERITE

Chacune des Parties affirme sous sa responsabilité et les peines édictées à l'article 1837 du Code général des impôts que le présent Traité de Fusion présente l'intégralité de l'apport et du passif pris en charge.

20. DROIT APPLICABLE – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Pour toutes les matières qui ne sont pas soumises obligatoirement à la loi applicable à la Société Absorbée (la loi anglaise), le présent Traité de Fusion sera soumis et interprété conformément au droit français.

Tout litige pouvant s'élever entre les Parties quant à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent Traité de Fusion sera soumis à la compétence exclusive du Tribunal de commerce de Paris.

18. ELECTION OF DOMICILE

For the purpose of the execution hereof and of the acts or minutes that shall follow or result herefrom, the Parties elect domicile at their respective registered offices.

19. DECLARATION OF SINCERITY

Each of the Parties hereby expressly declares subject to the penalties provided by article 1837 of the French General Tax Code, that this Merger Agreement expresses all of the contributed property and of the assumed liabilities.

20. APPLICABLE LAW – JURISDICTION

For all matters that are not mandatorily subject to the law applicable to the Transferor Company (i.e., English law), this Merger Agreement shall be governed by, and interpreted in accordance with, French law.

Any dispute between the Parties as to the validity, interpretation or performance of this Merger Agreement shall be submitted to the exclusive jurisdiction of the Paris commercial court (*Tribunal de commerce de Paris*).

Fait à Paris, le 9 avril 2010,

en 8 exemplaires originaux.

Groupe Eurotunnel SA
M. Claude Liénard

Executed in Paris, on 9 April 2010,

In 8 original copies.

TNU PLC
Mr. Claude Liénard

LISTE DES ANNEXES		LIST OF SCHEDULES
Annexe A	Statuts de TNU PLC	Schedule A Articles of Association and Memorandum of Association of TNU PLC
Annexe B	Statuts de Groupe Eurotunnel SA	Schedule B Articles of Association of Groupe Eurotunnel SA
Annexe C	Comptes Pro Forma de la Société Absorbante au 31 mars 2010	Schedule C Pro Forma Accounts of the Transferee Company on 31 March 2010
Annexe D	Comptes Pro Forma de la Société Absorbée au 31 mars 2010	Schedule D Pro Forma Accounts of the Transferor Company on 31 March 2010
Annexe E	Comptes Pro Forma de la Société Absorbée au 31 octobre 2010	Schedule E Pro Forma Accounts of the Transferor Company on 31 October 2010
Annexe F	Liste des engagements hors bilan de la Société Absorbée au 31 décembre 2009	Schedule F List of the Transferor Company's off-balance sheet commitments as at 31 December 2009
Annexe G	Modalités de détermination du Rapport d'Echange	Schedule G Method for the determination of the Exchange Ratio

**ANNEXE A /
SCHEDULE A**

STATUTS DE TNU PLC /

***ARTICLES OF ASSOCIATION AND MEMORANDUM OF ASSOCIATION
OF TNU PLC***



"AX00MW9M"

THE COMPANIES ACT 1985

A PUBLIC COMPANY LIMITED BY SHARES

MEMORANDUM OF ASSOCIATION
- of -
TNU PLC

(As amended on 29th May 1986, 26th June 1986 and 23rd May 1991)

- 1 The name of the Company is "Precis (481) Limited" *
- 2 The Company is to be a public company
- 3 The Company's registered office is to be situated in England and Wales
- 4 The Company's objects are -
 - (A) (i) To purchase the entire issued share capital of The Channel Tunnel Group Limited and to act as a holding and co-ordinating company in respect thereof
 - (ii) To carry on all or any of the businesses of designing, developing, constructing, financing and operating tunnels or other fixed transport links under the English Channel between England and France and any activities ancillary thereto
- (B) To acquire by any means any real or personal property or rights whatsoever and to use, exploit and develop the same
- (C) To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conducted directly or indirectly for the benefit of the Company
- (D) To conduct, promote and commission research and development in connection with any activities or proposed activities of the Company, and to apply for and take out, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, inventions, secret processes, designs, copyrights, trade marks, service marks, commercial names and designations, know-how, formulae, licences, concessions and the

* The name of the Company was changed to Eurotunnel Limited on 25th February 1986. The Company was re-registered as a public company with the name Eurotunnel P L C pursuant to a special resolution passed on 26th June 1986. The name of the Company was changed to TNU PLC pursuant to a resolution passed on 27th July 2007.

like (and any interest in any of them) and any exclusive or non-exclusive or limited right to use, and any secret or other information as to, any invention or secret process of any kind, and to use, exercise, develop, and grant licences in respect of, and otherwise turn to account and deal with, the property, rights and information so acquired

- (E) To acquire by any means the whole or any part of the assets, and to undertake the whole or any part of the liabilities, of any person carrying on or proposing to carry on any business which the Company is authorised to carry on or which can be carried on in connection therewith, and to acquire an interest in, amalgamate or enter into any arrangement for sharing profits, or for co-operation, or for limiting competition, or for mutual assistance, with any such person and to give or accept, by way of consideration for any of the acts or things aforesaid or property acquired, any shares, whether fully or partly paid up, debentures, or other securities or rights that may be agreed upon
- (F) To subscribe for, underwrite, purchase or otherwise acquire, and to hold, and deal with, any shares, stocks, debentures, bonds, notes and other securities, obligations and other investments of any nature whatsoever and any options or rights in respect of them, and otherwise to invest and deal with the money and assets of the Company
- (G) To lend money or give credit to such persons on such terms as may seem expedient
- (H) To borrow money and to secure by mortgage, charge or lien upon the whole or any part of the Company's property or assets (whether present or future), including its uncalled capital, the discharge by the Company or any other person of any obligation or liability
- (I) To guarantee the performance of any obligation by any person whatsoever, whether or not for the benefit of the Company or in furtherance of any of its objects
- (J) To draw, make, accept, endorse, discount, negotiate, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negotiable or transferable instruments
- (K) To apply for, promote and obtain any Act of Parliament, charter, privilege, concession, licence or authorisation of any government, state, department or other authority (international, national, local, municipal or otherwise) for enabling the Company to carry any of its objects into effect or for extending any of the Company's powers or for effecting any modification of the Company's constitution, or for any other purpose which may seem expedient, and to carry out and exercise all powers and rights thereunder and to oppose any actions,

steps, proceedings or applications which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the interest of the Company or of its members.

- (L) To enter into any arrangements with any government, state, department or other authority (international, national, local, municipal or otherwise), or any other person, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such government, state, department, authority, or person, and to carry out, exercise and exploit, any charter, contract, decree, right, privilege or concession which the Company may think desirable
- (M) To do all or any of the following, namely –
 - (A) to establish, provide, carry on, maintain, manage, support, purchase and contribute to any pension, superannuation, retirement, redundancy, injury, death benefit or insurance funds, trusts, schemes or policies for the benefit of, and to give or procure the giving of pensions, annuities, allowances, gratuities, donations, emoluments, benefits of any description (whether in kind or otherwise), incentives, bonuses, assistance (whether financial or otherwise) and accommodation in such manner and on such terms as the Company thinks fit to, and to make payments for or towards the insurance of -
 - (i) any individuals who are or were at any time in the employment of, or directors or officers of (or held comparable or equivalent office in), or acted as consultants or advisers to or agents for -
 - (a) the Company or any company which is or was its holding company or is or was a subsidiary of the Company or any such holding company, or
 - (b) any person to whose business the Company or any subsidiary of the Company is, in whole or in part, a successor directly or indirectly, or
 - (c) any partnership in which the Company or any subsidiary of the Company is or was a partner, or any other partner in such a partnership,
 - (d) any person otherwise allied to or associated with the Company,
 - (ii) any other individuals whose service has been of benefit to the Company or who the Company considers have a moral claim on the Company, and

- (iii) the spouses, widows, widowers, families and dependants of any such individuals as aforesaid, and
- (B) to establish, provide, carry on, maintain, manage, support and provide financial assistance to welfare, sports and social facilities, associations, clubs, funds and institutions which the Company considers likely to benefit or further the interests of any of the aforementioned individuals, spouses, widows, widowers, families and dependants
- (N) To establish, maintain, manage, support and contribute to any schemes for the acquisition of shares in the Company or its holding company by or for the benefit of any individuals who are or were at any time in the employment of, or directors or officers of, the Company or any company which is or was its holding company or is or was a subsidiary of the Company or any such holding company or any partnership in which the Company or any subsidiary of the Company is or was a partner, and to lend money to any such individuals to enable them to acquire shares in the Company or in its holding company and to establish, maintain, manage and support (financially or otherwise) any schemes for sharing profits of the Company or any other such company as aforesaid with any such individuals
- (O) To subscribe or contribute (in cash or in kind) to, and to promote or sponsor, any charitable, benevolent or useful object of a public character or any object which may in the opinion of the Company be likely directly or indirectly to further the interests of the Company, its employees or its members
- (P) To pay and discharge all or any expenses, costs and disbursements, to pay commissions and to remunerate any person for services rendered or to be rendered, in connection with the formation, promotion and flotation of the Company and the underwriting or placing or issue at any time of any securities of the Company or of any other person
- (Q) To issue, allot and grant options over securities of the Company for cash or otherwise or in payment or part payment for any real or personal property or rights therein purchased or otherwise acquired by the Company or any services rendered to, or at the request of, or for the benefit of, the Company or as security for, or indemnity for, or towards satisfaction of, any liability or obligation undertaken or agreed to be undertaken by or for the benefit of the Company, or in consideration of any obligation (even if valued at less than the nominal value of such securities) or for another purpose
- (R) To procure the Company to be registered or recognised in any part of the world.
- (S) To promote any other company for the purpose of acquiring all or any of the property or undertaking any of the liabilities of the Company, or both, or of undertaking any business or operations which may appear likely to assist or

benefit the Company, and to place or guarantee the placing of, underwrite, subscribe for, or otherwise acquire all or any part of the shares, debentures or other securities of any such company as aforesaid

- (T) To dispose by any means of the whole or any part of the assets of the Company or of any interest therein
- (U) To distribute among the members of the Company in kind any assets of the Company
- (V) To purchase and maintain insurance for or for the benefit of any persons who are or were at any time directors, officers, employees or auditors of the Company, or of any other company which is its holding company or in which the Company or such holding company has any interest whether direct or indirect or which is in any way allied to or associated with the Company, or of any subsidiary undertaking of the Company or of any such other company, or who are or were at any time trustees of any pension fund in which any employees of the Company or of any such other company or subsidiary undertaking are interested including (without prejudice to the generality of the foregoing) insurance against any liability incurred by such persons in respect of any act or omission in the actual or purported execution or discharge of their duty or in the exercise or purported exercise of their powers or otherwise in relation to their duties, powers or offices in relation to the Company or any such other company, subsidiary undertaking or pension fund and, to such extent as may be permitted by law, otherwise to indemnify or to exempt any such person against or from any such liability
- (W) To do all or any of the above things in any part of the world, and either as principal, agent, trustee, contractor or otherwise, and either alone or in conjunction with others, and either by or through agents, trustees, sub-contractors or otherwise
- (X) To do all such other things as may be deemed, or as the Company considers, incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them

AND IT IS HEREBY DECLARED that in this clause -

- (a) unless the context otherwise requires, words in the singular include the plural and vice versa,
- (b) unless the context otherwise requires, a reference to a person includes a reference to a body corporate and to an unincorporated body of persons,
- (c) references to "other" and "otherwise" shall not be construed ejusdem generis where a wider construction is possible,

- (d) the expression "subsidiary" (except in paragraph (e) below), "holding company" and "subsidiary undertaking" shall have the meaning given to them in the Companies Act 1985 (as amended) or any statutory modification or reenactment thereof,
- (e) the objects specified in each of the foregoing paragraphs of this clause shall be separate and distinct objects of the Company and accordingly shall not be in any way limited or restricted (except so far as otherwise expressly stated in any paragraph) by reference to or inference from the terms of any other paragraph or the order in which the paragraphs occur or the name of the Company, and none of the paragraphs shall be deemed merely subsidiary or incidental to any other paragraph

5 The liability of the members is limited

6 The share capital of the Company is £100, divided into 100 shares of £1 each [†]

[†] By a Special Resolution passed on 26th June, 1986 the share capital of the Company was increased to £50,008 divided into 50,008 shares of £1 each such share being consolidated into 12,502 shares of £4 each. The share capital of the Company was further increased to £62,000,000 divided into 15,500,000 shares of £4 each on 1st September, 1986. By Special Resolutions passed on 25th September 1987, which resolutions became unconditional on 13th November 1987, each existing share of £4 each was sub-divided into 10 shares of 40p each and the share capital was increased to £208,000,000 divided into 520,000,000 shares of 40p each, by the creation of a further 365,000 000 such shares. By a Special Resolution passed on 27th June 1990, the share capital of the Company was increased to £400,000,000 divided into 1,000,000,000 shares of 40p each, by the creation of a further 480,000,000 such shares. By an Ordinary Resolution passed on 17 February 1994 the share capital of the Company was increased to £410,000,000 divided into 1,025,000,000 shares of 40 pence each by the creation of a further 25,000,000 such shares. By an Ordinary Resolution passed on 31 May 1995 the share capital of the Company was increased to £414,500,000 divided into 1,036,250,000 shares of 40 pence each by the creation of a further 11,250 000 such shares. By a Special Resolution passed on 10 July 1997, which resolution became unconditional on 29 January 1998, each issued ordinary share of 40p each was subdivided into and re-designated as one ordinary share of 1p each and 39 non-voting deferred shares of 1p each and each of the unissued ordinary shares of 40 p were subdivided into 40 ordinary shares of 1p each. The capital of the Company was by virtue of a Special Resolution and with the confirmation of an Order of the High Court of Justice dated 15 July 1998 reduced from £414,500,000 divided into 5,587,416,659 ordinary shares of 1 penny each and 35, 862,583,341 deferred shares of 1 penny each to £55,874,166 59 divided into 5,587,416,659 ordinary shares of 1p each. By an Ordinary Resolution passed on 21 December 2007 the share capital of the Company was increased from £55,874,166 59 to £290,518,121 33 divided into 29,051,812,133 ordinary shares of 1p each by the creation of a further 23,464,395,474 new ordinary shares of 1p each.

WE, the subscribers to this memorandum of association, wish to be formed into a company pursuant to this memorandum and we agree to take the number of shares shown opposite our respective names

	Names and Addresses of Subscribers	Number of shares taken by each subscriber
1	Bernd Ratzke "Wrentham" Blundel Lane Stoke d'Abernon Cobham Surrey KT11 2SF	One
2	Leon Neal 34 Hill Crest Tunbridge Wells Kent	One

Dated 23rd September 1985

Witness to the above signatures -

June Pattinson
3 Victoria Court
Victoria Road
Romford
Essex

New Articles

No.1960271



THE COMPANIES ACT 1985

COMPANY LIMITED BY SHARES

ARTICLES OF ASSOCIATION

of

TNU PLC¹

(adopted by a conditional special resolution passed on
25 September 1987 becoming unconditional on 13 November 1987
and amended by special resolutions passed on 23 May 1991, 31 May 1995
and 27 June 1996, by conditional special resolution passed on 10 July 1997, by special
resolution passed on 30 May 2002, by special resolution dated 27 July 2007 and by a special
resolution dated 28 April 2009)

PRELIMINARY

1. (1) In these articles the following words bear the following meaning -

"the Act"	subject to paragraph (3) below, the Companies Act 1985;
"address"	in relation to electronic communications, includes any number or address used for the purposes of such communications;
"these articles"	the articles of the Company;
"clear days"	in relation to the period of a notice, that period excluding the day when the notice is given or deemed to be given and the day for which it is given or on which it is to take effect;
"communication"	means the same as in the Electronic Communications Act 2000;
"electronic communication"	means the same as in the Electronic Communications Act 2000;
"executed"	any mode of execution;
"holder"	in relation to shares, the member whose name is entered in the register of members as the holder of the shares;
"Office"	the registered office of the Company;

¹ Previously Eurotunnel PLC – name changed by Special Resolution of 27 July 2007

"the seal"	the common seal of the Company and all official seals kept by the Company by virtue of sections 39 and 40 of the Act, or any of them as the case may require;
"secretary"	any person appointed by the directors to perform the duties of the secretary of the Company, including (subject to the provisions of the Act) a joint, assistant or deputy secretary;
"stock exchange nominee"	a person designated pursuant to section 185(4) of the Act;
"TNU SA"	TNU S.A., a société anonyme incorporated in France no RCS Nanterre B334192408, formerly known as Eurotunnel S.A.;
"the Uncertificated Securities Regulations"	subject to paragraph (3) below, the Uncertificated Securities Regulations 2001;
"warrant"	any right to subscribe for, or to convert any security into, shares in the Company.
(2)	Save as aforesaid and unless the context otherwise requires, words or expressions contained in these articles bear the same meaning as in the Act or the Uncertificated Securities Regulations (as the case may be).
(3)	A reference to any statute or regulations made pursuant to any statute or provision of a statute or such regulations includes a reference to any modification or re-enactment of it or them for the time being in force.
(4)	Unless the context otherwise requires -
(a)	words in the singular include the plural, and vice versa;
(b)	words importing any gender include all genders; and
(c)	a reference to a person includes a reference to a body corporate and to an unincorporated body of persons.
(5)	References to writing include references to typewriting, printing, lithography, photography and any other modes of representing or reproducing words in a legible and non-transitory form but shall not for the avoidance of doubt include electronic communications.
(6)	The headings are inserted for convenience only and do not affect the construction of these articles.
(7)	A reference to shares in "uncertificated form" means shares title to which is recorded in the register of members as being held in such form and which by virtue of the Uncertificated Securities Regulations may be transferred by means of a relevant system and a reference to shares in "certificated form" means shares title to which is not so recorded and may not be so transferred.

2. The regulations contained in Table A do not apply to the Company.

SHARE CAPITAL

3. (1) The authorised share capital of the Company is £290,518,121.33 divided into 29,051,812,133 ordinary shares of one penny each.²
4. Subject to the provisions of the Act, the unissued shares in the Company shall be at the disposal of the directors, who may allot, grant options over or otherwise dispose of them so such persons and on such terms as the directors may think fit.
5. (1) Subject to the provisions of the Act, shares may be issued on terms that they are, or are to be liable, to be redeemed at the option of the Company or the holder ("redeemable shares") on such terms and in such manner as may be provided by these articles.
(2) Without prejudice to any rights attached to any existing shares, any share may be issued with such rights or restrictions as the Company may by ordinary resolution determine.
6. The Company may exercise the powers of paying commissions conferred by the Act. Subject to the provisions of the Act, any such commission may be satisfied by the payment of cash or by the allotment of fully or partly paid shares or partly in one way and partly in the other.
7. Except as required by law, no person shall be recognised by the Company as holding any share upon any trust and (except as otherwise provided by these articles or by law) the Company shall not be bound by or recognise any interest in any share except an absolute right to the entirety of it in the holder or, in the case of a bearer share, in the bearer of the bearer share for the time being.

VARIATION OF RIGHTS

8. Subject to the provisions of the Act, if at any time the capital of the Company is divided into different classes of shares, the rights attached to any class may only be varied either while the Company is a going concern or during or in contemplation of a winding up -
 - (a) in such manner (if any) as may be provided by those rights; or
 - (b) in the absence of any such provision, with the consent in writing or, if the directors so permit, using electronic communications, of the holders of three-quarters in nominal value of the issued shares of that class, or with the sanction of an extraordinary resolution passed at a separate meeting of the holders of the shares of that class

² The authorised share capital of the Company was increased by ordinary resolution adopted on 21 December 2007 from £55,874,166.59 to £290,518,121.33 by the creation of 23,464,395,474 new ordinary shares of £0.01 each ranking *pari passu* the existing ordinary shares. Article 3(1) was replaced by special resolution of even date to reflect the change in the authorised share capital of the Company.

but not otherwise. To every such separate meeting the provisions of these articles relating to general meeting shall apply, except that the necessary quorum at any such meeting other than an adjourned meeting shall be two persons together holding or representing by proxy at least one-third in nominal value of the issued shares of the class in question and at an adjourned meeting shall be one person holding shares of the class in question or his proxy.

9. Unless otherwise expressly provided by the rights attached to any shares, those rights shall be deemed to be varied by the reduction of the capital paid up on those shares and by the creation or issue of further shares ranking in priority for payment of a dividend or in respect of capital or which confer on the holders voting rights more favourable than those conferred by the first-mentioned shares, but shall not otherwise be deemed to be varied by the creation or issued of further shares ranking pari passu with them or subsequent to them.

SHARE CERTIFICATES

10. (1) Every holder of shares (other than a stock exchange nominee, in respect of whom the Company is not required by law to complete and have ready a certificate, a holder of shares in respect of which a bearer certificate is in issue, and a holder of shares which are for the time being in uncertificated form) shall be entitled without payment to one certificate for all the shares of each class of shares in the Company held by him (and, upon transferring a part of his holding of shares of any class, to a certificate for the balance of that holding) or, upon payment for every certificate after the first of such reasonable sum as the directors may determine, to several certificates each for one or more of his shares. Every certificate shall be in the form of a share certificate (which, for the purposes of these articles shall include a Unit Certificate, a *Unit Certificate* being a certificate evidencing a share unit comprising both one share in the capital of the Company and one share in the capital of TNU SA as previously issued to holders of shares in the Company pursuant to articles adopted on 25 September 1987, as amended) and shall, in respect of the shares in the Company that form the subject matter of the certificate, be under seal or bear an imprint or representation of the seal or such other form of authentication as the directors may determine and specify the number, class and distinguishing numbers (if any) of such shares and the amount or respective amounts paid up on them.

The Company shall not be bound to issue more than one certificate for shares held jointly by several persons and delivery of a certificate to one joint holder shall be a sufficient delivery to all of them.

- (2) If a share certificate is defaced, worn-out, lost or destroyed, it may be renewed on such terms (if any) as to evidence and indemnity and payment of any exceptional expenses incurred by the Company in investigating evidence as the directors of the company may determine but otherwise free of charge, and (in the case of defacement or wearing-out) on delivery up of the old certificates.
- 10A. (1) Upon the directors resolving to give effect to this article 10A:

- (a) the holding of ordinary shares of 1p each in the capital of the Company, including ordinary shares in respect of which warrants to bearer have been issued pursuant to these articles, in uncertificated form shall be permitted;
 - (b) the transfer of title to such shares by means of a relevant system shall be permitted; and
 - (c) to the extent any provisions contained in these articles shall be inconsistent with paragraphs (a) or (b) above or the Uncertificated Securities Regulations those provisions shall be deemed to be deleted and shall not apply to any uncertificated ordinary shares.
- (2) The Company shall issue shares in uncertificated form and shall change shares from uncertificated form to certificated form and vice versa only in accordance with the terms of the Uncertificated Securities Regulations.
- (3) Until such time as the directors resolve to give effect to this article 10A the provisions of this article (other than this paragraph (3)) shall be in abeyance.]

LIEN

11. The Company shall have a first and paramount lien on every share (not being a fully paid share) for all amounts (whether presently payable or not) payable at a fixed time or called in respect of that share. The directors may declare any share in the Company to be wholly or in part exempt from the provisions of this article. The Company's lien on a share shall extend to all amounts payable in respect of it.
12. The Company may sell, in such manner as the directors determine, any share on which the Company has a lien if an amount in respect of which the lien exists is presently payable and is not paid within fourteen clear days after notice has been given to the holder of the share, or the person entitled to it in consequence of the death or bankruptcy of the holder, demanding payment and stating that if the notice is not complied with the shares may be sold.
13. To give effect to the sale the directors may authorise some person to execute an instrument of transfer of the share sold, or in the case of shares for the time being in uncertificated form to take such other steps in the name of the holder as may be necessary to transfer the shares sold, to, or in accordance with the directions of, the purchaser. The title of the transferee to the share shall not be affected by any irregularity in or invalidity of the proceedings in reference to the sale.
14. The net proceeds of the sale of the share, after payment of the costs shall be applied in payment of so much of the amount for which the lien exists as is presently payable, and any residue shall (in the case of shares in certificated form upon surrender to the Company of cancellation of the share certificate for the share sold and subject to a like lien for any amount not presently payable as existed upon the share before the sale) be paid to the person entitled to the share at the date of the sale.

CALLS ON SHARES AND FORFEITURE

15. Subject to the terms of allotment, the directors may make calls upon the members in respect of any amounts unpaid on their shares (whether in respect of nominal value or premium) and each member shall (subject to receiving at least fourteen clear days' notice specifying when and where payment is to be made) pay to the Company as required by the notice the amount called on his shares. A call may be required to be paid by instalments. A call may, before receipt by the Company or an amount due under it, be revoked in whole or in part and payment of a call may be postponed in whole or in part. A person upon whom a call is made shall remain liable for calls made upon him notwithstanding the subsequent transfer of the shares including the shares in respect of which the call was made.
16. A call shall be deemed to have been made at the time when the resolution of the directors authorising the call was passed.
17. The joint holders of shares shall be jointly and severally liable to pay all calls in respect of such shares.
18. If a call remains unpaid after it has become due and payable the person from whom it is due shall pay interest on the amount unpaid, from the day it became due and payable until it is paid at the rate fixed by the terms of allotment of the shares in question or in the notice of the call or, if no rate is fixed, at the appropriate rate (as defined by the Act) but the directors may waive payment of the interest wholly or in part.
19. An amount payable in respect of a share on allotment or at any fixed date, whether in respect of nominal value or premium or as an instalment of a call, shall be deemed to be a call and if it is not paid these articles shall apply as if that sum had become due and payable by virtue of a call.
20. Subject to the terms of allotment, the directors may differentiate between the holders in the amounts and times of payment of calls on the shares.
21. The directors may receive from any member willing to advance it all or any part of the amount unpaid on the shares held by him (beyond the sums actually called up) as a payment in advance of calls, and such payment shall, to the extent of it, extinguish the liability on the shares in respect of which it is advanced. The Company may pay interest on the amount so received, or so much of it as exceeds the sums called up on the shares in respect of which it has been received, at such rate as the member and the directors agree; but a payment in advance of a call shall not entitle the holder of the shares to participate in respect of the payment in a dividend declared after the payment but before the call.
22. (1) If a call remains unpaid after it has become due and payable the directors may give to the person from whom it is due not less than fourteen clear days' notice requiring payment of the amount unpaid together with any interest which may have accrued. The notice shall name the place where payment is to be made and shall state that if the notice is not complied with the shares in respect of which the call was made will be liable to be forfeited or alternatively will state that the same shall be liable to be sold under the power of sale.

- (2) If a notice under sub-paragraph (1) is not complied with the directors may resolve, before the payment required by the notice has been made, in relation to any shares in respect of which the notice was given:-
- (a) that the shares be forfeited and in such case the forfeiture shall include all amounts payable in respect of the forfeited shares and not paid before the forfeiture; or
 - (b) that the shares be sold on such terms and in such manner as the directors of the Company shall determine.
23. Subject to the provisions of the Act, a share including a forfeited share may be sold, re-allotted or otherwise disposed of on such terms and in such manner as the directors of the Company shall determine either to the person who was before the forfeiture the holder or to any other person and, at any time before the disposition, the forfeiture may be cancelled on such terms as the directors of the Company shall determine. Where for the purposes of its disposal a forfeited share is to be transferred to any person or where the directors exercise the power of sale, the directors of the Company may authorise someone to execute an instrument of transfer of the share, or in the case of shares for the time being in uncertificated form to take such other steps in the name of the holder as may be necessary to transfer the share to that person.
24. A person any of whose shares have been forfeited or sold under the power of sale shall cease to be a member in respect of them and, in the case of shares in certificated form, shall surrender to the Company for cancellation the share certificate for the shares forfeited or sold but shall remain liable to the Company for all amounts which at the date of forfeiture or sale were presently payable by him to the Company in respect of those shares with interest at the rate at which interest was payable on those amounts before the forfeiture or sale or, if no interest was so payable, at the appropriate rate (as defined in the Act) from the date of forfeiture or sale until payment, but the directors may waive payment wholly or in part or enforce payment without any allowance for the value of the shares at the time of forfeiture or sale or for any consideration received on their disposal under article 23. In the case of a sale under the power of sale the directors shall apply the proceeds of sale of the relevant share, net of expenses, in payment or part payment of the amounts payable by such person to the Company at the date of sale. Any balance remaining after such payment shall be returned to such person but pending such return the Company shall not be bound to earn or pay interest on any money so held.
25. A statutory declaration by a director or the secretary that the shares have been forfeited or sold on a specified date shall be conclusive evidence of the facts stated in it as against all persons claiming to be entitled to the share in the Company and the declarations shall (subject to the execution of an instrument of transfer if necessary) constitute a good title to the share and the person to whom the share is disposed of shall not be bound to see to the application of the consideration, if any, nor shall his title to the shares be affected by any irregularity in or invalidity of the proceedings in references to the forfeiture, sale or disposal of the share.

TRANSFER OF SHARES

26. The instrument of transfer of a share in certificated form may be in any usual form or in any other form which the directors approve and shall be executed by or on behalf of the transferor and, where all amounts payable in respect of a share have not been fully paid, by or on behalf of the transferee.
27. The directors may, in their absolute discretion and without giving any reason, refuse to register the transfer of a share in certificated form which in accordance with article 26 requires execution by or on behalf of a transferee (whether or not so executed). They may also refuse to register a transfer of a share in certificated form unless the instrument of transfer -
 - (a) is lodged, duly stamped, at the Office or at such other place as the directors may appoint and (except in the case of a transfer by a stock exchange nominee where a certificate has not been issued in respect of a share) is accompanied by the share certificate for the share and such other evidence as the directors may reasonably require to show the right of the transferor to make the transfer;
 - (b) is in respect of only one class of share; and
 - (c) is in favour of not more than four transferees.
28. In the case of shares for the time being in uncertificated form transfers shall be registered only in accordance with the terms of the Uncertificated Securities Regulations but so that the directors may refuse to register a transfer which would require shares to be held jointly by more than four persons.
29. If the directors refuse to register a transfer of a share, they shall within two months after the date on which the transfer was lodged with the Company, or in the case of shares in uncertificated form the Operator-instruction was received by the Company, send to the transferee notice of the refusal.
30. The registration of transfer of shares or of any class of shares may be suspended at such times and for such periods (not exceeding thirty days in any year) as the directors may determine but so that such a suspension shall only apply to shares in uncertificated form with the prior consent of the Operator.
31. No fee shall be charged for the registration of any instrument of transfer or other document relating to or affecting the title to any share.
32. The Company shall be entitled to retain any instrument of transfer which is registered, but any instrument of transfer which the directors refuse to register shall (except in the case of fraud) be returned to the person lodging it when notice of the refusal is given.
33. Nothing in these articles shall preclude the directors from recognising a renunciation of the allotment of any share by the allottee in favour of some other person.

DESTRUCTION OF DOCUMENTS

34. (1) The Company may destroy -

- (a) any instrument of transfer, after six years from the date on which it is registered;
 - (b) any dividend mandate or notification of change of name or address, after two years from the date on which it is recorded; and
 - (c) any share certificate, after one year from the date on which it is cancelled.
- (2) It shall be conclusively presumed in favour of the Company that every entry in the register of members purporting to have been made on the basis of a document so destroyed was duly and properly made, that every instrument of transfer so destroyed was duly registered, that every share certificate so destroyed was duly cancelled, and that every other document so destroyed was valid and effective in accordance with the particulars in the records of the Company: provided that -
- (a) this article shall apply only to the destruction of a document in good faith and without notice of any claim (regardless of the parties to it) to which the document might be relevant;
 - (b) nothing in this article shall be construed as imposing upon the Company any liability in respect of the destruction of any such document otherwise than as provided for in this article which would not attach to the Company in the absence of this article; and
 - (c) references in this article to the destruction of any document include references to the disposal of it in any manner.

UNTRACED MEMBERS

35. (1) The Company shall be entitled to sell at the best price reasonably obtainable any share held by a member, or any share including a share to which a person is entitled by transmission, if -
- (a) for a period of 12 years no cheque or warrant for amounts payable in respect of the share sent and payable in a manner authorised by these articles has been cashed and no communication has been received by the Company from the member or person concerned;
 - (b) during that period at least three dividends in respect of the share have become payable;
 - (c) the Company has, after the expiration of the said period of 12 years, by advertisement in both a national newspaper published in the United Kingdom and in a newspaper circulating in the area in which the address referred to in paragraph (a) of this article is located, and by notice in writing to the Quotations Department of The Stock Exchange, first given notice of its intention to sell such share; and

- (d) the Company has not during the further period of three months after the date of the advertisement and prior to the sale of the share received any communication from the member or person concerned.
- (2) To give effect to the sale the Company may appoint any person to execute an instrument of transfer of the share, or in the case of a share for the time being in uncertificated form to take such other steps in the name of the holder as may be necessary to transfer the share sold, and the instrument or steps (as the case may be) shall be as effective as if it had been executed or they had been taken by the registered holder of, or person entitled by transmission to, the share. The Company shall be indebted to the member or other person entitled to the share for an amount equal to the net proceeds of sale, but no trust shall be created and no interest shall be payable in respect of the proceeds of sale.

TRANSMISSION OF SHARES

36. If a registered member dies the survivor where he was a joint holder, or his personal representative where he was a sole holder or the only survivor of joint holders, shall be the only person recognised by the Company as having any title to his interest; but nothing in this article shall release the estate of a deceased member from any liability in respect of any share which had been jointly held by him.
37. A person becoming entitled to a share in consequence of the death or bankruptcy of a member may, upon such evidence being produced as the directors may properly require, elect to become the holder of the share or, in the case of shares in certificated form, alternatively elect to have some person nominated by him registered as the transferee. If he elects to become the holder he shall give notice to the Company to that effect. If he elects to have another person registered he shall execute an instrument of transfer of the share to that person. All the provisions of these articles relating to the transfer of shares shall apply to the notice or instrument of transfer as if it were an instrument of transfer signed by the member and the death or bankruptcy of the member had not occurred.
38. A person becoming entitled to a share by reason of the death or bankruptcy of a registered member shall have the rights to which he would be entitled if he were the holder of the share, except that he shall not, before being registered as the holder of the share, be entitled in respect of it to attend or vote at any general meeting or at any separate meeting of the holders of any class of shares.

BEARER SHARES

39. Subject to any statutory restrictions for the time being in force, the Company may issue certificates (hereinafter called "bearer certificates") in respect of any fully paid up shares stating that the bearer is entitled to the shares therein specified, and may provide by coupons or otherwise for the payment of future dividends on the shares comprised therein. The directors may determine and from time to time vary the

conditions upon which bearer certificates shall be issued, and, in particular, the conditions upon which a new bearer certificate or coupon will be issued in the place of one worn out, defaced, lost or destroyed (provided that no new bearer certificate shall be issued unless the Company is satisfied beyond reasonable doubt that the original has been destroyed) or upon which the bearer shall be entitled to attend and vote at general meetings, or upon which a bearer certificate may be surrendered and the name of the bearer entered in the register in respect of the shares therein specified. The bearer of a bearer certificate shall be subject to the conditions for the time being in force in relation thereto, whether made before or after the issue thereof, and subject to such conditions and to the provisions of the Act such bearer shall be deemed to be a member of the Company and shall be entitled to the same rights and privileges as he would have had if his name had been included in the register of members as the holder of the shares comprised in such bearer certificate.

DISCLOSURE OF INTERESTS

40. (1) No member shall, unless the directors otherwise determine, be entitled in respect of any share held by him to vote (either in person or by representative or proxy) at any general meeting or at any separate meeting of the holders of any class of shares, or to exercise any other right conferred by membership in relation to any such meeting, if he or any other person appearing to be interested in the share has been given a notice under section 212 of the Act and has failed to give the Company the information thereby required within 28 days from the date of the notice. For the purposes of this article -
 - (a) a person other than a member shall be treated as appearing to be interested in any share if the member holding the share has informed the Company that the person is, or may be, so interested, or if the Company (after taking account of any information obtained from the member or, pursuant to a section 212 notice, from anyone else) knows or has reasonable cause to believe that the person is, or may be, so interested; and
 - (b) reference to a person having failed to give the Company the information required by a notice includes (i) reference to his having failed or refused to give all or any part of it and (ii) reference to his having given information which he knows to be false in a material particular or having recklessly given information which is false in a material particular.
- (2) Where the sanctions under paragraph (1) of this article apply in relation to any shares, they shall cease to have effect at the end of the period of seven days (or such shorter period as the directors may determine) following the earlier of:
 - (a) receipt by the Company of the information required by the notice mentioned in that paragraph; and
 - (b) receipt by the Company of notice that the shares have been transferred by means of an excepted transfer

and the directors may suspend or cancel any of the sanctions at any time in relation to any shares.

- (3) For the purposes of paragraph (2) of this article, "excepted transfer" means, in relation to any shares held by a member:
 - (a) a transfer pursuant to acceptance of a take-over offer (within the meaning of Part XIII A of the Act) in respect of shares in the Company; or
 - (b) a transfer in consequence of a sale made through a recognised investment exchange (as defined in the Financial Services and Markets Act 2000) or any other stock exchange outside the United Kingdom on which the Company's shares are normally traded; or
 - (c) a transfer which is shown to the satisfaction of the directors to be made in consequence of a sale of the whole of the beneficial interest in the shares to a person who is unconnected with the member and with any other person appearing to be interested in the shares.
- (4) Where, on the basis of information obtained from a member in respect of any share held by him, the Company gives a notice under section 212 of the Act to any other person, it shall at the same time send a copy of the notice to the member, but the accidental omission to do so, or the non-receipt by the member of the copy, shall not invalidate or otherwise affect the application of paragraph (1) above.

ALTERATION OF CAPITAL

41. The Company may by ordinary resolution -
 - (a) increase its share capital by new shares of such amount as the resolution prescribes;
 - (b) consolidate and divide all or any of its share capital into shares of larger amount than its existing shares;
 - (c) subject to the provisions of the Act, sub-divide its shares, or any of them, into shares of smaller amount than is fixed by the memorandum;
 - (d) determine that, as between the shares resulting from such a sub-division, any of them may have any preference or advantage as compared with the others; and
 - (e) cancel shares which, at the date of the passing of the resolution, have not been taken or agreed to be taken by any person, and diminish the amount of its share capital by the amount of the shares so cancelled.
42. Whenever as a result of a consolidation of shares any members would become entitled to fractions of a share, the directors may on behalf of those members, sell to any person (including, subject to the provisions of the Act, the Company) the shares

representing the fractions for the best price reasonably obtainable and distribute the net proceeds of sale in due proportion among those members, and the directors may authorise some person to execute an instrument of transfer of the shares, or in the case of shares for the time being in uncertificated form to take such other steps in the name of the holder as may be necessary to transfer the shares sold, to or in accordance with the directions of the purchaser. The transferee shall not be bound to see to the application of the purchase money nor shall his title to the shares be affected by any irregularity in or invalidity of the proceedings in reference to the sale.

43. Subject to the provisions of the Act, the Company may by special resolution reduce its share capital, any capital redemption reserve and any share premium account, in any way.

PURCHASE OF OWN SHARES

44. Subject to the provisions of the Act, the Company may purchase its own shares, including redeemable shares, but not unless the purchase has been sanctioned by an extraordinary resolution passed at a separate meeting of the holders of any class of convertible shares in the Company.

GENERAL MEETINGS

45. All general meetings other than annual general meetings shall be called general meetings.

46. The directors may:-

- (i) call general meetings and on a members' requisition under section 368 of the Act shall forthwith convene a general meeting for a date not later than eight weeks after receipt of the requisition. If there are not within the United Kingdom sufficient directors to call a general meeting, any director or, if there is no director within the United Kingdom, any member of the Company may call a general meeting; and
- (ii) for the purpose of controlling the level of attendance at any place specified for the holding of a general meeting, from time to time make such arrangements whether involving the issue of tickets (on a basis intended to afford to all members otherwise entitled to attend such meeting an equal opportunity of being admitted to the meeting) or the imposition of some random means of selection or otherwise as they shall in their absolute discretion consider to be appropriate, and may from time to time vary any such arrangements or make new arrangements in place thereof and the entitlement of any member or proxy to attend a general meeting at such place shall be subject to any such arrangements as may be for the time being in force and by the notice of meeting stated to apply to that meeting. In the case of any general meeting to which such arrangements apply the directors shall, and in the case of any other general meeting the directors may, when specifying the place of the general meeting, direct that the meeting shall be held at a place specified in the notice at which the chairman of the meeting shall preside ("the Principal Place") and make arrangements for simultaneous attendance and participation at other

places by members otherwise entitled to attend the general meeting but excluded therefrom under the provisions of this article or who wish to attend at any of such other places Provided that persons attending at the Principal Place and at any of such other places shall be able to see and hear and be seen and heard by persons attending at the Principal Place and at such other places. Such arrangements for simultaneous attendance may include arrangements for controlling the level of attendance in any manner aforesaid at such other places provided that they shall operate so that any such excluded members as aforesaid are able to attend at one of such other places. For the purposes of all other provisions of these articles any such meeting shall be treated as being held and taking place at the Principal Place.

- (iii) Unless otherwise determined by the directors annual general meetings shall be held in England.

NOTICE OF GENERAL MEETINGS

47. Subject to the provisions of the Act, an annual general meeting and a general meeting called for the passing of a special resolution or a resolution appointing or reappointing a person as a director shall be called by at least twenty-one clear days' notice, and all other general meetings shall be called by at least fourteen clear days' notice. The notice shall specify the place, the day and the time of meeting and the general nature of the business to be transacted, and in the case of an annual general meeting shall specify the meeting as such. Subject to the provisions of these articles, notices shall be given to all members, to all persons entitled to a share in consequence of the death or bankruptcy of a member and to the directors and auditors of the Company.
48. The accidental omission to give notice of a meeting to, or the non-receipt of notice of a meeting by, any person entitled to receive notice shall not invalidate the proceedings at that meeting.
49. The directors may determine that persons entitled to receive notices of meetings are those persons entered on the register of members at the close of business on a day determined by the directors being not more than twenty-one days before the day that the notices are sent and may specify in the notice of the meeting a time, not more than 48 hours before the time fixed for the meeting, by which a person must be entered on the register of members in order to have the right to attend or vote at the meeting. Changes to entries on the register of members after the time so specified shall be disregarded in determining the rights of any person to attend or vote at the meeting.

PROCEEDINGS AT GENERAL MEETINGS

50. No business shall be transacted at any meeting unless a quorum is present. Two persons entitled to vote upon the business to be transacted, each being a member or a proxy for a member or a duly authorised representative of a corporation which is a member, shall be a quorum.
51. If a quorum is not present within half an hour after the time appointed for holding the meeting, or if during a meeting a quorum ceases to be present, the meeting shall stand adjourned to the same day in the next week at the same time and place, or to such time

- and place as the directors may determine. If at the adjourned meeting a quorum is not present within fifteen minutes after the time appointed for holding the meeting, the meeting shall be dissolved.
52. The chairman (if any) of the board of directors, or in his absence the vice-chairman, or in the absence of both of them some other director nominated by the directors, shall preside as chairman of the meeting, but if neither the chairman nor the vice-chairman nor such other director (if any) is present within fifteen minutes after the time appointed for holding the meeting and willing to act, the directors present shall elect one of their number present to be chairman and, if there is only one director present and willing to act, he shall be chairman.
 53. If no director is willing to act as chairman, or if no director is present within fifteen minutes after the time appointed for holding the meeting, the members present and entitled to vote shall choose one of their number to be chairman.
 54. A director shall, notwithstanding that he is not a member, be entitled to attend and speak at any general meeting and at any separate meeting of the holders of any class of shares.
 55. The chairman may, with the consent of a meeting at which a quorum is present (and shall if so directed by the meeting), adjourn the meeting from time to time and from place to place, but no business shall be transacted at an adjourned meeting other than business which might properly have been transacted at the meeting had the adjournment not taken place. When a meeting is adjourned for fourteen days or more, at least seven clear days' notice shall be given specifying the time and place of the adjourned meeting and the general nature of the business to be transacted. Otherwise it shall not be necessary to give notice of an adjournment.
 56. If an amendment proposed to any resolution under consideration is ruled out of order by the chairman, the proceedings on the resolution shall not be invalidated by any error in the ruling.
 57. A resolution put to the vote of a meeting shall be decided on a show of hands unless before, or on the declaration of the result of, the show of hands a poll is duly demanded. Subject to the provisions of the Act, a poll may be demanded -
 - (a) by the chairman; or
 - (b) by not less than five members having the right to vote at the meeting; or
 - (c) by a member or members representing not less than one-tenth of the total voting rights of all the members having the right to vote at the meeting; or
 - (d) by a member or members holding shares conferring a right to vote on the resolution on which an aggregate sum has been paid up equal to not less than one-tenth of the total sum paid up on all the shares conferring that right.
 58. Unless a poll is duly demanded, a declaration by the chairman that a resolution has been carried or carried unanimously, or by a particular majority, or lost, or not carried

by a particular majority, and an entry to that effect in the minutes of the meeting, shall be conclusive evidence of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against the resolution.

59. The demand for a poll may, before the poll is taken, be withdrawn but only with the consent of the chairman, and a demand so withdrawn shall not be taken to have invalidated the result of a show of hands declared before the demand was made.
60. A poll shall be taken as the chairman directs, and he may appoint scrutineers (who need not be members) and fix a time and place for declaring the result of a poll. The result of the poll shall be deemed to be the resolution of the meeting at which the poll was demanded.
61. In the case of an equality of votes, whether on a show of hands or on a poll, the chairman shall be entitled to a casting vote in addition to any other vote he may have.
62. A poll demanded on the election of a chairman or on a question of adjournment shall be taken forthwith. A poll demanded on any other question shall be taken either forthwith or at such time and place as the chairman directs, not being more than thirty days after the poll is demanded. The demand for a poll shall not prevent the continuance of a meeting for the transaction of any business other than the question on which the poll was demanded. If a poll is demanded before the declaration of the result of a show of hands and the demand is duly withdrawn, the meeting shall continue as if the demand had not been made.
63. No notice need be given of a poll not taken forthwith if the time and place at which it is to be taken are announced at the meeting in respect of which it is demanded. In any other case, at least seven clear days' notice shall be given specifying the time and place at which the poll is to be taken.

VOTES OF MEMBERS

64. Subject to any rights or restrictions attached to any shares, on a show of hands every member who (being an individual) is present in person or (being a corporation) is present by a duly authorised representative who is not himself a member entitled to vote, shall have one vote, and on a poll every member shall have one vote for every share of which he is the holder.
65. In the case of joint holders the vote of the senior who tenders a vote shall be accepted to the exclusion of the votes of the other joint holders, and seniority shall be determined by the order in which the names of the holders stand in the register of members.
66. A member in respect of whom an order has been made by any court having jurisdiction (whether in the United Kingdom or elsewhere) in matters concerning mental disorder may vote, on a show of hands or on a poll, by any person authorised in that behalf by that court, who may on a poll vote by proxy. Evidence to the satisfaction of the directors of the authority of the person claiming the right to vote shall be deposited at or sent to the Office, or such other place as is specified in accordance with these articles for the deposit or receipt of appointments of proxy, not

less than 48 hours before the time appointed for holding the meeting or adjourned meeting at which the right to vote is to be exercised, and in default the right to vote shall not be exercisable.

67. Unless the directors otherwise determine with a view to a member being entitled to vote or, as the case may be, not being entitled to vote, in respect the share in the Company, no member shall vote at any general meeting or at any separate meeting of the holders of any class of shares, either in person or by representative or proxy, in respect of any share held by him unless all amounts presently payable by him in respect of that share have been paid.
68. No objection shall be raised to the qualification of any voter or to the counting of, or failure to count, any vote, except at the meeting or adjourned meeting at which the vote objected to is tendered. Subject to any objection made in due time, every vote counted and not disallowed at the meeting shall be valid and every vote disallowed or not counted shall be invalid. Any objection made in due time shall be referred to the chairman whose decision shall be final and conclusive.
69. On a poll votes may be given either personally or by representative or proxy (who need not be a member). A member entitled to more than one vote need not, if he votes, use all his votes or cast all the votes he uses the same way. A member may appoint more than one proxy to attend on the same occasion. Submitting an appointment of proxy shall not preclude a member from attending and voting at the meeting or at any adjournment of it.
70. Subject to article 71 below, an appointment of a proxy shall be in writing in any usual form or in any other form which the directors may approve and shall be executed by or on behalf of the appointor which in the case of a corporation may be either under its common seal or under the hand of a duly authorised officer.
71. The directors may allow the appointment of a proxy to be contained in an electronic communication subject to any requirements as to authentication of the appointment and any limitations, restrictions or conditions as the directors may think fit.
72. The appointment of a proxy and any authority under which it is executed or a copy of the authority certified notarially or in some other way approved by the directors may -
 - (a) in the case of an appointment of proxy in writing be deposited at the Office or at such other place as is specified in the notice convening the meeting, or in any appointment of proxy sent by the Company in relation to the meeting, not less than 48 hours before the time for holding the meeting or adjourned meeting at which the person named in the appointment of proxy proposes to vote; or
 - (b) in the case of an appointment contained in an electronic communication, be received at the address specified in the notice convening the meeting, or in any appointment of proxy sent out by the Company in relation to the meeting, or in any invitation to appoint a proxy issued by the Company in relation to the meeting, not less than 48 hours before the time for holding the meeting or

adjourned meeting at which the person named in the appointment of proxy proposes to vote; or

- (c) in the case of a poll taken more than 48 hours after it was demanded, be deposited or received as aforesaid after the poll has been demanded and not less than 24 hours before the time appointed for taking the poll; or
 - (d) where the poll is not taken forthwith but is taken not more than 48 hours after it was demanded, be delivered at the meeting to the chairman or to the secretary or any director
- and an appointment of proxy which is not deposited, delivered or received in a manner so permitted shall be invalid.
73. A vote given or poll demanded by proxy or by the duly authorised representative of a corporation shall be valid notwithstanding the previous determination of the authority of the person voting or demanding a poll, unless notice of the determination was received by the Company at the Office, or at such other place at which an appointment of proxy may be duly deposited or the address where an appointment contained in an electronic communication may be duly received, before the commencement of the meeting or adjourned meeting at which the vote is given or the poll demanded or (in the case of a poll not taken on the same day as the meeting or adjourned meeting) the time appointed for taking the poll.
74. The appointment of a proxy to vote at a meeting shall be deemed also to confer authority to demand or join in demanding a poll (and for the purposes of these articles a demand for a poll made by a person as proxy for a member or as the duly authorised representative of a corporate member shall be the same as a demand made by the member).
75. The directors may at the expense of the Company send or make available invitations to appoint a proxy to the members by post or by electronic communications or otherwise (with or without provision for their return prepaid) for use at any general meeting or at any separate meeting of the holders of any class of shares, either in blank or nominating in the alternative any one or more of the directors or any other person. If for the purpose of any meeting invitations to appoint as proxy a person or one of a number of persons specified in the invitations are issued at the Company's expense, they shall be issued to all (and not to some only) of the members entitled to be sent a notice of the meeting and to vote at it. The accidental omission to send or make available such an appointment of proxy or give such an invitation to, or the non-receipt thereof by, any member entitled to attend and vote at a meeting shall not invalidate the proceedings at that meeting.
76. Where two or more valid but differing appointments of proxy are received in respect of the same share for use at the same meeting, the one which is last sent shall be treated as replacing and revoking the other or others. If the Company is unable to determine which is last sent, the one which is last received shall be so treated. If the Company is unable to determine either which is last sent or which is last received, none of them shall be treated as valid in respect of that share.

CORPORATIONS ACTING BY REPRESENTATIVES

77. Any corporation which is a member of the Company may, by resolution of its directors or other governing body, authorise such person as it thinks fit to act as its representative at any meeting of the Company, or at any separate meeting of the holders of any class of shares. The person so authorised shall be entitled to exercise the same power on behalf of the corporation as the corporation could exercise if it were an individual member of the Company, and the corporation shall for the purposes of these articles be deemed to be present in person at any such meeting if a person so authorised is present at it.

DIRECTORS

78. Unless otherwise determined by the Company by ordinary resolution the number of directors (other than alternate directors) shall not be more than twenty but shall not be less than three.
79. A director shall not require a share qualification.
80. Without limitation to the powers of the directors with regard to the offices of managing director, chief executive and other executive offices under article 100, until otherwise determined by the Company by ordinary resolution, there shall be paid to the directors (other than alternate directors) such fees for their services in the office of director as the directors may determine (not exceeding in the aggregate an annual sum of £200,000³ or such larger amount as the Company may by ordinary resolution decide) divided between the directors as they agree, or, failing agreement, equally. The fees shall be deemed to accrue from day to day. The directors may also be paid all travelling, hotel and other expenses properly incurred by them in connection with their attendance at meetings of the directors or of committees of the directors or general meetings or separate meetings of the holders of any class of shares or otherwise in connection with the discharge of their duties as directors.

³ Increased to £300,000 by ordinary resolution of the Company dated 6 May 1999.

ALTERNATE DIRECTORS

81. Any director (other than an alternate director) may appoint any other director, or any other person approved by resolution of the directors and willing to act, to be an alternate director and may remove from office an alternate director appointed by him.
82. An alternate director shall (unless he is absent from the United Kingdom and France) be entitled to receive notices of meetings of the directors and of committees of the directors of which his appointor is a member, to attend and vote at any such meeting at which the director appointing him is not present, and generally to perform all the functions of his appointor as a director in his absence, but shall not (unless the Company by ordinary resolution otherwise determines) be entitled to any fees for his services as an alternate director.
83. An alternate director shall cease to be an alternate director if his appointor ceases to be a director; but, if a director retires by rotation or otherwise but is reappointed or deemed to have been re-appointed at the meeting at which he retires, any appointment of an alternate director made by him which was in force immediately prior to his retirement shall continue after his reappointment.
84. An appointment or removal of an alternate director shall be by notice to the Company executed by the director making or revoking the appointment or in any other manner approved by the directors.
85. Save as otherwise provided in these articles, an alternate director shall be deemed for all purposes to be a director and shall alone be responsible for his own acts and defaults, and he shall not be deemed to be the agent of the director appointing him.

POWERS OF DIRECTORS

86. The business of the Company shall be managed by the directors who subject to the provisions of the Act, the memorandum and these articles and to any directions given by special resolution, may exercise all the powers of the Company. No alteration of the memorandum or these articles and no such directions shall invalidate any prior act of the directors which would have been valid if that alteration had not been made or that direction had not been given. The powers given by this article shall not be limited by any special power given to the directors by these articles and a meeting of the directors at which a quorum is present may exercise all powers exercisable by the directors.
87. The directors may exercise all the powers of the Company to borrow money and to mortgage or charge its undertaking, property and uncalled capital or any part thereof and subject to the provisions of the Act and to the provisions of these articles to issue debentures, debenture stock and other securities whether outright or as security for any debt, liability or obligation of the Company or of any third party.

DELEGATION OF DIRECTORS' POWERS

88. (1) The directors may delegate any of their powers -
- (a) to any managing director or any director holding any other executive office; and
 - (b) subject to paragraph (c) to any committee consisting of one or more directors and (if thought fit) one or more other persons, but a majority of the members of the committee shall be directors and no resolution of the committee shall be effective unless a majority of those present when it is passed are directors.
- (2) Any such delegation may be subject to any conditions the directors impose and either collaterally with or to the exclusion of their own powers and may be revoked or altered. Subject as aforesaid, the proceedings of any committee with three or more members shall be governed by such of these articles as regulate the proceedings of directors so far as they are capable of applying.
89. The directors may, by power of attorney or otherwise, appoint any person, whether nominated directly or indirectly by the directors, to be the agent of the Company for such purposes and with such powers and subject to such conditions as they think fit, and any such appointment may contain such provisions for the protection and convenience of persons dealing with the agent as the directors may think fit, and may also authorise the agent to sub-delegate all or any of the powers vested in him.

APPOINTMENT AND RETIREMENT OF DIRECTORS

90. At the annual general meeting in every year one-third of the directors who are subject to retirement by rotation or, if their number is not three or a multiple of three, the number nearest to one-third, shall retire from office; but, if there is only one director who is subject to retirement by rotation, he shall retire.
91. Subject to the provisions of the Act and to the following provisions of these articles, the directors to retire by rotation shall be those who have been longest in office since their last appointment or reappointment, but as between persons who became or were last reappointed directors on the same day those to retire shall (unless they otherwise agree among themselves) be determined by lot.
92. If the Company, at the meeting at which a director retires by rotation, does not fill the vacancy the retiring director shall, if willing to act, be deemed to have been reappointed unless at the meeting it is resolved not to fill the vacancy or a resolution for the reappointment of the director is put to the meeting and lost.
93. (1) No person other than a director retiring by rotation shall be appointed or reappointed a director at any general meeting unless -
- (a) he is recommended by the directors; or

- (b) not less than seven nor more than thirty-five days before the date appointed for holding the meeting, notice executed by a member qualified to vote on the appointment or reappointment has been given to the Company of the intention to propose that person for appointment or reappointment, stating the particulars which would, if he were appointed or reappointed, be required to be included in the Company's register of directors, together with notice executed by that person of his willingness to be appointed or reappointed.
- (2) Not less than three nor more than twenty-eight days before the date appointed for holding a general meeting notice shall be given to all who are entitled to receive notice of the meeting of any person in respect of whom notice has been duly given to the Company under paragraph (1) of this article. The notice under this paragraph shall give the particulars of that person stated in the notice under paragraph (1).
94. At a general meeting a motion for the appointment of two or more persons as directors by a single resolution shall not be made, unless a resolution that it shall be so made has been first agreed to by the meeting without any vote being given against it, and for the purposes of this article a motion for approving a person's appointment or for nominating a person for appointment shall be treated as a motion for his appointment.
95. Subject as aforesaid, the Company may by ordinary resolution appoint a person who is willing to act to be a director, either to fill a vacancy or as an additional director, and may also determine the rotation in which any additional directors are to retire.
96. The directors may appoint a person who is willing to act to be a director, either to fill a vacancy or as an additional director, provided that the appointment does not cause the number of directors to exceed any number fixed as the maximum number of directors. A director so appointed shall retire at the next following annual general meeting and shall not be taken into account in determining the directors who are to retire by rotation at the meeting.
97. Subject as aforesaid, a director who retires at an annual general meeting may be reappointed. If he is not reappointed or deemed to have been reappointed, he shall retain office until the meeting appoints someone in his place or, if it does not do so, until the end of the meeting.

DISQUALIFICATION AND REMOVAL OF DIRECTORS

98. Without prejudice to the provisions of the Act, the Company may, by ordinary resolution, remove a director before the expiration of his period of office (but such removal shall be without prejudice to any claim to damages for breach of any contract of service between the director and the Company) and may, by ordinary resolution, appoint another person instead of him. A person so appointed shall be subject to retirement at the same time as if he had become a director on the day on which the director in whose place he is appointed was last appointed or reappointed a director.
99. The office of a director shall be vacated if -
 - (a) he ceases to be a director by virtue of any provision of the Act or he becomes prohibited by law from being a director; or
 - (b) he becomes bankrupt or makes any arrangement or composition with his creditors generally; or
 - (c) he is, or may be, suffering from mental disorder and either -
 - (i) he is admitted to hospital in pursuance of an application for admission for treatment under the Mental Health Act 1983 or, in Scotland, an application for admission under the Mental Health (Scotland) Act 1960; or
 - (ii) an order is made by a court having jurisdiction (whether in the United Kingdom or elsewhere) in matters concerning mental disorder for his detention or for the appointment of any person to exercise powers with respect to his property or affairs; or
 - (d) he resigns his office by notice in writing to the Company; or
 - (e) in the case of a director who holds any executive office, his appointment as such is terminated or expires and the directors resolve that his office be vacated; or
 - (f) he is absent for more than six consecutive months without permission of the directors from meetings of the directors held during that period and the directors resolve that his office be vacated; or
 - (g) he is requested in writing by all the other directors to resign.

DIRECTORS' APPOINTMENTS AND INTERESTS

100. The directors may appoint one or more of their number to the office of managing director and/or chief executive or to any other executive office under the Company and, subject to the provisions of the Act, any such appointment may be made for such term, at such remuneration and on such other conditions as the directors think fit. Unless otherwise agreed in the contract of service between the director and the Company any appointment of a director to an executive office shall terminate if he ceases to be a director but without prejudice to any claim to damages for breach of the contract of service between the director and the Company.
101. For the purposes of section 175 of the Companies Act 2006, the board may authorise any matter proposed to it in accordance with these articles which would, if not so authorised, involve a breach of duty by a director under that section, including, without limitation, any matter which relates to a situation in which a director has, or can have, an interest which conflicts, or possibly may conflict, with the interests of the company. Any such authorisation will be effective only if:
 - (a) any requirement as to quorum at the meeting at which the matter is considered is met without counting the director in question or any other interested director; and
 - (b) the matter was agreed to without their voting or would have been agreed to if their votes had not been counted.

The board may (whether at the time of the giving of the authorisation or subsequently) make any such authorisation subject to any limits or conditions it expressly imposes but such authorisation is otherwise given to the fullest extent permitted. The board may vary or terminate any such authorisation at any time.

For the purposes of the articles, a conflict of interest includes a conflict of interest and duty and a conflict of duties, and interest includes both direct and indirect interests.

102. Provided that he has disclosed to the board the nature and extent of his interest (unless the circumstances referred to in section 177(5) or section 177(6) of the Companies Act 2006 apply, in which case no such disclosure is required) a director notwithstanding his office:
 - (a) may be a party to, or otherwise interested in, any transaction or arrangement with the Company or in which the Company is otherwise (directly or indirectly) interested;
 - (b) may act by himself or his firm in a professional capacity for the Company (otherwise than as auditor) and he or his firm shall be entitled to remuneration for professional services as if he were not a director; and

- (c) may be a director or other officer of, or employed by, or a party to a transaction or arrangement with, or otherwise interested in, any body corporate:
- (i) in which the Company is (directly or indirectly) interested as shareholder or otherwise; or
- (ii) which is the parent undertaking of the Company or a subsidiary undertaking of any parent undertaking of the Company; or
- (iii) with which he has such a relationship at the request or direction of the Company or any parent undertaking of the Company or a subsidiary undertaking of any parent undertaking of the Company.
103. A director shall not, by reason of his office, be accountable to the Company for any remuneration or other benefit which he derives from any office or employment or from any transaction or arrangement or from any interest in any body corporate:
- (a) the acceptance, entry into or existence of which has been approved by the board pursuant to article 101 (subject, in any such case, to any limits or conditions to which such approval was subject); or
- (b) which he is permitted to hold or enter into by virtue of paragraph (a), (b) or (c) of article 102,
- nor shall the receipt of any such remuneration or other benefit constitute a breach of his duty under section 176 of the Companies Act 2006.
104. Any disclosure required by article 102 may be made at a meeting of the board, by notice in writing or by general notice or otherwise in accordance with section 177 of the Companies Act 2006.
105. A director shall be under no duty to the Company with respect to any information which he obtains or has obtained otherwise than as a director of the company and in respect of which he owes a duty of confidentiality to another person. However, to the extent that his relationship with that other person gives rise to a conflict of interest or possible conflict of interest, this article applies only if the existence of that relationship has been approved by the board pursuant to article 101. In particular, the director shall not be in breach of the general duties he owes to the company by virtue of sections 171 to 177 of the Companies Act 2006 because he fails:
- (a) to disclose any such information to the board or to any director or other officer or employee of the company; and/or
- (b) to use or apply any such information in performing his duties as a director of the Company.
106. Where the existence of a director's relationship with another person has been approved by the board pursuant to article 101 and his relationship with that person gives rise to a conflict of interest or possible conflict of interest, the director shall not

be in breach of the general duties he owes to the company by virtue of sections 171 to 177 of the Companies Act 2006 because he:

- (a) absents himself from meetings of the board at which any matter relating to the conflict of interest or possible conflict of interest will or may be discussed or from the discussion of any such matter at a meeting or otherwise; and/or
- (b) makes arrangements not to receive documents and information relating to any matter which gives rise to the conflict of interest or possible conflict of interest sent or supplied by the company and/or for such documents and information to be received and read by a professional adviser,

for so long as he reasonably believes such conflict of interest or possible conflict of interest subsists.

107. The provisions of articles 105 and 106 are without prejudice to any equitable principle or rule of law which may excuse the director from:

- (a) disclosing information, in circumstances where disclosure would otherwise be required under these articles; or
- (b) attending meetings or discussions or receiving documents and information as referred to in article 106, in circumstances where such attendance or receiving such documents and information would otherwise be required under these articles.

DIRECTORS' GRATUITIES AND PENSIONS

108. (1) The directors may provide benefits, whether by the payment of gratuities or pensions or by insurance or otherwise, for any director who has held but no longer holds any executive office or employment with the Company or with any body corporate which is or has been a subsidiary of the Company or a predecessor in business of the Company or of any such subsidiary or with any partnership or group d'intérêt économique in which the Company or any of its subsidiaries is a partner or member, and for any member of his family (including a spouse and a former spouse) or any person who is or was dependent on him and may (as well before as after he ceases to hold such office or employment) contribute to any fund and pay premiums for the purchase or provision of any such benefit.

(2) Without prejudice to the provisions of article 144 the directors shall have the power to purchase and maintain insurance for or for the benefit of any persons who are or were at any time directors, officers, employees or auditors of the Company, or of any other company which is its holding company or in which the Company or such holding company has any interest whether direct or indirect or which is in any way allied to or associated with the Company, or of any subsidiary undertaking of the Company or any such other company, or who are or were at any time trustees of any pension fund in which employees

of the Company or any such other company or subsidiary undertaking are interested, including (without prejudice to the generality of the foregoing) insurance against any liability incurred by such persons in respect of any act or omission in the actual or purported execution or discharge of their duties or in the exercise or purported exercise of their powers or otherwise in relation to their duties, powers or offices in relation to the Company or any such other company, subsidiary undertaking or pension fund.

PROCEEDINGS OF DIRECTORS

109. (1) Subject to the provisions of these articles, the directors may regulate their proceedings as they think fit.
 - (2) A director may, and the secretary at the request of a director shall, call a meeting of the directors. Subject to paragraph (3) of this article, it shall not be necessary to give notice of a meeting to a director who is absent from the United Kingdom and France. Any director may waive notice of a meeting and any such waiver may be retrospective.
 - (3) If a director gives notice to the Company of an address in the United Kingdom or France at which notice of meetings of the directors is to be given to him when he is absent from the United Kingdom and France, he shall, if so absent, be entitled to have notice given to him at that address; but the Company shall not be obliged by virtue of this paragraph to give any director a longer period of notice than he would have been entitled to had he been present in the United Kingdom or France at that address.
 - (4) Questions arising at a meeting shall be decided by a majority of votes. In case of an equality of votes, the chairman shall have a second or casting vote. A director who is also an alternate director shall be entitled in the absence of his appointor to a separate vote on behalf of his appointor in addition to his own vote.
110. No business shall be transacted at any meeting of the directors unless a quorum is present. The quorum may be fixed by the directors and unless so fixed at any other number shall be three. An alternate director who is not himself a director shall, if his appointor is not present, be counted in the quorum.
111. The continuing directors or a sole continuing director may act notwithstanding any vacancies in their number, but, if the number of directors is less than the number fixed as the quorum, the continuing directors or director may act only for the purpose of filling vacancies or of calling a general meeting.
112. A meeting of the directors or members of a committee of the directors, some or all of whom are in different places, may be carried out by means of video conference equipment designed to allow each director to hear each of the other participating directors addressing the meeting and, if he so wishes, to see and address each of the other participating directors simultaneously.

Taking part in this way will be treated as being present at the meeting. A meeting held in this way shall be treated as taking place where the largest group of participants is assembled or, if no such group is readily identifiable, where the chairman is, unless the directors decide otherwise.

113. The directors may elect from their number, and remove, a chairman and a vice-chairman of the board of directors. The chairman, or in his absence the vice-chairman, shall preside at all meetings of the directors, but if there is no chairman or vice-chairman, or if at the meeting neither the chairman nor the vice chairman is present within five minutes after the time appointed for the meeting, or if neither of them is willing to act as chairman, the directors present may choose one of their number to be chairman of the meeting.
114. All acts done by a meeting of the directors, or of a committee of the directors, or by a person acting as a director, shall notwithstanding that it may afterwards be discovered that there was a defect in the appointment of any director or that any of them were disqualified from holding office, or had vacated office, or were not entitled to vote, be as valid as if every such person had been duly appointed and was qualified and had continued to be a director and had been entitled to vote.
115. A resolution in writing executed by all the directors entitled to receive notice of a meeting of the directors or of a committee of the directors shall be as valid and effectual as if it had been passed at a meeting of the directors or (as the case may be) a committee of the directors duly convened and held, and may consist of several documents in the like form each executed by one or more directors, but a resolution executed by an alternate director need not also be executed by his appointor and, if it is executed by a director who has appointed an alternate director, it need not also be executed by the alternate director in that capacity.
116. (1) Save as otherwise provided by these articles, a director shall not vote at a meeting of the directors on any resolution concerning a matter in which he has, directly or indirectly, a material interest (other than an interest in shares, debentures or other securities of, or otherwise in or through, the Company), unless his interest arises only because the case falls within one or more of the following sub-paragraphs -
 - (a) his interest arises by virtue of his being a director (including an executive director) of TNU SA or any subsidiary thereof or an employee or consultant of a partnership or groupe d'intérêt économique in which the Company or any subsidiary is a partner or member;
 - (b) the resolution relates to the giving to him of a guarantee, security, or indemnity in respect of money lent to, or an obligation incurred by him for the benefit of, the Company or any of its subsidiaries;
 - (c) the resolution relates to the giving to a third party of a guarantee, security, or indemnity in respect of an obligation of the Company or any of its subsidiaries for which the director has assumed responsibility in whole or part and whether alone or jointly with others under a guarantee or indemnity or by the giving of security;

- (d) his interest arises by virtue of his being, or intending to become, a participant in the underwriting or sub-underwriting of an offer of any shares in or debentures or other securities of the Company for subscription, purchase or exchange;
- (e) the resolution relates in any way to a retirement benefits scheme which has been approved, or is conditional upon approval, by the Board of Inland Revenue for taxation purposes;
- (f) the resolution relates to an arrangement for the benefit of the employees of the Company or any of its subsidiaries or of any partnership or groupe d'intérêt économique in which the Company or any subsidiary is a partner or member, including but without being limited to an employees' share scheme, which does not accord to any director as such any privilege or advantage not generally accorded to the employees to whom the arrangement relates;
- (g) the resolution relates to a transaction or arrangement with any other company in which he is interested, directly or indirectly, provided that he is not the holder of or beneficially interested in one per cent or more of the equity share capital of that company (or of any other company through which his interest is derived) and not entitled to exercise one per cent or more of the voting rights available to members of the relevant company;
- (h) the resolution relates to any proposal concerning any insurance which the Company is empowered to purchase or maintain for or for the benefit of any directors of the Company or for persons who include directors of the Company provided that for the purposes of this paragraph insurance shall mean only insurance against liability incurred by a director in respect of any such act or omission by him that is referred to in article 108(2) or any other insurance which the Company is empowered to purchase or maintain for or for the benefit of any group of persons consisting of or including directors of the Company.
- (2) For the purposes of this article, an interest of any person who is for any purpose of the Act (excluding any statutory modification thereof not in force when these articles became binding on the Company) connected with a director shall be taken to be the interest of that director and, in relation to an alternate director, an interest of his appointor shall be treated as an interest of the alternate director without prejudice to any interest which the alternate director has otherwise.
117. A director shall not be counted in the quorum present at a meeting in relation to a resolution on which he is not entitled to vote.
118. The Company may by ordinary resolution suspend or relax to any extent, either generally or in respect of any particular matter, any provision of these articles

prohibiting a director from voting at a meeting of the directors or of a committee of the directors.

119. Where proposals are under consideration concerning the appointment of two or more directors to offices or employments with the Company or any body corporate partnership or groupe d'intérêt économique in which the Company is interested, the proposals may be divided and considered in relation to each director separately and (provided he is not under article 116(1)(g) or any of the other preceding provisions of these articles or for any other reason precluded from voting) each of the directors concerned shall be entitled to vote and be counted in the quorum in respect of each resolution except that concerning his own appointment.
120. If a question arises at a meeting of the directors as to the right of a director to vote, the question may, before the conclusion of the meeting, be referred to the chairman of the meeting (or, if the director concerned is the chairman, to the other directors at the meeting), and his ruling in relation to any director other than himself (or, as the case may be, the ruling of the majority of the other directors in relation to the chairman) shall be final and conclusive.

MINUTES

121. The directors shall cause minutes to be made in books kept for the purpose -
 - (a) of all appointments of officers made by the directors; and
 - (b) of all proceedings at meetings of the Company, of the holders of any class of shares in the Company, and of the directors, and of committees of the directors, including the names of the directors present at each such meeting.

SECRETARY

122. Subject to the provisions of the Act, the secretary shall be appointed by the directors for such term, at such remuneration and on such other conditions as they think fit and any secretary so appointed may be removed by them.

THE SEAL

123. The seal shall be used only by the authority of a resolution of the directors or of a committee of the directors. The directors may determine whether any instrument to which the seal is affixed, shall be signed and, if it is to be signed, who shall sign it. Unless otherwise so determined -
 - (a) share certificates in respect of shares in certificated form and, subject to the provisions of any instrument constituting the same, certificates issued under the seal in respect of any warrants, debentures or other securities in certificated form, need not be signed and any signature may be affixed to any such certificate by any mechanical means approved by the directors; and
 - (b) every other instrument to which the seal is affixed shall be signed by one director and by the secretary or another director.

124. Subject to the provisions of the Act, the Company may have an official seal for use in any place abroad.

DIVIDENDS

125. Subject to the provisions of the Act, the Company may by ordinary resolution declare dividends in accordance with the respective rights of the members, but no dividend shall exceed the amount recommended by the directors.
126. Subject to the provisions of the Act, the directors may pay interim dividends if it appears to them that they are justified by the profits of the Company available for distribution. If the share capital is divided into different classes, the directors may pay interim dividends on shares which confer deferred or non-preferred rights with regard to dividend as well as on shares which confer preferential rights with regard to dividend, but no interim dividend shall be paid on shares carrying deferred or non-preferred rights if, at the time of payment, any preferential dividend is in arrear. The directors may also pay at intervals settled by them any dividend payable at a fixed rate if it appears to them that the profits available for distribution justify the payment. If the directors act in good faith they shall not incur any liability to the holders of shares conferring preferred rights for any loss they may suffer by the lawful payment of an interim dividend or any shares having deferred or non-preferred rights.
127. Except as otherwise provided by these articles or the rights attached to shares, all dividends shall be declared and paid according to the amounts paid up in respect of the nominal value of the shares (otherwise than in advance of calls) on which the dividend is paid. If any share is issued on terms that it ranks for dividend as from a particular date, it shall rank for dividend accordingly. In any other case, dividends shall be apportioned and paid proportionately to the amounts paid up on the shares during any portion or portions of the period in respect of which the dividend is paid. The directors may make arrangements to allow shareholders to receive dividends in currencies other than sterling using, for this purpose, such rates of exchange as the directors think fit.
128. A general meeting declaring a dividend may, upon the recommendation of the directors, direct that it shall be satisfied wholly or partly by the distribution of assets and, where any difficulty arises in regard to the distribution, the directors may settle the same and in particular may issue fractional certificates (or ignore fractions) and fix the value for distribution of any assets, and may determine that cash shall be paid to any member upon the footing of the value so fixed in order to adjust the rights of members, and may vest any assets in trustees.
129. Any dividend or other money payable in respect of a share may be paid by cheque sent by post to the registered address of the person entitled or, if two or more persons are the holders of the share or are jointly entitled to it by reason of the death or bankruptcy of the holder, to the registered address of that one of those persons who is first named in the register of members or to such person and to such address as the person or persons entitled may by notice direct. Every cheque shall be made payable to the order of the person or persons entitled or to such other person as the person or persons entitled may by notice direct and payment of the cheque shall be a good discharge to

the Company. Any joint holder or other person jointly entitled to a share as aforesaid may give receipts for any dividend or other money payable in respect of the share.

130. No dividend or other money payable in respect of a share shall bear interest against the Company, unless otherwise provided by the rights attached to the share.
131. Any dividend which has remained unclaimed for twelve years from the date when it became due for payment shall, if the directors so resolve, be forfeited and cease to remain owing by the Company.

CAPITALISATION OF PROFITS

132. The directors may with the authority of an ordinary resolution of the Company -
 - (a) subject as hereinafter provided, resolve to capitalise any undivided profits of the Company not required for paying any preferential dividend (whether or not they are available for distribution) or any sum standing to the credit of the Company's share premium account or capital redemption reserve;
 - (b) appropriate the sum resolved to be capitalised to the members in proportion to the nominal amounts of the shares (whether or not fully paid) held by them respectively which would entitle them to participate in a distribution of that sum if the shares were fully paid and the sum were then distributable and were distributed by way of dividend and apply such sum on their behalf either in or towards paying up the amounts, if any, for the time being unpaid on any shares held by them respectively, or in paying up in full unissued shares or debentures of the Company of a nominal amount equal to that sum, and allot the shares or debentures credited as fully paid to those members or as they may direct, in those proportions, or partly in one way and partly in the other, but the share premium account, the capital redemption reserve, and any profits which are not available for distribution may, for the purposes of this article, only be applied in paying up unissued shares to be allotted to members credited as fully paid;
 - (c) resolve that any shares so allotted to any member in respect of a holding by him of any partly paid shares shall so long as such shares remain partly paid rank for dividend only to the extent that the latter shares rank for dividend;
 - (d) make such provision by the issue of fractional certificates (or by ignoring fractions) or by payment in cash or otherwise as they determine in the case of shares or debentures becoming distributable in fractions;
 - (e) authorise any person to enter on behalf of all the members concerned into an agreement with the Company providing for the allotment to them respectively, credited as fully paid, of any further shares to which they are entitled upon such capitalisation, any agreement made under such authority being binding on all such members; and
 - (f) generally do all acts and things required to give effect to such resolution as aforesaid.

RECORD DATES

133. Notwithstanding any other provision of these articles, but without prejudice to any rights attached to any existing shares, the Company or the directors may fix a date as the record date by reference to which a dividend will be declared or paid or a distribution, allotment or issue made, and that date may be before, on or after the date on which the dividend, distribution, allotment or issue is declared, paid or made.

ACCOUNTS

134. No member (other than a director) shall have any right of inspecting any accounting record or other document of the Company except as conferred by statute or authorised by the directors or by ordinary resolution of the Company.
135. A printed copy of the directors' and auditors' reports accompanied by printed copies of the balance sheet and every document required by the Act to be annexed to the balance sheet shall, not less than twenty-one clear days before the annual general meeting before which they are to be laid, be delivered or sent by post to the auditors and be delivered or sent by post or, if the directors so permit, sent by electronic communications in accordance with the provisions relating to notices in articles 136 and 137 below, to every member and holder of debentures of the Company; but this article shall not require a copy of those documents to be sent to any member or holder of debentures of whose address the Company is unaware or to more than one of the joint holders of any shares or debentures. If all or any of the shares in or debentures of the Company are listed or dealt in on any stock exchange, there shall at the same time be forwarded to the secretary of that stock exchange such number of copies of each of those documents as may be required by the regulations of that stock exchange. Provided that the requirements of this article in relation to the documentation to be sent to members shall be deemed to be satisfied by sending to each member where permitted by the Act and in lieu of the said copies, a summary financial statement derived from the Company's annual accounts and the directors' report in the form and containing the information prescribed by the Act and any regulations made thereunder.

NOTICES

136. Any notice to be given to or by any person pursuant to these articles shall be in writing or, if the directors so permit, given using electronic communications, except that a notice calling a meeting of the directors need not be either in writing or given using electronic communications.
137. The Company may give any notice to a member either personally or by sending it by post in a prepaid envelope posted in the United Kingdom or France addressed to the member at his registered address or by leaving it at that address or by giving it using electronic communications to an address for the time being notified by the member to the Company for that purpose. Notice is also to be treated as given to a member where-
 - (a) the Company and the member have agreed that such notices to be given to that member may instead be accessed by him on a web site;

- (b) that member is notified, in a manner for the time being agreed between him and the Company for the purpose, of:-
- (i) the publication of the notice on a web site;
 - (ii) the address of that web site;
 - (iii) the place on that web site where the notice may be accessed, and how it may be accessed; and
- (c) where the notice in question is a notice of a meeting, the notice continues to be published on that web site throughout the period beginning with the giving of that notification and ending with the conclusion of the meeting, save that if the notice is published for part only of that period then failure to publish the notice throughout that period shall not invalidate the proceedings of the meeting where such failure is wholly attributable to circumstances which it would not be reasonable to have expected the Company to prevent or avoid and provided always that Article 48 shall apply to such notice as it does to any other notice of meeting.

In the case of joint holders of a share, all notices shall be given to the joint holder whose name stands first in the register of members in respect of the joint holding and notice so given shall be sufficient notice to all the joint holders. A member whose registered address is not within the United Kingdom or France and who gives to the Company an address (not being an address for the purposes of electronic communications) within the United Kingdom or France at which notices may be given to him shall be entitled to have notices given to him at that address, but otherwise no such member shall be entitled to receive any notice from the Company.

138. A member present either in person or by proxy, or in the case of a corporate member by a duly authorised representative, at any meeting of the Company or of the holders of any class of shares shall be deemed to have received notice of the meeting and, where requisite, of the purposes for which it was called.
139. Every person who becomes entitled to a share shall be bound by any notice in respect of that share which, before his name is entered in the register of members, has been given to the person from whom he derives his title; but this article does not apply to a notice given under section 212 of the Act.
140. Any notice to be given by the Company to the members or any of them, and not provided for by or pursuant to these articles, including any notice required to be given to the holders of bearer certificates, shall be sufficiently given if given by advertisement inserted once in at least one national daily newspaper published in the United Kingdom and one leading daily newspaper published in France. The holders of bearer shares shall not in any other manner be entitled to any notice by the Company.
141. A notice sent by post shall be deemed to have been given on the day following that on which the envelope containing the notice was posted in the United Kingdom or France. Proof that the envelope was properly addressed, prepaid and posted shall be conclusive evidence that notice was given. A notice given by advertisement shall be

deemed to have been served on the day on which the advertisement is published or, if published more than once, on the first day it is published. A notice contained in an electronic communication shall be deemed to have been given on the day following that on which it was sent or, in the case of the publication of a notice on a web site, on the day following that on which the member is notified of such publication in accordance with Article 137. Proof that a notice contained in an electronic communication was sent in accordance with the Institute of Chartered Secretaries and Administrators' Guidance (in issue at the time the relevant notice was given) shall be conclusive evidence that notice was given.

142. A notice may be given by the Company to the person entitled to a share in consequence of the death or bankruptcy of a member by sending or delivering it in any manner authorised by these articles for the giving of notice to a member addressed to that person by name, or by the title of representative of the deceased or trustee of the bankrupt or by any like description, at the address, if any, within the United Kingdom or France supplied for that purpose by the person claiming to be so entitled. Until such an address has been supplied, a notice may be given in any manner in which it might have been given if the death or bankruptcy had not occurred.

WINDING UP

143. If the Company is wound up, the liquidator may, with the sanction of an extraordinary resolution and any other sanction required by the Act, divide among the members in specie the whole or any part of the assets of the Company and may, for that purpose, value any assets and determine how the division shall be carried out as between the members or different classes of members. The liquidator may, with the like sanction, vest the whole or any part of the assets in trustees upon such trusts for the benefit of the members as he may with the like sanction determine, but no member shall be compelled to accept any assets upon which there is a liability.

INDEMNITY

144. Subject to the provisions of and so far as may be consistent with the Act, but without prejudice to any indemnity to which a director may otherwise be entitled, every director or other officer or auditor of the Company shall be indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, expenses and liabilities incurred by him in the actual or purported execution or discharge of his duties or the exercise or purported exercise of his powers or otherwise in relation to or in connection with his duties, powers or office including (but without limitation) any liability incurred by him in defending any proceedings, whether civil or criminal, in which judgment is given in his favour (or the proceedings are otherwise disposed of without any finding or admission of any material breach of duty on his part) or in which he is acquitted or in connection with any application in which relief is granted to him by the court from liability for negligence, default, breach of duty or breach of trust in relation to the affairs of the Company or from liability to pay any amount in respect of shares acquired by a nominee of the Company.

**ANNEXE B /
SCHEDULE B**

STATUTS DE GROUPE EUROTUNNEL SA /

ARTICLES OF ASSOCIATION OF GROUPE EUROTUNNEL SA

STATUTS CERTIFIÉS CONFORMES

OSB 14265

GROUPE EUROTUNNEL S.A.

Société anonyme au capital de 190 825 291,61 euros
Siège social : 19 boulevard Malesherbes – 75008 PARIS
483 385 142 RCS PARIS

Greffé du Tribunal de
Commerce de Paris
I R

18 MARS 2010

N° DE DÉPOT 248920

STATUTS

Mis à jour le 18 Janvier 2010

TITRE I - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

Article 1er – Forme

La société est une société anonyme régie par les lois et règlements en vigueur sur les sociétés anonymes et par les présents statuts (désignée ci-après la *Société*).

Article 2 – Objet

La Société a pour objet :

- la prise de participation par voie d'achat, de souscription, d'apports ou d'échanges de droits sociaux, actions, parts d'intérêts ou autre, avec tout co-contractant français ou étranger, dans toute société ayant directement ou indirectement pour objet l'exploitation du tunnel sous la Manche entre la France et la Grande Bretagne ainsi que de toutes les autres liaisons fixes ;
- la participation, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;
- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, parmi lesquels notamment toute activité transport.

Article 3 – Dénomination

La dénomination de la Société est : "GROUPE EUROTUNNEL S.A."

Tous les actes et documents émanant de la Société doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société anonyme" ou des initiales "S.A." et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 – Siège

1° - Le siège social est fixé : 19 Boulevard Malesherbes – 75008 Paris

2° - Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

3° - Des sièges administratifs, succursales, bureaux et agences pourront être créés en France et à l'étranger par le conseil d'administration qui pourra ensuite les transférer ou les supprimer comme il l'entendra.

Article 5 – Durée

La durée de la Société est fixée à 99 années entières et consécutives, à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution ou de prorogation prévus aux présents statuts.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS - ACTIONS DE PREFERENCE

Article 6 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de cent quatre-vingt-dix millions huit cent vingt-cinq mille deux cent quatre-vingt-onze euros et soixante-et-un cents (190 825 291,61 euros).

Il est divisé en 477 063 229 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,40 euro ci-après dénommées Actions A, entièrement libérées et une action de préférence de catégorie B, entièrement libérée d'une valeur nominale de 0,01 euro ci-après dénommée l'Action.

Aux fins des présents statuts, toute référence au terme « actions » s'entendra par défaut, des Actions A le terme « actionnaire » ne visera que les détenteurs d'Actions A.

Article 7 – Modifications du capital social

1° - Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévus par la loi.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider, sur le rapport du conseil d'administration, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au conseil d'administration dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Si l'assemblée générale ou le conseil d'administration sur délégation de l'assemblée générale le décide expressément, les actionnaires bénéficient également d'un droit de souscription à titre réductible. L'assemblée qui décide ou autorise une augmentation de capital peut supprimer le droit préférentiel de souscription pour la totalité de l'augmentation de capital ou pour une ou plusieurs tranches de cette augmentation.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

2° - La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

3° - Le capital social pourra être amorti en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

4° La Société peut émettre des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature à titre temporaire ou permanent dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 8 – Libération des actions

1° - Sauf disposition contraire de la loi, les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du conseil d'administration, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai fixé par les dispositions législatives en vigueur à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des actionnaires quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, soit par lettres recommandées avec accusé de réception adressées à chaque titulaire d'actions, soit par avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social.

2° - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le conseil d'administration, les sommes exigibles seront productives, de plein droit et sans qu'il soit besoin d'une demande en justice ou d'une mise en demeure, d'un intérêt de retard, calculé jour par jour à partir de la date d'exigibilité, au taux de l'intérêt légal majoré de deux points.

Si dans le délai fixé lors de l'appel de fonds, certaines actions n'ont pas été libérées des versements exigibles, un mois après une mise en demeure spéciale et individuelle notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'actionnaire défaillant par la Société, elles cesseront de donner droit à l'admission et au vote dans les

assemblées d'actionnaires et seront déduites pour le calcul du quorum. Le droit aux dividendes et le droit préférentiel de souscription seront suspendus.

Si l'actionnaire se libère des sommes dues en principal et intérêts, il peut demander le versement des dividendes non prescrits ; mais il ne peut exercer une action du chef du droit préférentiel de souscription à une augmentation de capital après expiration du délai fixé pour l'exercice de ce droit.

A l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la mise en demeure prévue ci-dessus, si l'actionnaire n'a pas versé les sommes restant dues sur ses actions, la Société pourra procéder à leur mise en vente. La Société devra à cet effet :

- publier dans un journal d'annonces légales du département du siège social les numéros des actions mises en vente ;
- aviser le débiteur et, le cas échéant, le souscripteur et les cessionnaires successifs, de la mise en vente, par lettre recommandée contenant l'indication de la date et du numéro du journal dans lequel la publication a été effectuée.

Il est précisé que la vente ne pourra avoir lieu moins de quinze jours après l'envoi de la seconde lettre recommandée susvisée et donc au total moins de quarante cinq jours après la mise en demeure de l'actionnaire défaillant.

Plus rien alors ne pourra faire obstacle à la vente qui sera effectuée conformément aux dispositions légales, sans aucune autorisation en justice, aux enchères publiques par un prestataire de services d'investissements ou un notaire, ou en bourse à compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé. En conséquence de la vente des actions non libérées, l'inscription en compte de l'actionnaire défaillant sera annulée de plein droit ; l'acquéreur sera inscrit dans les comptes de la Société et pourra se faire délivrer une attestation de propriété indiquant la libération des versements appelés ; le produit de la cession reviendra à la Société à concurrence de ce qui était dû en principal et en intérêts par l'actionnaire défaillant, et en remboursement des frais qu'elle aura exposés pour parvenir à la vente ; l'actionnaire défaillant demeurera cependant débiteur ou profitera de la différence. S'il reste débiteur, il pourra être poursuivi pendant dix ans ; l'acquéreur jouira à partir de la date du transfert de propriété des droits attachés à l'action et sera tenu des versements complémentaires non encore appelés.

La Société peut également exercer l'action personnelle contre l'actionnaire défaillant et, le cas échéant, contre les précédents propriétaires des actions non libérées soit avant ou après la vente, soit en même temps que celle-ci.

Article 9 – Forme des actions

1° - Les actions de la Société sont nominatives. Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'actionnaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

2° - À compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé, les actions seront nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire sous réserve des dispositions législatives et réglementaires.

3° - L'Action B est nominative.

Article 10 – Transmission des Actions A et de l'Action B

1° - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires. La cession des actions, comme de toutes autres valeurs mobilières émises par la Société, s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et du cessionnaire si les actions ne sont pas entièrement libérées. A moins que les parties n'en ait convenu autrement, l'ordre de mouvement est enregistré le jour de sa réception sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dit « registre des mouvements ».

2° - À compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé, la transmission des actions comme de toutes autres valeurs mobilières émises par la Société s'opérera, par virement de compte à compte, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

3° - Les Actions A sont librement négociables. L'Action B est inaccessible.

4° - Les héritiers, représentants, ayants-droit ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit requérir l'apposition de scellés sur les biens et papiers de la Société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Article 11 – Droits des actionnaires

1° - Droits des détenteurs des Actions A

Chaque Action A donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

A compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé, un droit de vote double de celui conféré aux autres Actions A, en égard à la quotité du capital qu'elles représentent, sera attribué dans les conditions législatives et réglementaires à toutes les Actions A entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans, au nom du même actionnaire (étant précisé que ce délai de deux ans court à compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé).

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, ce droit de vote double sera conséré, dès leur émission, aux Actions A nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'Actions A anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

La fusion ou la scission de la Société sera sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la ou des sociétés bénéficiaires, si les statuts de celles-ci l'ont institué.

Toute Action A qui sera convertie au porteur ou transférée en propriété perdra le droit de vote double attribué en vertu des alinéas précédents. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré susceptible ne fera pas perdre le droit acquis et n'interrompra pas les délais prévus ci-dessus.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

Sauf disposition légale contraire, chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions anciennes pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange ou d'attribution de titres provenant d'une opération telle que : réduction de capital, augmentation du capital par incorporation de réserves, regroupement ou divisions d'actions, fusion, etc. donnant droit à un titre nouveau contre remise de plusieurs actions anciennes, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donneront aucun droit à leurs porteurs contre la Société, les actionnaires ayant à faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

2° Droits du détenteur de l'Action B

Aucun droit économique spécifique n'est attaché à l'Action B. En conséquence, l'Action B donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les autres droits attachés à l'Action B étant temporaires, ces droits sont précisés au Titre IX des présents statuts.

Article 12 – Indivisibilité des actions – Nuc propriété - Usufruit

1° - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2° - Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux assemblées générales. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

Les droits non pécuniaires attachés aux valeurs mobilières inscrites en compte joint sont exercés par l'un ou l'autre des co-titulaires dans les conditions déterminées par la convention d'ouverture de compte.

Article 13 – Obligations – Valeurs mobilières

1° - La Société peut dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur contracter des emprunts par voie d'émission d'obligations, avec ou sans garantie ou nantissement sur les biens mobiliers dépendant de l'actif social et avec ou sans hypothèque sur les immeubles sociaux.

2°- La Société peut également émettre dans les conditions légales et réglementaires en vigueur toutes valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance.

3°- La forme des obligations suit le même régime que celui des actions.

Article 14 – Identification des actionnaires

A compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé, la Société sera en droit de demander à l'organisme chargé de la compensation des titres, les éléments d'identification de ses actionnaires prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur (articles L. 228-2 et suivants du Code de commerce) à savoir : leur nom ou s'il s'agit de personnes morales, leur dénomination sociale, leur nationalité, leur adresse, la quantité de titres détenus par chacun d'eux, éventuellement les restrictions dont ces titres peuvent être frappés, l'année de naissance du titulaire ou, s'il s'agit d'une personne morale, la date de constitution de celle-ci.

TITRE III - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

Article 15 – Conseil d'administration

1° - La Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois à onze membres au plus. A compter de l'émission de l'Action B, la Société sera administrée par un conseil d'administration de huit à onze membres dont quatre administrateurs seront proposés pour nomination par le détenteur de l'Action B.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'assemblée générale ordinaire.

2° - Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent, soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

3° - Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail correspond à un emploi effectif ; il ne perd pas le bénéfice de ce contrat. Le nombre des administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut excéder le tiers des administrateurs en fonction.

Article 16 – Actions des administrateurs

1° - Chaque administrateur doit être, pendant toute la durée de ses fonctions, propriétaire d'au moins 25 actions.

2° - Si au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si, au cours de son mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans le délai de trois mois.

Article 17 – Durée des fonctions des administrateurs

1° - La durée des fonctions des administrateurs est de trois années. Elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

2° - Tout membre sortant est rééligible. Par dérogation aux dispositions qui précèdent, le nombre d'administrateurs, personnes physiques, et de représentants permanents de personnes morales, âgés de plus de 75 ans, ne pourra, à l'issue de chaque assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes sociaux, dépasser le tiers (arrondi, le cas échéant, au nombre entier supérieur) des administrateurs en exercice, l'administrateur concerné le plus âgé étant réputé démissionnaire d'office.

Article 18 – Faculté de cooptation

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations, à titre provisoire dans les conditions prévues par l'article L. 225-24 du Code de commerce. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre exerce ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Article 19 – Organisation du conseil

1° - Le conseil d'administration nomme parmi ses membres un président qui exerce ses fonctions pendant toute la durée de son mandat d'administrateur, à moins que le conseil ne fixe une durée moindre. Le président doit être une personne physique.

Le président du conseil d'administration représente le conseil d'administration. Il dirige et organise les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de président du conseil d'administration est fixée à 70ans accomplis. Les fonctions de président cesseront à la date de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel la limite d'âge sera atteinte. Toutefois, le conseil d'administration pourra maintenir le président en fonction ou renouveler son mandat, pour de nouvelles périodes annuelles, dans la limite de cinq.

2° En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président. En cas d'empêchement temporaire, cette délégation est donnée pour une durée limitée. Elle est renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président.

3° - En cas d'absence du président ou de l'administrateur désigné le cas échéant pour le suppléer, le conseil d'administration désigne pour chaque séance celui des administrateurs présents chargé de la présider.

4° - Le conseil peut aussi nommer un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

5° - Le président et le secrétaire sont toujours rééligibles.

6° - Le conseil d'administration fixe la rémunération du président.

Article 20 – Délibérations du conseil

1° - Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, et au minimum trois fois par an, sur convocation du président ou de l'administrateur désigné le cas échéant pour suppléer le président, soit au siège social, soit en tout autre endroit désigné par celui qui le convoque. Toutefois, des administrateurs constituant au moins le tiers des membres du conseil peuvent, demander au président de convoquer le conseil sur un ordre du jour déterminé si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois. Le directeur général peut également demander au président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé. En cas de carence constatée du président, les administrateurs constituant au moins le tiers des membres du conseil, ou le directeur général, le cas échéant, seront compétent pour procéder à la convocation du conseil et fixer l'ordre du jour de la réunion.

2° - Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil tant en leur nom personnel que comme mandataire et qui mentionne le nom des administrateurs réputés présents au sens de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

3° - Les réunions du conseil d'administration de la Société se tiennent en français avec une traduction libre en anglais. Les documents remis aux administrateurs pour les réunions du conseil ainsi que les procès-verbaux sont établis en français, avec une traduction libre en anglais.

4° - Tout administrateur peut donner, par écrit, pouvoir à l'un de ses collègues de le représenter à une séance du conseil, mais chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues;

5° - La présence effective de la moitié au moins des administrateurs en exercice est nécessaire pour la validité des délibérations. Sauf pour celles prises en application de l'Article 37-2° ci-après, les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Si le règlement intérieur le prévoit, sont réputés présents au sens de l'article L. 225-37 du Code de commerce pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du conseil par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Cette disposition n'est pas applicable pour l'adoption des décisions prévues aux articles L. 232-1 et L. 233-16 du Code de commerce.

6° - La justification du nombre des administrateurs en exercice et de leur présence ou de leur représentation, résulte valablement, vis à vis des tiers, de la seule énonciation dans le procès-verbal de chaque réunion et dans l'extrait qui en est délivré des noms des administrateurs présents, représentés, excusés ou absents.

7° - Tant que les droits spécifiques attachés à l'Action B produiront leurs effets, conformément aux dispositions du Plan de Sauvegarde, arrêté par jugement du Tribunal de commerce de Paris du 15 janvier 2007 (le *Plan de Sauvegarde*) une majorité de huit membres sera nécessaire pour l'adoption par le conseil d'administration de la Société des décisions figurant à l'article 37-2°.

Article 21 – Procès-verbaux

1° - Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux contenant les mentions requises conformément aux dispositions légales en vigueur et établis sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même

partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

2° - Le procès verbal de chaque séance est revêtu de la signature du président de séance et d'au moins un administrateur. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par deux administrateurs au moins. Le procès-verbal de chaque séance sera communiqué pour avis et commentaires à chaque administrateur avant signature dudit procès-verbal par le président.

3° - Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le président du conseil d'administration, le directeur général, un directeur général délégué, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de président, le secrétaire ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Au cours de la liquidation, ces copies ou extraits sont valablement certifiés par un seul liquidateur.

Article 22 – Pouvoirs du conseil

1° - Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Le conseil d'administration délibère notamment sur les décisions qui relèvent de l'article 37-2°.

2° - Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la scule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

3° - Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

4° - Le conseil d'administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet, pour avis, à leur examen. Il fixe la composition et les attributions de ces comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité ainsi que, le cas échéant, la rémunération de leurs membres.

5° - Le conseil d'administration arrête les objectifs annuels de performance du président, du directeur financier et du directeur chargé de l'exploitation.

6° - Le conseil d'administration décide ou autorise l'émission d'obligations dans les conditions de l'article L. 228-40 du Code de commerce, sauf si l'assemblée générale décide d'exercer cette faculté.

Article 23 – Direction générale – Délégation de pouvoirs

1° - La direction générale de la Société est assumée soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général.

Le choix entre les deux modalités d'exercice de la direction générale visées à l'alinéa précédent est effectué par le conseil d'administration lors de la désignation de son président. La délibération du conseil d'administration relative aux choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés.

Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions réglementaires.

Lorsque la direction générale de la Société est assumée par le président du conseil d'administration, les dispositions du présent Article relatives au directeur général sont applicables au président du conseil d'administration.

Le conseil d'administration fixe la durée des fonctions du directeur général sans que, si le directeur général est administrateur, celle-ci ne puisse excéder la durée de son mandat.

2° - Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées et au conseil d'administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Les dispositions des statuts ou les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du directeur général sont inopposables aux tiers.

3° - Sur proposition du directeur général, le conseil peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le directeur général avec le titre de directeur général délégué.

Le nombre maximum des directeurs généraux délégués ne peut dépasser trois.

En accord avec le directeur général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués.

Toutefois, les directeurs généraux délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le directeur général.

4° - Nul ne peut être nommé directeur général ou directeur général délégué s'il est âgé de plus de soixante cinq ans. D'autre part, si le directeur général ou le directeur général délégué en fonction atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration. Il en est de même sur la proposition du directeur général, des directeurs généraux délégués. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts, sauf lorsque le directeur général assume les fonctions de président du conseil d'administration.

Lorsque le directeur général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau directeur général.

Le conseil d'administration détermine, en accord avec le directeur général, l'étendue des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués, observation faite qu'à l'égard des tiers les directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le directeur général.

5° - La rémunération du directeur général et celles des directeurs généraux délégués sont fixées par le conseil d'administration.

6° - Les actes concernant la Société sont signés par le directeur général, par un directeur général délégué ou par tout mandataire ayant reçu pouvoir à cet effet.

Article 24 – Rémunération des administrateurs, du président, des directeurs généraux, des directeurs généraux délégués et des mandataires du conseil d'administration

1° - Indépendamment des rémunérations exceptionnelles qui peuvent leur être allouées soit pour des fonctions salariées, soit pour des missions ou mandats particuliers, il est alloué à tous les administrateurs à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, dont le montant annuel cumulé pour l'ensemble des administrateurs ne pourra excéder la somme de 750.000 euros, est porté aux charges d'exploitation et reste maintenu jusqu'à décision contraire. Le conseil d'administration répartit cette rémunération entre ses membres.

2° - Outre les jetons de présence mentionnés ci-dessus, la rémunération du président, celle des directeurs généraux et des directeurs généraux délégués est fixée par le conseil d'administration.

3° - Le conseil peut confier à des mandataires, administrateurs ou non, des missions permanentes ou temporaires qu'il détermine, leur déléguer des pouvoirs et fixer la rémunération qu'il juge convenable.

Les administrateurs ne peuvent recevoir de la Société aucune rémunération, permanente ou non, autre que celles prévues dans les paragraphes précédents, sauf s'ils sont liés à la Société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

A compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé et conformément à l'article L. 225-42-1 du Code de commerce, seront également soumis à la procédure mentionnée à l'Article 25 ci-après les engagements pris au bénéfice de leurs présidents, leurs directeurs généraux ou directeurs généraux

délégués, par la Société elle-même ou par toute société contrôlée ou qui la contrôle au sens des II et III de l'article L. 233-16 du Code de commerce, et correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptible d'être dus à raison de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci.

Article 25 – Conventions entre le Société et ses administrateurs, directeurs généraux ou actionnaires

1° - Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et son directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieur à 10% ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration et à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire dans les conditions fixées par la loi et les règlements.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées à l'alinéa précédent est indirectement intéressée.

2° - Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués, ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateurs, membre du conseil de surveillance ou de façon générale dirigeant de cette entreprise.

L'intéressé est tenu d'informer le conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions sont autorisées dans les conditions prévues par la loi.

3° - Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, sont communiquées par l'intéressé au président du conseil d'administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le président aux membres du conseil d'administration et aux commissaires aux comptes, au plus tard le jour du conseil arrêtant les comptes de l'exercice écoulé.

4° - Le président du conseil d'administration donne avis aux commissaires aux comptes des conventions autorisées dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions et soumet celles-ci à l'approbation de l'assemblée générale.

Lorsque l'exécution des conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, les commissaires aux comptes doivent en être informés dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

5° - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers. La même interdiction s'applique au directeur général, aux directeurs généraux délégués et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également aux conjoint, descendants et descendants, des personnes visées au présent alinéa ainsi qu'à toute personne interposée.

TITRE IV - CONTROLE

Article 26 – Commissaire aux comptes

Le contrôle de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires, nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires dans les cas prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

TITRE V - ASSEMBLEES GENERALES

Article 27 – Règles générales

1° - Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

L'assemblée générale ordinaire annuelle est obligatoirement réunie dans les six mois de la clôture de chaque exercice, sous réserve de la prolongation de ce délai par décision de justice.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les assemblées générales extraordinaires.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires.

2°- Les assemblées générales sont convoquées par le conseil d'administration. A défaut, elles peuvent être également convoquées par le ou les commissaires aux comptes, ou par un mandataire désigné en justice à la demande de tout intéressé en cas d'urgence ou par un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins 5% du capital social ou par les liquidateurs. A compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé, les assemblées générales pourront également être convoquées par

une association d'actionnaires répondant aux conditions fixées à l'article L. 225-120 du Code de commerce.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Les convocations des assemblées générales sont faites quinze jours au moins à l'avance par lettre simple, ou sur demande des actionnaires et à leurs frais, par lettre recommandée, ou encore le cas échéant, par un moyen électronique de télécommunication dans les conditions visées à l'article 120-1 du décret du 23 mars 1967.

A compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé, et sauf exceptions prévues par les dispositions légales et réglementaires, les convocations des assemblées générales seront faites quinze jours au moins à l'avance, par avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social et, en outre, au *Bulletin des Annonces Légales Obligatoires*. Les actionnaires titulaires de titres nominatifs seront convoqués par lettre simple, ou, sur leur demande et à leurs frais par lettre recommandée, ou encore le cas échéant, par un moyen électronique de télécommunication dans les conditions visées à l'article 120-1 du décret du 23 mars 1967.

Sauf exceptions prévues par les dispositions légales et réglementaires, lorsque l'assemblée générale n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée, et le cas échéant la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins avant la date de l'assemblée dans les mêmes formes que la première assemblée. En cas d'ajournement de l'assemblée par décision de justice, le juge peut fixer un délai différent.

3°- L'avis de convocation doit comporter les diverses mentions requises par la loi et les règlements et notamment l'ordre du jour de l'assemblée.

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires, ainsi que, le cas échéant, le comité d'entreprise, ont la faculté de requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées dans les conditions légales et réglementaires.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à son ordre du jour. Néanmoins, elle peut, en toute circonstance, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

4°- Tout actionnaire peut participer aux assemblées personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité et de la propriété de ses actions, sous forme d'inscription nominative à son nom dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société au troisième jour ouvré précédent l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

A compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé, tout actionnaire peut participer aux assemblées, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité et de la propriété de ses actions, par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce, au troisième jour ouvré précédent l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titre nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité selon les modalités de l'article 136 du décret du 23 mars 1967.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat conformément à l'article L. 225-106 du Code de commerce. Toutefois, à compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur un marché réglementé, les propriétaires de titres mentionnés au 3^{ème} alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce peuvent se faire représenter dans les conditions prévues à l'article L.228-3-2 du Code de commerce par un intermédiaire inscrit.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaire prennent part aux assemblées, qu'ils soient actionnaires ou non.

Le mandat est donné pour une seule assemblée et l'ordre du jour de cette assemblée. Il doit notamment préciser l'ordre du jour de l'assemblée pour laquelle il est donné et comporter les éléments nécessaires à l'identification des actions. Il peut cependant être donné pour deux assemblées, l'une ordinaire, l'autre extraordinaire, tenues le même jour ou dans un délai de quinze jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. Le mandataire désigné nommément sur la procuration n'a pas la faute de se substituer une autre personne.

A toute formule de procuration adressée aux actionnaires doivent être joints les documents énumérés par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

La procuration doit être signée par l'actionnaire représenté et indiquer ses nom, prénom usuel et domicile, le nombre d'actions dont il est titulaire et le nombre de voix attachées à ces actions. Seules les procurations reçues deux jours avant l'assemblée sont prises en compte par la Société.

L'intermédiaire visé à l'article L. 228-1 du Code de commerce peut en vertu d'un mandat général de gestion des titres, transmettre pour une assemblée générale le vote ou le pouvoir d'un propriétaire d'actions tel que défini à l'article L. 228-1 du Code de commerce.

Tout actionnaire peut voter par correspondance dans les conditions et délais prévus par la loi au moyen d'un formulaire établi par la Société et adressé aux actionnaires qui en font la demande et à condition que ces formulaires parviennent à la Société deux jours avant l'assemblée.

Tout actionnaire pourra également, si le conseil le décide au moment de la convocation de l'assemblée, participer et voter aux assemblées par visioconférence ou par des moyens électroniques de télécommunication selon les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Seront alors réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

4°- L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par l'administrateur le plus ancien présent à cette assemblée. En cas de convocation par les commissaires aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée disposant du plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction.

Le bureau désigne le secrétaire, qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

5°- Il est tenu une feuille de présence dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

La feuille de présence, dûment signée par les actionnaires présents et les mandataires, est certifiée exacte par le bureau.

6° - Le scrutin secret a lieu lorsqu'il est réclamé par le bureau ou par des membres de l'assemblée représentant plus de la moitié du capital représenté à cette assemblée.

7° - Dans toutes les assemblées, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, déduction faite de celles qui sont privées du droit de vote en vertu de dispositions législatives ou réglementaires.

8° - Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède et représente d'actions de la Société, tant en son nom personnel que comme mandataire, sans limitation.

Jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant le 12 novembre 2007, date de début des opérations de regroupement fixée par l'avis de regroupement publié par la Société au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires conformément à la résolution adoptée par l'assemblée générale extraordinaire du 20 juin 2007, toute Action A non regroupée donnera droit à son titulaire à une (1) voix et toute Action A regroupée à quarante (40) voix, de sorte que le nombre de voix attaché aux Actions A de la Société soit proportionnel à la quotité du capital qu'elle représente

9° - Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux contenant les mentions requises, et signés par les membres du bureau.

Les copies ou extraits de ces procès verbaux sont valablement certifiés, soit par le président du conseil d'administration, soit par un administrateur exerçant les fonctions de directeur général, soit par le secrétaire de l'assemblée. En cas de liquidation, ils sont valablement certifiés par le liquidateur.

10° - Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société.

Article 28 – Assemblées générales ordinaires

1° - L'assemblée générale ordinaire entend les rapports du conseil d'administration, du président et du ou des commissaires ; elle délibère et statue sur toutes les questions relatives aux comptes annuels et aux comptes consolidés de l'exercice écoulé ; elle nomme, remplace, réclit les membres du conseil d'administration, le ou les commissaires, ratifie la nomination des membres du conseil d'administration nommés à titre provisoire par le conseil, fixe le montant des jetons de présence du conseil d'administration et, plus généralement, délibère et statue souverainement sur tous les intérêts de la Société qui ne sont pas de la compétence d'une assemblée générale extraordinaire.

2° - L'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice écoulé a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

3° - Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance ou par des moyens électroniques de télécommunication possèdent au moins, sur première convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

4° - Les délibérations sont prises à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance ou par des moyens électroniques de télécommunication dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Article 29 – Assemblées générales extraordinaires

1° - L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué ou changer la nationalité de la Société, sauf dans les cas prévus par la loi.

Sous ces réserves, elle peut notamment augmenter ou réduire le capital social, modifier l'objet social, changer la dénomination, proroger la durée de la Société ou décider sa dissolution anticipée, transformer la Société en société de toute autre forme, sans que cette énumération puisse être considérée comme limitative.

2° - Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance ou par des moyens électroniques de télécommunication possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la

deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

3° - Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance ou par des moyens électroniques de télécommunication dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

4° - Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'assemblée générale extraordinaire décidant une augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

TITRE VI - INVENTAIRE - BENEFICES - RESERVES

Article 30 – Comptes annuels

1° - Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

2° - A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur, l'inventaire des éléments actifs et passifs de la Société, le bilan, le compte de résultat et une annexe. Il établit également les comptes consolidés.

3° - Le bilan, le compte de résultat et l'annexe sont établis lors de chaque exercice, dans les mêmes formes et selon les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes. Sauf changement exceptionnel dans la situation de la Société, les méthodes d'évaluation sont intangibles d'un exercice à l'autre. Dans cette hypothèse, les modifications doivent être décrites et justifiées dans l'annexe. Elles doivent également être signalées dans le rapport de gestion des dirigeants sociaux et dans le rapport des commissaires aux comptes.

Le conseil d'administration établit le rapport de gestion conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

4° - Même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices, il doit être procédé aux amortissements et provisions nécessaires pour que les comptes annuels soient réguliers, sincères et donnent une image fidèle du patrimoine de la situation financière et du résultat de l'entreprise. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

5 ° - Les comptes annuels afférents à l'exercice écoulé doivent être déposés en double exemplaire au greffe du tribunal de commerce dans le mois qui suit leur approbation par l'assemblée avec les documents prévus par la loi. En cas de refus d'approbation, copie de la délibération de l'assemblée doit être déposée dans le mois qui suit la date de cette assemblée.

Article 31 – Affectation et répartition des bénéfices

1° - Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

2° - Sur le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, s'il y a lieu, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve prescrit par la loi ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours si, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous du dixième.

3° - Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. L'assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux. L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve en application de la loi, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

4° - Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par les commissaires aux comptes fait apparaître que le Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après dotation aux amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

5° - Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale, ou à défaut par le conseil d'administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.
6° - Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 32 – Transformation

La Société peut se transformer en société d'une autre forme selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

TITRE VII -PROROGATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 33 – Prorogation

1° - Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le conseil d'administration doit convoquer une assemblée générale extraordinaire des actionnaires à l'effet de statuer sur la prorogation de la Société.

2° - A défaut, tout associé pourra, quinze jours après une mise en demeure adressée au président du conseil d'administration par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et demeurée infructueuse, demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée.

Article 34 – Dissolution

1° - L'assemblée générale extraordinaire peut, à toute époque, décider la dissolution anticipée de la Société.

2° - Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés anonymes, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice, la dissolution de la Société. Il en est de même si l'assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 35 – Liquidation

1° - A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la Société est aussitôt en liquidation, et sa dénomination sociale doit être suivie de la mention "société en liquidation".

Cette mention, ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

Sous réserve du respect des prescriptions légales impératives en vigueur, la liquidation de la Société obéira aux règles ci-après, observation faite que les articles L. 237-14 à L. 237-31 du Code de commerce ne seront pas applicables.

2° - Les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire nomment, parmi eux ou en dehors d'eux, un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et la rémunération.

Cette nomination met fin aux fonctions des administrateurs et des commissaires aux comptes.

L'assemblée générale ordinaire peut toujours révoquer ou remplacer les liquidateurs et étendre ou restreindre leurs pouvoirs;

Le mandat des liquidateurs est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

L'assemblée générale ordinaire peut toujours révoquer ou remplacer les liquidateurs et étendre ou restreindre leurs pouvoirs.

Le mandat des liquidateurs est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

L'assemblée générale ordinaire peut aussi désigner des contrôleurs dont elle fixe la mission et la rémunération.

3° - Les liquidateurs ont, conjointement ou séparément, les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, aux prix, charges et conditions qu'ils viseront, tout l'actif de la Société et d'éteindre son passif.

Toutefois, sauf consentement unanime des actionnaires, la cession de tout ou partie de l'actif de la Société en liquidation à une personne ayant eu dans la Société la qualité d'associé en nom, de commandité, de gérant, d'administrateur, de directeur général, de membre du conseil de surveillance, de membre du directoire, de commissaire aux comptes ou de contrôleur ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du tribunal de commerce, les liquidateurs et, s'il en existe, les contrôleurs dûment entendus. Par ailleurs, la cession de tout ou partie de l'actif de la Société en liquidation au liquidateur ou à ses employés ou leur conjoint, descendants ou ascendants est interdite.

Enfin, la cession globale de l'actif de la Société ou l'apport de l'actif à une autre société, notamment par voie de fusion, doit être autorisée par une assemblée générale extraordinaire.

Le ou les liquidateurs peuvent procéder, en cours de liquidation, à la distribution d'acomptes et, en fin de liquidation, à la répartition du solde disponible sans être tenus à aucune formalité de publicité ou de dépôt des fonds.

Les sommes revenant à des associés ou à des créanciers et non réclamées par eux seront versées à la Caisse des Dépôts et Consignation dans l'année qui suivra la clôture de la liquidation.

Le ou les liquidateurs ont, même séparément, qualité pour représenter la Société à l'égard des tiers, notamment des administrations publiques ou privées, ainsi que pour agir en justice devant toutes les juridictions tant en demande qu'en défense.

4° - Au cours de la liquidation, les assemblées générales sont réunies aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige sans toutefois qu'il soit nécessaire de respecter les prescriptions des articles L. 237-23 et suivants du Code de commerce.

Les assemblées générales sont valablement convoquées par un liquidateur ou par des actionnaires représentant au moins le dixième du capital social.

Les assemblées sont présidées par l'un des liquidateurs ou, en son absence, par l'actionnaire disposant du plus grand nombre de voix. Elles délibèrent aux mêmes conditions de quorum et de majorité qu'avant la dissolution.

5° - En fin de liquidation, les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire statuent sur le compte définitif de la liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent, dans les mêmes conditions, la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs négligent de convoquer l'assemblée, le président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé peut, à la demande de tout actionnaire, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation.

Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer, ou si elle refuse d'approuver les comptes de la liquidation, il est statué par décision du Tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

6° - L'actif net, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre toutes les actions.

Lors du remboursement du capital social, la charge de tous impôts que la Société aurait l'obligation de retenir à la source sera répartie entre toutes les actions indistinctement en proportion uniformément du capital remboursé à chacune d'elles sans qu'il y ait lieu de tenir compte des différentes dates d'émission ni de l'origine des diverses actions.

TITRE VIII - CONTESTATIONS

Article 36 – Contestations

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, soit entre la Société et les actionnaires eux-mêmes concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

TITRE IX – DISPOSITIONS TEMPORAIRES EN VERTU DU PLAN DE SAUVEGARDE

Article 37 – Action B

1) ° -Droits spécifiques d'information renforcés

Il est constitué, conformément aux dispositions du Plan de Sauvegarde défini ci-après, un comité (le *Comité de l'Action B*) composé de cinq représentants tous nommés par le détenteur de l'Action B auquel le président du conseil d'administration de la Société participe de façon permanente. En fonction des sujets à l'ordre du jour de la réunion du Comité de l'Action B, tout autre salarié convoqué à la demande du président du conseil d'administration de la Société pourra être amené à participer à la réunion du Comité de l'Action B. Il est précisé que le Comité de l'Action B n'est pas un comité du conseil d'administration de la Société au sens de l'Article 22-4° ci-après.

Le Comité de l'Action B a pour fonction :

- d'assister ENHC dans l'exercice de ses droits de décision prévus au paragraphe 2° ci-après ;

- d'analyser l'information contenue dans les documents qui lui sont remis ;
- d'examiner et discuter les documents qui lui sont remis avec le président du conseil d'administration de la Société (et tout autre salarié convoqué à la demande du président du conseil d'administration de la Société) ;
- d'effectuer le suivi de la mise en œuvre du plan d'affaires sur cinq ans de juin 2005 (le *Plan d'Affaires*) et de la performance de la Société et du groupe Eurotunnel de manière générale ; et
- d'examiner des propositions de modification du Plan d'Affaires et le budget.

Le Comité de l'Action B se réunit sur une base mensuelle. Les réunions se tiennent, sauf décision contraire de ses membres, en anglais.

Un jeu de documents en langue anglaise, extraits des documents et données existants au sein du groupe Eurotunnel et couvrant soit le groupe consolidé soit la Société, Eurotunnel S.A., Eurotunnel Plc et toutes leurs principales filiales (les *Documents d'Information*), devra être communiqué par la Société aux membres du Comité de l'Action B. Les Documents d'Information seront communiqués à titre strictement confidentiel et devront être traités comme tels par leurs récipiendaires, notamment au regard de la réglementation et de la législation applicables. Le Comité de l'Action B pourra demander, lorsque sa demande est raisonnable, à rencontrer les dirigeants clés. Le Comité de l'Action B pourra également demander à avoir accès à d'autres documents en lien avec les Documents d'Information.

Les Documents d'Information couvriront les informations suivantes :

- les comptes de gestion consolidés comportant un compte de résultat, un bilan et un état des flux de trésorerie préparés conformément aux normes comptables en vigueur, ainsi qu'une explication de toute variation par rapport au budget et une ventilation des soldes clés ;
- les « KPI » opérationnels mensuels consolidés (incluant notamment un état du service clients, la qualité des actifs, la ponctualité etc.) ;
- un état trimestriel des perspectives commerciales et opérationnelles, incluant notamment les revenus, les coûts, les actifs (par exemple, la stratégie de rendement, le développement de l'activité, les effectifs, etc.) ;
- un rapport semestriel confirmant le respect des obligations contractuelles souscrites au titre des financements ;
- dès leur publication et au plus tard 120 jours après la fin de l'exercice social, les comptes consolidés audités préparés conformément aux principes comptables généralement utilisés ainsi que les rapports des commissaires aux comptes de la Société y afférents ;

- dès leur publication et au plus tard 90 jours après la fin du premier semestre, les comptes consolidés semestriels préparés conformément aux principes comptables généralement utilisés ; et
- le rapport annuel sur le contrôle interne.

2) ° -Droits spécifiques de décision

Tant que les droits spécifiques attachés à l'Action B produiront leurs effets, conformément aux dispositions du Plan de Sauvegarde, une majorité qualifiée de huit membres sera nécessaire pour l'adoption par le conseil d'administration de la Société des décisions suivantes :

- changement significatif du Plan d'Affaires, i.e. une décision de changement de Plan d'Affaires qui entraînerait une réduction de plus de la contrepartie en euros de 10 millions de livres sterling de l'EBITDA de la Société sur une base annuelle ;
- changement dans la politique de distribution de dividendes (étant précisé que celle-ci consistera à distribuer le maximum de liquidités disponibles aux actionnaires, après entier remboursement en actions des obligations remboursables en Actions A émises par Eurotunnel Group UK plc (les *ORA*), sous réserve des engagements financiers (« *covenants* »), du besoin en fonds de roulement et des dispositions légales) ou paiement d'un dividende dans des circonstances qui seraient manifestement contraires à ladite politique ;
- changement dans les stipulations économiques du contrat de *Railway Usage Contract* ou dans le contrat de concession autrement que dans le cours normal des affaires ou conformément aux pratiques habituelles (à l'exception d'un changement qui pourrait donner lieu à l'exercice des bons de souscription d'actions (*BSA*) devant être émis par la Société conformément au Plan de Sauvegarde) ;
- cession ou acquisition par une entité du groupe Eurotunnel d'actifs pour un montant supérieur à la contrepartie en euros de 20 millions de livres sterling ou une série de transactions liées dont le montant cumulé est supérieur à ce montant ;
- changement d'un contrat de financement significatif ou conclusion d'un nouveau contrat de financement significatif (autre que les contrats prévus dans le Plan de Sauvegarde, les contrats relatifs au financement complémentaire de 225 millions de livres sterling autorisé aux termes du Plan de Sauvegarde en plus de la dette senior existante) ou remboursement anticipé volontaire de l'une quelconque de ses dettes par l'un des membres du groupe Eurotunnel, qui est susceptible dans chaque cas (i) d'entraîner une augmentation du niveau d'endettement général du groupe Eurotunnel, (ii) d'entraîner une augmentation du coût total tout compris de la dette annuelle du groupe Eurotunnel (prenant en compte toute perspective de paiement d'une indemnité de remboursement anticipé ou de toute autre prime de remboursement anticipé) ou (iii) d'avoir un effet négatif sur les affaires ou les résultats du groupe Eurotunnel pris dans son ensemble ou dans des termes qui sont plus onéreux pour le groupe Eurotunnel ;
- modification des principales sûretés réelles accordées par l'une quelconque des entités du groupe Eurotunnel au bénéfice des créanciers seniors à l'exception de celles relatives

à l'octroi du financement complémentaire de 225 millions de livres sterling autorisé aux termes du Plan de Sauvegarde en plus de la dette senior existante ;

- offre publique par l'une quelconque des entités du groupe Eurotunnel sur une entité tierce entraînant un engagement financier supérieur à 20 millions de livres sterling, ou fusion ou scission hors du groupe Eurotunnel ayant un impact sur la valeur d'entreprise de la Société de plus de la contrepartie en euros de 20 millions de livres sterling ;
- nomination du président du conseil d'administration ;
- décision de proposer une modification des statuts de la Société entraînant un changement dans le nombre d'administrateurs, la modification ou la suppression des droits attachés à l'Action B, ou des changements dans la structure du capital, en ce compris l'émission d'actions, d'obligations (à l'exception du remboursement en actions des ORA et de l'émission des actions au résultat de l'exercice des BSA conformément au Plan de Sauvegarde) ou de valeurs mobilières composées donnant accès au capital ;
- nomination d'un nouveau commissaire aux comptes n'appartenant pas à un cabinet de réputation internationale ;
- décision de transférer des pertes fiscales hors du périmètre du groupe Eurotunnel ou de réaliser des opérations ne relevant pas du cours normal des affaires aux seules fins d'utiliser des pertes fiscales pour un montant supérieur à 5 millions d'euros ;
- transaction par un membre du groupe Eurotunnel dans le cadre d'un contentieux entraînant un paiement pour ce membre d'un montant supérieur à la contrepartie en euros de 10 millions de livres sterling (à l'exception des actions contentieuses pouvant permettre l'exercice des BSA devant être émis par la Société conformément au Plan de Sauvegarde) ou décision d'engager une action contentieuse en demande contre une entité gouvernementale pour un montant supérieur à la contrepartie en euros de 5 millions de livres sterling (à l'exception des actions contentieuses pouvant permettre l'exercice des BSA devant être émis par la Société conformément au Plan de Sauvegarde) ;
- décision relative à la dissolution, à la réorganisation ou à la restructuration d'une société du groupe Eurotunnel, pour autant qu'un expert en matière de procédures collectives ait émis un avis selon lequel il était nécessaire pour la Société de dissoudre cette société ou de procéder à cette restructuration pour des raisons légales ;
- décision de procéder à des changements significatifs dans les méthodes et pratiques comptables de la Société ou d'une entité membre du groupe Eurotunnel autrement qu'en vertu d'une modification législative ou réglementaire ou d'une demande spécifique des commissaires aux comptes de la Société ou de l'une de ses filiales ; et
- décision relative à une modification des statuts d'Eurotunnel Group UK plc.

En revanche, l'Action B ne confère pas à son titulaire le droit de voter en assemblée générale.

Article 38 – Fins des droits spécifiques d'information renforcés et de décision attachés à l'Action B

Les droits spécifiques attachés à l'Action B, qui sera détenue par la société Eurotunnel NRS Holding Company (*ENIC*), prendront effet lors de l'émission par Eurotunnel Group UK Plc , filiale de la Société, des ORA, et cesseront de produire leurs effets (i) lorsque la totalité des ORA auront été remboursées ou (ii) si les souscripteurs initiaux des ORA viennent à détenir ensemble moins de 30 % du nombre initial d'actions ordinaires d'*ENHC* (diminué du nombre d'actions ordinaires d'*ENHC* converties en actions différées en cas (i) de remboursement en actions des ORA, ou en cas (ii) de remboursement en espèces par EGP de certaines ORA (les *ORA II*) ou (iii) d'achat d'ORA sur le marché par EGP), et si aucun souscripteur initial d'ORA ne détient, seul, plus de 20 % du nombre initial d'actions ordinaires d'*ENHC* (diminué du nombre d'actions ordinaires d'*ENHC* converties en actions différées en cas (i) de remboursement en actions des ORA, ou en cas (ii) de remboursement en espèces par EGP des ORA II ou (iii) d'achat d'ORA sur le marché par EGP). Lorsque les droits spécifiques attachés à l'Action B, établis à titre temporaire cesseront de produire leurs effets, l'Action B redeviendra automatiquement une Action A. La prise et la cessation d'effets des droits spécifiques temporaires attachés à l'Action B seront constatées par le conseil d'administration de la Société.

**ANNEXE C /
SCHEDULE C**

COMPTES PRO FORMA DE LA SOCIÉTÉ ABSORBANTE AU 31 MARS 2010

PRO-FORMA ACCOUNTS OF THE TRANSFEREE COMPANY ON 31 MARCH 2010

Société Absorbante (nommément GET SA)		Bilan au 31 décembre 2009	Activité 1 janvier au 31 mars 2010				Comptes Pro Forma de la Société Absorbante au 31 mars 2010	
Type de charge	1,80		Cré	Cré	Cré	Cré	Cré	
Immobilisations financières								
Participations								
Participation dans TNU PLC		561.917,483					561.917,483	
Participation dans FM		238.450,179					238.450,179	
Participation dans CTG		1.163.876,789					1.163.876,789	
Participation dans EGP		73.485					73.485	
Participation dans ESQIE		0,800					0,800	
Participation dans Europeo		48.000,000					48.000,000	
Participation dans Europeo Services		1.000,000					1.000,000	
Participations dans Société Immobilière ET		1.360,000					1.360,000	
Eurotunnel Finance Ltd								
Chefton Resources 1								
Chefton Resources 2								
Chefton Resources 3								
London Caves Ltd								
Chefton Resources 6								
Chefton Resources 7								
Chefton Resources 8								
Chefton Resources 9								
Eurotunnel Agent Services Ltd								
Chefton Leasing Ltd								
Le Shuttle Ltd								
		2.015.870,514					2.015.870,514	
Mai sur fusion TNU SA		118.551,823					118.551,823	
Autres								
Crédence intra-groupe sur EGP (remboursement ORA II)		2.010.868,362					2.010.868,362	
Emprunt obligataire annuel sur créance intra-groupe sur EGP		76.860,116					83.863,514	
Emprunt obligatoire annuel sur FM		1.161.024,658					1.161.024,658	
Emprunt obligatoire annuel sur CTG		235.769,626					235.769,626	
Crédence sur FM prime NRS								
Crédence sur FM/NRS commission loan								
Crédence sur CTG prime NRS								
Crédence sur EFL "NRS commission loan"		41.286,713					41.286,713	
Actions propres - Brux		67.595,335					67.595,335	
Actions propres - Dépréciation		-1.546,451					-1.546,451	
Autres		1.091					1.091	
		3.641.893,050					3.648.792,748	
Actif circulant								
Avances et acomptes			0,412				0,412	
Crédences sur Eta				TVA				
				5.838,583			5.838,583	
					5.838,583		5.838,583	
Groupe et associés								
Crédence Europeo		276,063					276,063	
Crédence intra-société sur EGP		44.178,821					44.178,821	
Intérêts courus sur créance intra-société sur EGP		0,000					149,385	
		44.455,704					44.806,069	
Autres actifs financiers								
Intérêts courus sur EOA FM		3.936,704					5.508,608	
Intérêts courus sur EOA CTG		2.321,904					3.288,602	
Intérêts courus sur NRS Commission loan		63,388					229,994	
Intérêts courus sur créance sur FM prime NRS								
Intérêts courus sur créance sur FM/NRS commission loan								
Intérêts courus sur créance sur EFL NRS commission loan								
Intérêts courus sur créance sur CTG prime NRS								
		6.323,986					9.028,208	
Valeurs mobilières de placement et disponibilité								
Valeurs mobilières de placement		42.260,798					42.260,798	
Actions propres		1.160,228					1.160,228	
Disponibilité		412,877					412,877	
		43.842,895					43.842,895	
Charges constatées d'avance			277,455				277,455	
TOTAL DE L'ACTIF		5.874.864,821		0,000	-0,038	9.853,283	0,000	5.884.807,878
Capitaux propres								
Capital		190.825,922						190.821,598
Primes d'émission		1.780.895,798						1.781.022,454
Prime de fusion								
Réserves à péché		1.065,828						1.065,828
Réserves légales		2.410,474						3.332,860
Réserve remboursement ORA		416.392,702						416.392,702
Report à nouveau		32.427,863						36.423,768
Résultat de l'année		24.460,372						3.194,068
Bord de fusion EGP								
Mai sur fusion TNU PLC								
		2.448.457,950						2.432.563,527
Autres Fonds Propres			31.395,000		-133,000			31.262,000
Dettes								
Concours bancaires		0,202						0,202
Groupe et associés				0,202				
Dettes envers EGP "EOA assignment debt"		2.205.705,194						2.205.705,194
Intérêts courus sur "EOA assignment debt"		5.260,409						8.798,213
Dettes envers EGP "TNU share transfer debt"		564.407,41						564.407,41
Intérêts courus sur "TNU share transfer debt"		8.828,898						8.847,133
Dettes envers EGP "NRS commission loan transfer debt"		27.850,735						27.850,735
Intérêts courus sur "NRS commission loan transfer debt"		408,005						602,266
Dettes envers TNU PLC "CTG acquisition debt"		473.930,069						473.933,069
Intérêts courus sur "CTG acquisition debt"		4.785,355						6.367,967
Funding loan envers FM								
Intérêts courus sur funding loan FM								
Funding loan envers CTG								
Compte courant CTG		92.231,203						92.231,203
Compte courant CTG		1.068,828						1.068,828
Intérêts courus sur comptes courants		0,000						315,478
Compte courant Europeo Services		36,112						36,112
Compte courant Société immobilière ET		36,112						36,112
		3.383.865,440						3.380.124,637
Fournisseurs		4.439,629		4.439,629				4.439,629
Dettes fiscales		6.885,131		6.885,131				6.885,131
Autres dettes		108,268						108,268
Dividende		0,000						10,231,48
		108,268						19.330,749
TOTAL DU PASSIF		5.874.864,821		0,000	-0,038	9.853,283	0,000	5.884.807,878

Transferee Company (namely Groupe Eurotunnel SA)		Balance sheet on 31 December 2009		Operations between 1 January and 31 March 2010				Pro Forma Accounts of the Transferee Company on 31 March 2010	
		€k	€k	€k	€k	€k	€k	€k	€k
Financial assets				Result allocation	SEES Redemption	Interests on Inter- co debts	Revaluation of Inter-co debts		
Investments in subsidiaries									
Investment in TNU PLC	561,917,493							661,917,493	
Investment in FM	239,450,179							239,450,179	
Investment in CTG	1,163,778,759							1,163,778,759	
Investment in EGP	73,483							73,483	
Investment in EBGIE	0,600							0,600	
Investment in Europeo Services	48,000,000							48,000,000	
Investment in Société Immobilière ET	1,000,000							1,000,000	
Eurotunnel Finance Ltd	1,350,000							1,350,000	
Eurotunnel Developments Ltd									
Charlton Resources 1									
Charlton Resources 2									
Charlton Resources 3									
London Canex Ltd									
Charlton Resources 6									
Charlton Resources 7									
Charlton Resources 8									
Charlton Resources 9									
Eurotunnel Agent Services Ltd									
Charlton Leasing Ltd									
Le Shuttle Ltd									
		2,016,670,514						2,016,670,514	
TNU BA merger deficit		116,551,923						116,551,923	
Others									
Intra-group debt owed by EGP (redemption NRB II)	2,010,958,362							2,010,958,362	
Accrued interests on intra-group debt owed by EGP	76,800,816						6,790,698	83,593,514	
Amended bond debt owed by FM	1,181,024,658							1,181,024,658	
Amended bond debt owed by CTG	265,769,626							265,769,626	
Debt owed by FM "NRB premium"									
Debt owed by FM "NRB commission loan"									
Debt owed by CTG "NRB premium"									
Debt owed by ERL "NRB commission loan"									
Treasury shares - Gross	41,296,713							41,296,713	
Treasury shares - Depreciation	87,595,235							87,595,235	
Others	-1,540,451							-1,540,451	
	1,091							1,091	
		3,641,903,050						3,648,792,748	
Current assets									
Prepayments		0,412						0,412	
Debt owed by State									
VAT	5,838,563							5,838,563	
Group and assimilated									
Debt owed by Europeo	276,063							276,063	
Intra-company debt owed by EGP	44,179,821							44,179,821	
Accrued interests on debt owed by EGP	0,000						149,385	149,385	
		44,455,704						44,455,704	
Other financial assets									
Accrued interests on FM ABD	3,938,704						1,670,905	5,500,606	
Accrued interests on CTG ABD	2,321,904						967,699	3,289,603	
Accrued interests on NRS Commission loan	63,388						165,606	228,994	
Accrued interests on debt owed by FM "NRB premium"									
Accrued interests on debt owed by EFL "NRB commission loan"									
Accrued interests on debt owed by ERL "NRB commission loan"									
Accrued interests on debt owed by CTG "NRB premium"									
		6,323,006						6,323,006	
Investment in securities and Cash									
Investment in securities	42,260,798							42,260,798	
Treasury shares	1,169,229							1,169,229	
Cash	412,977						-0,039	412,938	
		43,843,004						43,842,965	
Prepaid expenses		277,465						277,456	
TOTAL ASSETS		5,874,954,621		0,000	-0,039	9,663,293	0,000	5,884,607,878	
Equity capital									
Share capital	190,825,202					6,306		190,831,506	
Share premium	1,780,695,799					126,656		1,781,022,454	
Merger premium									
Special reserve	1,055,928							1,055,928	
Legal reserve	2,410,474					1,222,519		3,632,963	
Reserve on redemption of NRS	418,392,702							418,392,702	
Retained earnings	32,427,383					3,968,373		36,423,756	
Result for the year	24,450,372					-24,450,372		3,194,096	
EGP merger profit									
TNU PLC merger profit									
		2,448,457,960						2,432,553,527	
Other equity									
Debts									
Concours bânciales	0,202							0,202	
Group and assimilated									
Debt owed to EGP "EOA assignment debt"	2,205,705,194						2,536,604	2,205,705,194	
Accrued interests on "EOA assignment debt"	5,980,809							5,790,213	
Debt owed to EPL "TNU share transfer debt"	564,407,410							564,407,410	
Accrued interests on "TNU share transfer debt"	5,638,698							6,647,133	
Debt owed to EPL "NRS commission loan transfer debt"	27,850,735							27,650,735	
Accrued interests on "NRS commission loan transfer debt"	408,006							502,266	
Debt owed to TNU PLC "CTG acquisition debt"	473,933,088							473,933,088	
Accrued interests on "CTG acquisition debt"	4,785,355							6,387,887	
Funding loan owed to FM									
Accrued interests on funding loan FM									
Funding loan owed to CTG									
Accrued interests on funding owed to CTG									
Current account FM	92,231,203							92,231,203	
Current account CTG	1,058,828							1,058,828	
Accrued interests on current accounts	0,000						315,476	315,476	
Current account Europeo Services	38,112							38,112	
Current account Société Immobilière ET	38,112							38,112	
		3,383,665,440						3,380,124,637	
Trade suppliers	4,439,829							4,439,829	
Tax debts	6,888,131							6,888,131	
Other debts									
Dividend	108,260							108,260	
	0,000							19,231,480	
		108,260						19,231,480	
TOTAL EQUITY AND LIABILITIES		5,874,954,621		0,000	-0,039	9,663,293	0,000	5,884,607,878	

**ANNEXE D /
SCHEDULE D**

COMPTES PRO FORMA DE LA SOCIETE ABSORBEE AU 31 MARS 2010

PRO-FORMA ACCOUNTS OF THE TRANSFEROR COMPANY ON 31 MARCH 2010

Société Absorbée (nommément TNU PLC)	Bilan de la Société Absorbée au 31 décembre 2009	Ajustements	Activités de la période 01/01/10 au 31/03/10			Comptes Pro Forma de la Société Absorbée au 31 mars 2010		Comptes Pro Forma de la Société Absorbée au 31 mars 2010	
			€k	€k	€k	Intérêts sur crédits et comptes inter-co	Activité 1er trimestre	Réévaluation crédit inter-co GET	€k
Taux de change: 1,20		Cession Participation ESGIE à CTG							
Actifs financiers									
Participations									
Eurotunnel Finance Ltd	0,790							0,790	0,948
Eurotunnel Developments Ltd	0,000							0,000	0,000
ESGIE	0,049		-0,049					0,000	0,000
Cheriton Resources 1	1,000						1,000	1,200	
Cheriton Resources 2	1,000						1,000	1,200	
Cheriton Resources 3	14,513						14,513	17,416	
London Canex Ltd	10,350						10,350	12,420	
Cheriton Resources 6	1,000						1,000	1,200	
Cheriton Resources 7	1,000						1,000	1,200	
Cheriton Resources 8	0,002						0,002	0,002	
Cheriton Resources 9	0,002						0,002	0,002	
Eurotunnel Agent Services Ltd	0,002						0,002	0,002	
Cheriton Leasing Ltd	0,100						0,100	0,120	
Le Shuttle Ltd	0,002						0,002	0,002	
Autres actifs financiers	28,810							26,761	35,713
Crédit sur GET au titre de la cession de CTG	420.899,975					-25.955,735		394.844,240	473.933,088
Actifs circulants									
Autres actifs financiers									
Crédit intra-société sur CTG	2.065,337		0,049			-109,889		1.955,698	2.346,837
Intérêts courus sur crédit intra-société sur CTG						7,619		7,619	9,143
Intérêts courus sur crédit intra-société sur GET SA	4.246,674				1.335,4275	-262,078		5.323,223	6.387,668
Disponibilités	6.315,211							7.286,540	8.743,848
TOTAL DE L'ACTIF	427.245,994	0,000		1.343,047	-109,889	-26.217,813		402.261,539	482.713,847
Capitaux propres									
Capital	260.105,597							260.105,597	312.126,716
Prime d'émission	0,000							0,000	0,000
Report à nouveau résultat de la période	166.982,881							166.982,881	200.379,457
Résultat de la période	0,000							-24.984,455	-28.981,346
427.088,478								402.104,023	482.524,827
Dettes									
Autres dettes	157,516							157,516	188,019
157,516								157,516	188,019
TOTAL DU PASSIF	427.245,994	0,000		1.343,047	-109,889	-26.217,813		402.261,539	482.713,847

Transferor Company (namely TNU PLC)		Balance sheet on 31 December 2009		Adjustments		Operations between 01/01/10 and 31/03/10		Pro Forma Accounts of the Transferor Company on 31 March 2010		Pro Forma Accounts of the Transferor Company on 31 March 2010	
Exchange rate	1.2			£k	£k	Interests on debts and inter-co accounts	Operations for the 1st quarter	Revaluation of inter-co debt GET	£k	£k	£k
Financial assets											
Investment in subsidiaries											
Eurotunnel Finance Ltd	0.790								0.790		0.948
Eurotunnel Developments Ltd	0.000								0.000		0.000
ESGIE	0.049			- 0.049					0.000		0.000
Cheriton Resources 1	1.000								1.000		1.200
Cheriton Resources 2	1.000								1.000		1.200
Cheriton Resources 3	14.513								14.513		17.416
London Carex Ltd	10.350								10.350		12.420
Cheriton Resources 6	1.000								1.000		1.200
Cheriton Resources 7	1.000								1.000		1.200
Cheriton Resources 8	0.002								0.002		0.002
Cheriton Resources 9	0.002								0.002		0.002
Eurotunnel Agent Services Ltd	0.002								0.002		0.002
Cheriton Leasing Ltd	0.100								0.100		0.120
Le Shuttle Ltd	0.002								0.002		0.002
Other financial assets	29.810								29.761		35.713
Debt owed by GET as a result of the sale of CTG	420,890,975							-25,955,735	394,944,240		473,933,088
Current assets											
Other financial assets											
Intra-company debt owed by CTG	2,065,337			0.049		-109,689			1,955,698		2,346,837
Accrued interest on intra-company debt owed by CTG						7,619			7,619		9,143
Accrued interest on intra-company debt owed by GET SA	4,249,874					1,335,428		-262,078	5,323,223		6,387,888
Cash	6,315,211								7,286,540		8,743,848
TOTAL ASSETS				427,245,994	0.000	1,343,047	-109,689	-26,217,813	402,261,539		482,713,847
Equity capital											
Share Capital	260,105,597								260,105,597		312,126,716
Share Premium	0.000								0.000		0.000
Retained earnings Result for the period	166,982,881								166,982,881		200,379,457
	0.000								-24,984,455		-29,981,346
	427,088,478								402,104,023		482,524,827
Debts											
Other debts	157,516			157,516					157,516		189,019
TOTAL EQUITY AND LIABILITIES				427,245,994	0.000	1,343,047	-109,689	-26,217,813	402,261,539		482,713,847

**ANNEXE E /
SCHEDULE E**

COMPTES PRO FORMA DE LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE AU 31 OCTOBRE 2010

PRO-FORMA ACCOUNTS OF THE TRANSFEROR COMPANY ON 31 OCTOBER 2010

Société Absorbée (nommément TNU PLC)	Bilan au 31 décembre 2009		Ajustements Cession Participation ESGIE à CTG	Activité de la période 01/01/10 au 31/09/10			Activité de la période 01/04/10 au 31/10/10			Comptes Pro Forma de la Société Absorbée au 31 octobre 2010		Comptes Pro Forma de la Société Absorbée au 31 octobre 2010		
	Taux de change:	1,20		€k	€k	€k	Intérêts sur crédences et comptes inter-co	Activité 1er trimestre	Réévaluation crédence inter-co GET	€k	€k	€k	€k	
Actifs financiers														
Participations														
Eurotunnel Finance Ltd	0,790									0,790		0,848		
Eurotunnel Developments Ltd	0,000									0,000		0,000		
ESGIE	0,048		-0,048							0,000		0,000		
Charlton Resources 1	1,000									1,000		1,200		
Charlton Resources 2	1,000									1,000		1,200		
Charlton Resources 3	14,513									14,513		17,416		
London Carex Ltd	10,350									10,350		12,420		
Charlton Resources 6	1,000									1,000		1,200		
Charlton Resources 7	1,000									1,000		1,200		
Charlton Resources 8	0,002									0,002		0,002		
Charlton Resources 9	0,002									0,002		0,002		
Eurotunnel Agent Services Ltd	0,002									0,002		0,002		
Charlton Leasing Ltd	0,100									0,100		0,120		
Le Shuttle Ltd	0,002		29,810							0,002		0,002		
Autres actifs financiers										29,781		36,713		
Crédence sur GET au titre de la cession de CTG	420.899,975						-25.955,735			0,000		394.944,240		
Actifs circulants														
Autres actifs financiers														
Crédence intra-société sur CTG	2.065,337		0,049			-109,689			-1.054,892		900,806		1 060,967	
Intérêts courus sur crédence intra-société sur CTG						7,618			8,377		15,098		19,195	
Intérêts courus sur crédence intra-société sur GET SA	4.248,674					1.335,428	-282,078		3.006,648		8.419,872		10 103,846	
Disponibilité	0,998		6.315,211								9.336,674		11.204,006	
TOTAL DE L'ACTIF	427.945,994	0,000			1.343,047	-109,689	-26.217,813		3.105,025	-1.054,892	0,000		404.311,673	485.174,007
Capitaux propres														
Capital	260.105,597									260.105,597		312.126,716		
Prime d'émission	0,000									0,000		0,000		
Report à nouveau	166.982,881									166.982,881		200.379,457		
Résultat de la période	0,000		427.088,478			1.343,047	-109,689	-26.217,813	3.105,025	-1.054,892	0,000	-22.934,321	-27.521,186	
Dettes														
Autres dettes	157,516		157,516							157,516		180,019		
TOTAL DU PASSIF	427.945,994	0,000			1.343,047	-109,689	-26.217,813		3.105,025	-1.054,892	0,000		404.311,673	485.174,007

Transferor Company (namely TNU PLC)		Balance sheet on 31 December 2009	Adjustments	Operations between 01/01/10 and 31/03/10			Operations between 01/04/10 and 31/07/10			Pro Forma Accounts on 31 October 2010		
Exchange rate	1.20		Sale of the Transferor Company's shareholding in ESGIE to CTG	Interest on debts and inter-co accounts	Operations for the 1st quarter	Revaluation of inter-co debt GET	Interest on debts and inter-co accounts	Operations for the period	Revaluation of inter-co debt GET			
		£k	£k	£k	£k	£k	£k	£k	£k	£k	£k	
Financial assets												
Investment in subsidiaries												
Euromail Finance Ltd	0.790									0.790	0.948	
Euromail Developments Ltd	0.000									0.000	0.000	
ESGIE	0.049		-0.049							0.000	0.000	
Chelton Resources 1	1.000									1.000	1.200	
Chelton Resources 2	1.000									1.000	1.200	
Chelton Resources 3	14.513									14.513	17.418	
London Carex Ltd	10.350									10.350	12.420	
Chelton Resources 6	1.000									1.000	1.200	
Chelton Resources 7	1.000									1.000	1.200	
Chelton Resources 8	0.002									0.002	0.002	
Chelton Resources 9	0.002									0.002	0.002	
Euromail Agent Services Ltd	0.002									0.002	0.002	
Chelton Leasing Ltd	0.100									0.100	0.120	
Le Shuttle Ltd	0.002	29.810								0.002	0.002	
Other financial assets										29.781	36.713	
Debt owed by GET as a result of the sale of CTG	420,899.975				-25,955.735				0.000	394,944.240	473,933.068	
Current assets												
Other financial assets												
Intra-company debt owed by CTG	2,085.357		0.049		-109.680			-1,054.892		900.806	1,080.967	
Accrued interest on intra-company debt owed by CTG					7,819			8,377		15,906	19,195	
Accrued interest on intra-company debt owed by GET SA	4,249.874	6,315.211			1,335,428	-262,078		3,006,648		8,419.872	10,103,846	
Cash	0.998									0.998	1.108	
TOTAL ASSETS	427,348.894	0.000			1,343,047	-109,689	-26,217,813	3,105,025	-1,054,892	0.000	404,811.679	485,174.007
Equity capital												
Share Capital	280,105.567									280,105.567	312,126.716	
Share Premium	0.000									0.000	0.000	
Retained earnings	166,982.881									166,982.881	200,379.457	
Result for the period	0.000	427,088.476			1,343,047	-109,689	-26,217,813	3,105,025	-1,054,892	0.000	-22,934,321	-27,521,188
Debts												
Other debts	157.516	157.516								157.516	180.019	
TOTAL EQUITY AND LIABILITIES	427,348.894	0.000			1,343,047	-109,689	-26,217,813	3,105,025	-1,054,892	0	404,811.679	485,174.007

**ANNEXE F/
SCHEDULE F**

**LISTE DES ENGAGEMENTS HORS BILAN DE LA SOCIÉTÉ ABSORBÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2009**

***LIST OF THE TRANSFEROR COMPANY'S OFF-BALANCE SHEET COMMITMENTS
AS AT 31 DECEMBER 2009***

**ANNEXE G /
SCHEDULE G**

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU RAPPORT D'ÉCHANGE

METHOD FOR THE DETERMINATION OF THE EXCHANGE RATIO

Version française

Les modalités retenues pour déterminer le rapport d'échange TNU PLC / GET SA dans le cadre de la Fusion sont décrites ci-après.

Le rapport d'échange TNU PLC / GET SA correspond au nombre d'Actions Ordinaires GET SA - ou à la fraction d'Action Ordinaire GET SA, à émettre par la Société Absorbante au bénéfice des actionnaires de la Société Absorbée en échange de chaque action TNU PLC annulée dans le cadre de la Fusion.

Le rapport d'échange TNU PLC / GET SA a été déterminé selon la démarche suivante :

- Valeurs intrinsèques de la Société Absorbée et de la Société Absorbante (§ 1) ;
- Nombres d'Actions Ordinaires GET SA et d'actions TNU PLC à prendre en compte pour le calcul du rapport d'échange (§ 2) ;
- Valeurs relatives par action TNU PLC par rapport à l'Action Ordinaire GET SA (§ 3) ; et
- Choix du rapport d'échange (§ 4).

1. Valeurs intrinsèques de la Société Absorbée et de la Société Absorbante

En l'absence de sociétés cotées comparables à la Société Absorbée et à la Société Absorbante, les méthodes retenues pour déterminer la valeur intrinsèque desdites sociétés sont présentées ci-après, étant précisé que l'approche par la valeur analogique desdites sociétés n'a pas été retenue.

1.1. Valeur intrinsèque de la Société Absorbée

La valeur intrinsèque de la Société Absorbée a été calculée selon la méthode de l'actif net réévalué.

Les principaux éléments ayant servi de base à la détermination de l'actif net réévalué de la Société Absorbée sont les Comptes Pro Forma de la Société Absorbée au 31 mars 2010 tels que définis dans le présent Traité de Fusion, prenant notamment en compte l'Opération Préalable, à savoir la cession par la Société Absorbée à CTG de sa participation dans ESGIE, correspondant à 5 % des parts de ESGIE.

Sur cette base, la valeur intrinsèque de la Société Absorbée est évaluée à 482.524.827 euros.

1.2. Valeur intrinsèque de la Société Absorbante

La valeur intrinsèque de la Société Absorbante a été calculée (i) selon la méthode de l'actif net réévalué et (ii) en fonction du cours de bourse de l'Action Ordinaire GET SA.

1.2.1. Valeur intrinsèque de la Société Absorbante selon la méthode de l'actif net réévalué

Les principaux éléments ayant servi de base à la détermination de l'actif net réévalué de la Société Absorbante sont

- (i) les Comptes Pro Forma de la Société Absorbée au 31 mars 2010 tel que défini dans le présent Traité de Fusion, prenant notamment en compte :
 - (x) le remboursement en Actions Ordinaires GET SA des ORA I T3 à leur échéance contractuelle du 28 juillet 2010 ; et
 - (y) le versement du dividende proposé par le conseil d'administration qui sera soumis au vote de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante le 26 mai 2010 ;
- (ii) le dernier plan d'affaires établi par les Concessionnaires pour la durée de la concession. Il est précisé que sur la base de ce plan d'affaires, les dirigeants du Groupe ont procédé à l'actualisation, sur la durée de la concession, des flux de trésorerie prévisionnels pour les actifs d'exploitation, au coût moyen pondéré du capital du Groupe.

Sur cette base, la valeur de l'actif net réévalué de la Société Absorbante est évaluée à 4.309.302.796 euros.

1.2.2. Valeur intrinsèque de la Société Absorbante selon le cours de bourse de l'Action Ordinaire GET SA

Le principal élément ayant servi de base à la détermination de la valeur boursière de la Société Absorbante est le cours moyen de l'Action Ordinaire GET SA sur le marché NYSE-Euronext Paris sur une période de 3 mois précédant le 31 mars 2010.

Sur cette base, la valeur boursière de la Société Absorbante est évaluée à 4.110.661.077 euros.

2. Nombres d'Actions Ordinaires GET SA et d'actions TNU PLC à prendre en compte pour le calcul du rapport d'échange

2.1. Nombre d'actions de la Société Absorbée

Le nombre d'actions TNU PLC correspond au nombre d'actions composant le capital de la Société Absorbée au 31 décembre 2009, soit 26.010.559.687 actions.

2.2. Nombre d'actions de la Société Absorbante

Le nombre d'Actions Ordinaires GET SA s'entend sur la base du nombre total théorique maximum d'Actions Ordinaires GET SA résultant :

- du nombre d'Actions Ordinaires GET SA composant le capital de la Société Absorbante au 31 décembre 2009 ; plus

- du nombre maximum d'Actions Ordinaires GET SA résultant de l'exercice ou du remboursement des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société Absorbante existantes au 31 décembre 2009 ; plus
- du nombre maximum d'Actions Ordinaires GET SA à émettre en raison des « primes de fidélité » consenties dans le cadre des émissions de titres réalisées en 2008 et pouvant donner lieu à l'émission d'Actions Ordinaires GET SA ; moins
- du nombre d'Actions Ordinaires GET SA auto-détenues par la Société Absorbante qui ne sont pas réservées au versement de la RCC TSRA (soit 9.923.432 Actions Ordinaires GET SA).

Sur cette base, le nombre d'Actions Ordinaires GET SA s'élève à 562.066.652 actions.

2.3. Rapport inverse des nombres d'actions

Nombre d'Actions Ordinaires GET SA : 562.066.652 actions (X)

Nombre d'actions TNU PLC : 26.010.559.687 actions (Y)

Rapport inverse des nombres d'actions : (X) / (Y) : 2,16 %

Sur cette base, le rapport inverse des nombres d'actions est de 2,16 %.

3. Valeurs relatives par action TNU PLC par rapport à l'Action Ordinaire GET SA

3.1. Premières valeurs relatives : déterminées sur la base des actifs nets réévalués de la Société Absorbée et de la Société Absorbante

3.1.1. *Valeur relative de l'actif net réévalué de la Société Absorbée par rapport à l'actif net réévalué de la Société Absorbante*

Actif net réévalué de la Société Absorbée : 482.524.827 euros (A)

Actif net réévalué de la Société Absorbante : 4.309.302.796 euros (B)

Valeur relative des sociétés : (A) / (B) : 11,1973 %

3.1.2. *Valeur relative de l'action TNU PLC par rapport à l'Action Ordinaire GET SA déterminée sur la base des actifs nets réévalués de la Société Absorbée et de la Société Absorbante*

En appliquant à

- cette première valeur relative des sociétés : 11,1973 % (§ 3.1.1.) (C)
- le rapport inverse des nombres d'actions : 2,16 % (§ 2) (D)

l'on en déduit

- la première valeur relative par action TNU PLC par rapport à l'Action Ordinaire GET SA : (C) x (D) : 0,002420

3.2. Secondes valeurs relatives : déterminées sur la base de l'actif net réévalué de la Société Absorbée et de la valeur boursière de la Société Absorbante établie sur la base du cours moyen de l'Action Ordinaire GET SA sur le marché NYSE-Euronext Paris sur une période de 3 mois précédent le 31 mars 2010

3.2.1. *Valeur relative de l'actif net réévalué de la Société Absorbée par rapport à la valeur boursière de la Société Absorbante*

Actif net réévalué de la Société Absorbée : 482.524.827 euros (A)

Valeur boursière de la Société Absorbante : 4.110.661.077 euros (B)

Valeur relative des sociétés : (A) / (B) : 11,7384 %

3.2.2. *Valeur relative de l'action TNU PLC par rapport à l'Action Ordinaire GET SA déterminée sur la base de l'actif net réévalué de la Société Absorbée et de la valeur boursière de la Société Absorbante établie sur la base du cours moyen de l'Action Ordinaire GET SA sur le marché NYSE-Euronext Paris sur une période de 3 mois précédent le 31 mars 2010*

En appliquant à

- cette seconde valeur relative des sociétés : 11,7384 % (§ 3.2.1.) (C)
- le rapport inverse des nombres d'actions : 2,16 % (§ 2) (D)

l'on en déduit

- la seconde valeur relative par action TNU PLC par rapport à l'Action Ordinaire GET SA : (C) x (D) : 0,002537

3.3. Intervalle des Valeurs relatives par action TNU PLC par rapport à l'Action Ordinaire GET SA obtenues

En définitive, l'intervalle des Valeurs relatives par action TNU PC par rapport à l'Action Ordinaire GET SA obtenues est compris entre 0,002419 et 0,002537.

4. Choix du Rapport d'Echange

Après analyse, les dirigeants du Groupe ont considéré que la valeur relative la plus équitable dans le cadre de la Fusion était :

- la Valeur relative de l'action TNU PLC par rapport à l'Action Ordinaire GET SA déterminée sur la base de l'actif net réévalué de la Société Absorbée et de la valeur boursière de la Société Absorbante établie sur la base du cours de bourse 3 mois de l'Action Ordinaire GET SA.

Il en résulte un Rapport d'Echange de 0,002537 Action Ordinaire GET SA pour 1 action TNU PLC.

English version

The methods used to determine the TNU PLC / GET SA exchange ratio in connection with the Merger are described below.

The TNU PLC / GET SA exchange ratio is the number of GET SA Ordinary Shares - or the fraction of GET SA Ordinary Share, to be issued by the Transferee Company for the benefit of shareholders of the Transferor Company in exchange for each TNU PLC share cancelled in connection with the Merger.

The TNU PLC / GET SA exchange ratio was calculated based on the following criteria:

- Intrinsic value of the Transferor Company and the Transferee Company (§1);
- Number of GET SA Ordinary Shares and TNU PLC shares to be taken into account for the purposes of calculating the exchange ratio (§ 2);
- Relative values of each TNU PLC share in comparison with one GET SA Ordinary Share (§ 3); and
- Selection of the exchange ratio (§ 4).

1. Intrinsic values of the Transferor Company and the Transferee Company

Short of instances of listed companies that would be comparable to the Transferor Company and the Transferee Company, the criteria considered for the purposes of calculating the intrinsic values of these companies are set out below. It is specified that the analogical valuation method has not been considered.

1.1. Intrinsic value of the Transferor Company

The intrinsic value of the Transferor Company was calculated according to the adjusted net assets value method.

The main items that formed the basis for determining the adjusted net assets value of the Transferor Company are the Pro Forma Accounts of the Transferor Company on 31 March 2010 as defined in this Merger Agreement, taking into account, in particular, the Prior Transaction, i.e. the sale by the Transferor Company to CTG of all of the Transferor Company's shareholding in ESGIE, corresponding to 5% of the shares in ESGIE.

On this basis, the intrinsic value of the Transferor Company is 482,524,827 Euros.

1.2. Intrinsic value of the Transferee Company

The intrinsic value of the Transferee Company was calculated according to (i) the adjusted net assets value method and (ii) the market value of GET SA Ordinary Shares.

1.2.1. Intrinsic value of the Transferee Company according to the adjusted net assets value method

The main items that formed the basis for determining the adjusted net assets value of the Transferee Company are:

- (i) the Pro Forma Accounts of the Transferee Company on 31 March 2010, taking into account, in particular
 - (x) the redemption of the NRS I T3 by way of the issuance of GET SA Ordinary Shares, in accordance with their contractual maturity date of 28 July 2010; and
 - (y) the payment of the dividend proposed by the board of directors that will be voted upon by the shareholders' general meeting of the Transferee Company on 26 May 2010;
- (ii) the most recent business plan prepared by the Concessionaires for the duration of the concession. It is specified that, on the basis of this business plan, the management of the Group carried out an update of the present value of projected cash flows available for operating assets over the duration of the concession, at the weighted average cost of capital of the Group.

On this basis, the adjusted net assets value of the Transferee Company is 4,309,302,796 Euros.

1.2.2. Intrinsic value of the Transferee Company according to trading price of GET SA Ordinary Shares

The main item that formed the basis for determining the market value of the Transferee Company is the average trading price of GET SA Ordinary Shares on NYSE-Euronext Paris over a period of the 3 months ended 31 March 2010.

On this basis, the intrinsic value of the Transferee Company is 4,110,661,077 Euros.

2. Number of GET SA Ordinary Shares and TNU PLC shares to be taken into account in calculating the exchange ratio

2.1. Number of TNU PLC shares

The number of TNU PLC shares is the number of shares comprising the Transferor Company's capital at 31 December 2009, being 26,010,559,687 shares.

2.2. Number of GET SA Ordinary Shares

The number of GET SA Ordinary Shares corresponds to the total theoretical maximum of GET SA Ordinary Shares arising from:

- the number of GET SA Ordinary Shares comprising the Transferee Company's share capital on 31 December 2009; plus
- the maximum number of GET SA Ordinary Shares resulting from the exercise or redemption of securities giving the right to shares in the Transferee Company existing at 31 December 2009; plus
- the maximum number of GET SA Ordinary Shares to be issued by reason of "loyalty bonuses" granted under the capital issues carried out in 2008 which could give rise to the issuance of GET SA Ordinary Shares; less
- the number of GET SA Ordinary Shares held by the Transferee Company that are not reserved for payment of the CAR SDES (i.e. 9,923,432 GET SA Ordinary Shares).

On this basis, the number of GET SA Ordinary Shares amounts to 562,066,652 shares.

2.3. Inverse ratio of number of shares

Number of GET SA Ordinary Shares: 562,066,652 shares (X)

Number of TNU PLC shares: 26,010,559,687 shares (Y)

Inverse share number ratio: (X) / (Y) : 2.16%

On this basis, the inverse ratio of numbers of shares is 2.16%.

3. Relative values of each TNU PLC share in comparison with one GET SA Ordinary Share

3.1. First relative values: calculated on the basis of the adjusted net assets values of the Transferee Company and the Transferor Company

3.1.1. *Relative value of the adjusted net assets value of the Transferor Company in comparison with the adjusted net assets value of the Transferee Company*

Adjusted net assets value of the Transferor Company: 482,524,827 Euros (A)

Adjusted net assets value of the Transferee Company: 4,309,302,796 Euros (B)

Relative value of the companies: (A) / (B) : 11.1973%

3.1.2. *Relative value of each TNU PLC share in comparison with one GET SA Ordinary Share calculated on the basis of the adjusted net assets values of the Transferor Company and the Transferee Company*

By multiplying:

- the first relative value of the companies: 11.1973% (§ 3.1.1.) (C)
- by the inverse share number ratio: 2.16% (§ 2) (D)

one obtains the following result:

- the first Relative value of each TNU PLC share in comparison with one GET SA Ordinary Share: (C) x (D) : 0.002420

3.2. Second relative values: calculated on the basis of the adjusted net assets value of the Transferor Company and the market value of the Transferee Company as determined on the basis of the average trading price of GET SA Ordinary Shares on NYSE-Euronext Paris over a period of the 3 months ended 31 March 2010

3.2.1. *Relative value of the adjusted net assets value of the Transferor Company in comparison with the market value of the Transferee Company*

Adjusted net assets value of the Transferor Company: 482,524,827 Euros (A)

Market value of the Transferee Company: 4,110,661,077 Euros (B)

Relative value of the companies: (A) / (B) : 11.7384%

3.2.2. *Relative value of each TNU PLC share in comparison with one GET SA Ordinary Share calculated on the basis of the adjusted net assets value of the Transferor Company and the market value of the Transferee Company as determined on the basis of the average trading price of GET SA Ordinary Shares on NYSE-Euronext Paris over a period of the 3 months ended 31 March 2010*

By multiplying:

- the second relative value of the companies: 11.7384% (§ 3.2.1.) (C)
- by the inverse share number ratio: 2.16% (§ 2) (D)

one obtains the following result:

- the second relative value of each TNU PLC share in comparison with one GET SA Ordinary Share: (C) x (D) : 0.002537

3.3. Range of the relative values of each TNU PLC share in comparison with one GET SA Ordinary Share as calculated

Finally, the relative values of each TNU PLC share in comparison with one GET SA Ordinary Share as calculated range from 0.002419 to 0.002537.

4. Selection of the Exchange Ratio

After analysis, the Group's management has decided that the most equitable relative value in the context of the Merger was:

- the relative value of each TNU PLC share in comparison with one GET SA Ordinary Share calculated on the basis of the adjusted net assets value of the Transferor Company and the market value of the Transferee Company as determined on the basis of the average trading price of GET SA Ordinary Shares on NYSE-Euronext Paris over a period of the 3 months ended 31 March 2010.

Therefore, the Exchange Ratio is 0.002537 GET SA Ordinary Share for 1 TNU PLC share.